

AGRICULTURE
Nouveau départ

BEAUX - ARTS
Sogbadji, la touche sensible

PAGNE
La reconquête



ALLEMAGNE
WEISS DIT TOUT

Tendances

MAI 2014 N°2

Togo ■



**L'EMERGENCE
AU BOUT DE LA ROUTE**



Economie, Culture, Tourisme, Sport, Diaspora...

CET EXEMPLAIRE VOUS EST OFFERT

LE BIMESTRIEL DE TOUTES LES TENDANCES



BRASSÉE ET EMBOUTEILLÉE PAR LA BRASSERIE BB LOMÈS

BB

BIÈRE



PILS

la Bière Togolaise
depuis 1964.





Tendances Togo

Une Publication Ligne De Mire

Récépissé N° 0496/07/05/14/HAAC

Bimestriel d'informations économiques

Siège Social

Imm. LDM, 483 Rue Todzi, Nukafu Togo

05 B.P.: 165 Lomé 05 / Togo

Tél: +228 22 48 02 00 / 22 48 02 01 - Fax: +228 22 51 98 88

Directeur Général

Essolissam GNASSINGBE

Service administratif & commercial

Ferdinand SIZING

Adrienne KOULATE (97 76 08 39)

Directeur de la publication

Edem M. A. PEDANOU

Chef d'édition

Gnim ATAKPAMA

Secrétaire de rédaction

Tony FEDA

Comité de rédaction

Edem M. A. PEDANOU - Gnim ATAKPAMA

Tony FEDA - Mellboritz PANA

Ont collaboré à ce numéro:

Marthe FARE - Kossiwa SEENAM - Edem GADEGBEKU

Mouléro FADIKPE - Liké NOMESSI - Egome AMAH

Koffi KASSA - Hugues Vinyo ATTIKPO

Dhonkila ATAKPAMA - Koffi ATSU - Sherif IbnYAMIN

Diane AGBODOH - Esther SEDJRO - AKPEMADO

Célifa GOMEZ - Abalou BODJONA

Nos remerciements à:

Yasmin ISSAKA - COUBAGEAT - Me Jean Yaovi DEGLI

Béno 1er

Photographie

Louis VINCENT - Daniel NAPPORN -

Moumouni INNOUSA - King Cyril MGBACHI

Edjéou-Tamassi - Akougbi - Onouadji - Assan Gaston

Infographie

KEDY - Abel Smalto SENAWO - Ayoko ADELAN

Correspondants à l'étranger

Paris : Estee SOKEMAHU - Bruxelles : Christian KLIKAN

New -York : Komlanvi ANANI

Pékin : Vigninou ALOUMON

Distribution & abonnement

STAR LIBRAIRIE

593, Av. Sylvanus OLYMPIO, BP 3629 Lomé - TOGO Tél:

+228 22 22 74 83

Imprimerie

Sildar (Tunisie)

Tirage: 5000 exemplaires

Contact Rédaction : +228 90 93 18 63

SOMMAIRE

5 EDITORIAL

ACTUALITE

- 07 De l'importance de la lecture
par Yasmin ISSAKA - COUBAGEAT
- 08 Le TOGO se projette dans l'avenir avec la
vision TOGO 2030



10

Hommages nationaux
à Mgr Robert-Casimir
DOSSEH-ANYRON

- 11 Humeur par Béno 1^{er}
- 12 Réforme du secteur informel
- 14 A la fête du pagne

16 ECONOMIE

RELANCE ECONOMIQUE



- 18 Agriculture togolaise : des potentialités qui
peuvent devenir ressources.
- 20 Interview du Colonel OURO-KOURA Agadazi,
ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et
de la Pêche.
- 22 Café-cacao : une filière abandonnée.
- 23 Coton : un défi à relever?
- 24 Culture vivrière : peut mieux faire!
- 25 L'agroécologie en embuscade.
- 26 Le PNIASA : état des lieux
- 28 Agro-industrie : un secteur embryonnaire, mais
d'avenir.
- 29 Plaidoyer pour une politique agricole
ambitieuse

LE TOGO VU D'AILLEURS.

- 32 Interview de Joseph WEISS, ambassadeur
d'Allemagne au Togo
- 36 Port Autonome de Lomé, la passion de
l'efficacité.

INITIATIVES

- 38 Emploi jeunes: la riposte
- 40 Anita Santos :
Apprendre l'anglais autrement.

FINANCES



- 42 ORABANK-Togo : histoire d'une fulgurante
ascension

LUMIERE SUR ...

- 44 Sylvia Adjoa HUNDT-AQUEREBURU
Notaire et militante féministe

47 SOCIETE

ZOOM

- 48 Sécurité routière
Aux casques, citoyens !
- 50 Reportage: port de pêche
- 52 Enquête : relance de l'économie du pagne

DIASPORA

- 54 Interview / Antoine K. Gbékobu
Coordonnateur national du programme diaspora.

PANORAMA

TOURISME

- 58 Woodhome : La maison des esclaves.
- 60 Alba Travel Service : un tour opérateur

STYLES

- 62 Ayanick



CULTURE

- 64 Beaux-Arts
SOGBADJI, la touche sensible
- 66 Musique
Karlos DANKLOU, arrangeur de talent
- 67 Musique
Eustache KAMOUNA, l'espoir national
- 68 Lomé, capitale de la Francophonie.
- 70 Loisirs / Sports
- 72 Santé : La dépigmentation artificielle
- 74 Cuisine : sauce adémè

LE GUIDE DU VOYAGEUR

- 75 Agenda culturel
- 77 Bonnes adresses: restaurants,
night-clubs, et hôtels

DETENTE

- 77 Humour, Remue-méninges
- 79 Jeux
- 81 Chronique / En roue libre
Les avantages de l'arbitrage, par Me Yaovi J.
DEGLI

L'heure de nous-mêmes a sonné!

Prévoir, dit l'économiste Henri Fayol, c'est à la fois supputer l'avenir et le préparer. Avec les progrès de la technique et de la technologie, et l'accélération de la mondialisation, le temps et l'espace se réduisent, se raccourcissent, voire tendent à disparaître. Le futur n'existe plus vraiment sinon se confond avec le présent.

L'avenir est devenu le futur immédiat qui se décide ici et maintenant. On peut aujourd'hui, toutes choses égales par ailleurs, prédire de quoi demain sera fait. La part de l'imprévisible se dissipe, seules la fatalité et la colère des dieux nous montrent que nous ne sommes pas totalement maîtres et possesseurs de la nature. Dans un tel monde, loin de tout dogmatisme et partant des expériences, les dirigeants veulent dans le chaos des données organiser le futur de leurs peuples, en leur donnant une vision claire, les objectifs et les moyens de parvenir au bonheur avec tout le réalisme nécessaire. Insensé, le gouvernement qui se tromperait du chemin de Canaan en allant vadrouiller avec son peuple dans le désert !

C'est donc dès aujourd'hui qu'il faut anticiper et agir sur les évolutions qui impacteront demain les différents secteurs de l'économie et de l'environnement. C'est dans cette claire intelligence des enjeux futurs qu'il faut comprendre le projet Vision Togo 2030 lancé par notre Gouvernement, qui entend faire du Togo un pays émergent dans les 15 prochaines années. L'agriculture togolaise, principale contributrice au PIB, et qui pourtant évoluait en marge de la modernité, avec des paysans attachés à la glèbe utilisant des outils d'un autre âge, est aujourd'hui considérée comme l'un des moteurs sinon le moteur devant sortir les masses paysannes de la pauvreté et tirer le pays tout entier vers l'émergence.

Cette prospective, cette vision d'un Togo émergent en 2030, est loin d'être une lubie ou un slogan électoraliste destiné à appâter des masses ignorantes. Il s'agit d'un projet proprement réaliste qui nécessite et exige la participation de tous les Togolais, de tous bords.

Partant d'une analyse de la situation actuelle du Togo sur un certain nombre d'indicateurs de gouvernance, de développement économique, d'un examen de chacun des secteurs montrant le positionnement concurrentiel, le niveau d'activité et les tendances récentes, les dirigeants ont pu faire le choix de notre horizon en 2015, 2020, 2025 et 2030, et esquisser le chemin pour parvenir à un développement économique et humain.

Visiblement, le Gouvernement échafaude un projet de société, fait rare dans nos gouvernances africaines, où la navigation à vue est la règle, et la prévision l'exception. On ne pourra plus se plaindre au bon Dieu de l'absence de ressources face à des catastrophes éventuelles, et se remettre à quémander l'aide internationale comme d'imbéciles cigales. On ne devra plus déplorer l'état indigne du secteur de la santé, car nous aurions prévu de rattraper certains retards handicapants. Pour une fois, nous voulons être responsables de notre propre dignité en prenant en main notre propre destin.

Vision Togo 2030 s'oppose aux plans quinquennaux des années 1970-1980, qui participaient plus d'un projet de dirigisme étatique élaboré dans une vision univoque, une rêverie de despote solitaire éloignée des préoccupations de son peuple. Pour une fois, à la suite d'Aimé Césaire nous fixons le tempo de notre destin, car nous le savons désormais, l'heure de nous-mêmes a sonné!

Tendances

Togo ■

**LE MEILLEUR
DU TOGO**

Economie, Culture, Société, Tourisme, Sport, Diaspora...

■ LE BIMESTRIEL DE TOUTES LES TENDANCES DU TOGO

De l'importance de la lecture

En célébrant la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, l'UNESCO s'efforce de promouvoir la lecture, l'industrie éditoriale et la protection de la propriété intellectuelle à travers le droit d'auteur. Mme Yasmin Issaka-Coubageat, actrice du livre opérant aux Editions Graines de Pensées, intervient dans nos colonnes à propos du rôle de la lecture.

Yasmin Issaka-Coubageat
Directrice éditoriale des éditions Graines de Pensées
Trésorière d'Afrilivres

Aujourd'hui, en Afrique comme partout ailleurs dans le monde, la lecture, et donc le livre, occupe une place primordiale dans les préoccupations, tant elle concentre à la fois les valeurs de la culture et du savoir, de la civilisation, de la transmission, des relations sociales et des liens intergénérationnels.

En effet, la lecture est au fondement des apprentissages à l'école. La lecture permet à l'enfant de s'exprimer correctement et avec clarté, d'acquérir de la culture, de construire son identité individuelle et sociale, d'exercer son esprit critique, de devenir un citoyen conscient. De plus, la maîtrise de la langue, à travers la lecture, favorise l'acquisition des autres savoirs, en sciences et techniques, en histoire, en géographie, etc. Par ailleurs, si la lecture chez l'enfant développe ses capacités intellectuelles, elle a également un impact sur son affect : elle a la faculté de le changer et de l'ouvrir à l'autre. Il a été démontré que

«La lecture sert à la formation du goût et à l'affermissement du jugement, c'est également elle qui fonde la citoyenneté»

la sensibilité est une voie vers la réussite. Il revient donc aux éducateurs (parents, enseignants, bibliothécaires) d'éveiller la curiosité des enfants en leur proposant les ouvrages les plus variés possible. Et la variété dans ce domaine est impressionnante ; elle va des livres de bain aux livres numériques en passant par les albums, les bandes dessinées, les *flip books*, les livres interactifs, les livres tactiles, les livres indéchirables, les livres olfactifs.

Les éditions Graines de Pensées, pour leur part, ont initié les collections Cauris d'Or-Patrimoines et Contes d'Or, qui ont pour ambition de donner à lire à la jeunesse d'Afrique et d'ailleurs, des ouvrages d'une qualité éditoriale irréprochable et économiquement accessibles, mettant en valeur les traditions et cultures africaines pour l'aider à consolider ses repères et à se construire une identité forte. Quelle que soit la langue d'alphabétisation, la lecture est donc primordiale pour former et consolider les acquis et c'est la raison pour laquelle les éditions Graines de Pensées ont mis l'accent sur la production d'ouvrages en langues nationales dans le souci d'introduire le patrimoine culturel dans les sphères éducatives, de conforter le statut littéraire et de contribuer à la conservation et à la prospérité des langues africaines.

Si la lecture sert à la formation du goût et à l'affermissement du jugement, c'est également elle qui fonde la citoyenneté, c'est-à-dire la participation individuelle à la communauté politique des sociétés, et qui



permet l'élévation de soi.

En Afrique, singulièrement, le livre est de tous les combats : pour préserver la diversité culturelle et linguistique, pour l'accès aux savoirs, pour la liberté, pour la paix...

Le livre est en effet un compagnon de route et de vie inestimable aussi bien dans les sociétés qui se sont établies autour de l'écrit que dans celles qui puisent davantage aux sources de l'oralité, qui l'ont découvert et le chérissent comme gardien de leur patrimoine et expression de leur créativité nouvelle pour faire progresser l'éducation de base, pour lutter contre la pauvreté, pour servir de socle aux avancées des nouvelles technologies de la communication et de l'information dans les sociétés modernes.

Pour M. Koïchiro Matsuura, ancien directeur général de l'Unesco, le livre est d'abord expression de la pensée et témoignage de l'être. Il sert de multiples manières au développement, il est un outil du progrès et donne une chance à l'humanisation du monde. Il est donc indispensable de promouvoir le développement de l'édition, la libre circulation du livre, son accès à tous les publics. À cet effet, les pays doivent développer leur politique nationale dans ce domaine afin que les auteurs soient protégés contre l'exploitation non autorisée du produit de leur travail. C'est pourquoi nous saluons la première édition de *Livre en fête* qui s'est tenue du 22 au 26 avril à Lomé et qui a mis l'accent sur l'importance du livre comme passerelle entre les hommes par les idées qu'il véhicule et qui seules sont à même de changer le monde. ■





Le Togo se projette dans l'avenir avec "VISION TOGO 2030"

Quel avenir pour le Togo, et à quoi ressemblera ce pays en 2030 ? Ces préoccupations ont fait l'objet de discussions en avril dernier. Le ministère de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques, dirigé par l'économiste Kako Nubukpo, a rassemblé des représentants de toutes les couches sociales du pays. Objectif, recueillir la vision des uns et des autres afin d'élaborer la Vision Togo 2030.



Marthe FARE

Prof. Kako Nubukpo

Une vision prospective est une représentation du monde. Elle propose de penser les temps longs pour agir avec plus d'efficacité sur les mécanismes de prise de décisions qui permettront d'atteindre l'horizon visé. Et pour sa vision Togo 2030, le Togo veut sonder les futurs pour choisir quoi faire ici et maintenant.

La rencontre a regroupé environ 400 participants dont des membres du gouvernement, de l'administration publique et privée, des partis politiques, des organisations de la société civile, des jeunes et des partenaires techniques et financiers. Ce séminaire a pour objectif général le lancement officiel du processus d'élaboration de la «Vision Togo 2030», offrant l'occasion de forger de manière participative, une compréhension commune de la construction d'un consensus national sur l'avenir.

Il s'agira pour le pays, de construire une vision consensuelle à long terme à partir d'une exploration approfondie des différents futurs possibles. Il s'agira également de créer et renforcer des capacités d'anticipation et de planification stratégique au sein des instances gouvernementales, du secteur privé et de la société civile. Selon le premier ministre togolais Arthème Seleagondji Ahoomey-Zunu, « la mise en œuvre des programmes contenus dans la vision à long terme permettra d'améliorer les conditions de vie des togolais et de répondre aux

énormes défis sociaux économiques auxquels fait face notre pays... et ce processus ne peut réussir que s'il offre aussi les garanties d'une protection des droits individuels et collectifs et des libertés publiques...»

Les défis à relever

Pour réussir le pari d'une vision claire et définie qui prend en compte toutes les aspirations de la société togolaise, le pays a plusieurs défis à relever :

- Favoriser la création de véritables filières allant jusqu'au produit fini ;
- Accompagner et soutenir la mutation de l'agriculture ;
- Valoriser les services, véritables outils de développement ;
- Inciter les coopérations interentreprises sur des projets de recherche, des projets industriels, et la mutualisation des services ;
- Réfléchir la semi ouverture à l'international ;
- Faciliter l'émergence des PME ;
- Développer et rendre lisible l'offre de recherche et d'enseignement supérieur ;
- Poursuivre les investissements sur les infrastructures ;

Valoriser notre patrimoine culturel et croire au potentiel touristique ;

Faire émerger une véritable identité nationale.

La réalisation de la vision 2030 devraient prendre en compte les points importants suivants : le renforcement de la cohésion sociale, la création de la richesse, le renforcement des infrastructures économique et sociale, la mise en valeur des ressources naturelles. Aussi, le développement des nouvelles technologies créatrices d'emplois, la promotion du secteur de service, l'accroissement du niveau de vie de la population, l'équité sociale, l'assainissement de l'environnement scolaire, l'adéquation emploi-formation devront être une priorité. Le développement à la base ne devra pas être du reste et la modernisation du secteur agricole doit rester une préoccupation majeure. D'autres défis comme ceux de la décentralisation, la santé de la population, l'émulation de la jeunesse, la promotion de l'enseignement supérieur, le renforcement de l'action entrepreneuriale doivent être pris en compte.

Enfin, l'amélioration du cadre de vie, la définition de l'action diplomatique et son importance dans la vision aussi ne seront pas à ignorer. ■



Société Aéroportuaire
de Lomé Tokoin

AEROPORT INTERNATIONAL GNASSINGBE EYADEMA

BP: 10112 Lomé - Tél: (228) 22 23 60 60 / 61 fax: (228) 22 26 88 95

E-mail: salt@cafe.tg - www.lome.aeroport.tg

**POUR PLUS DE CONFORT, DE SECURITE ET
DE CONVIVIALITE, VOTRE FUTURE AEROGARE.**



Société Togolaise de HANDLING

Tel: (228) 22 26 34 60

Fax: (228) 22 26 34 25

AERO TRANSPORTS S.A. - CA

14 BP: 12 - Tél: (228) 22 26 62 46

Fax: (228) 22 23 62 47

SERVAIR TOGO

14 BP: 12 - Tél: (228) 22 26 45 62

Fax: (228) 22 26 45 61

Hommages nationaux à un érudit



Komlan Dosseh-Anyron, décédé le 15 avril 2015 en France, à 89 ans, 62 ans de sacerdoce et près de 52 ans d'épiscopat. Décret de trois jours de deuil, obsèques nationales, hommages officiels, Monseigneur Robert-Casimir Dosseh-Anyron a reçu les honneurs de la nation. Homme d'une grande érudition, le parolier de l'hymne national «Terre de nos aïeux» fut sacré en 1962 tout jeune évêque de Lomé, deux ans après l'accession du Togo à l'indépendance. Il a conduit l'Eglise catholique romaine du Togo jusqu'à la fin des années 1980, avant de partir sous la bourrasque des événements du début des années 1990. Mgr Dosseh-Anyron est une figure emblématique incontestable de l'histoire de l'Eglise qu'il a dirigé pendant 52 ans, mais aussi de l'histoire politique du Togo, ayant fait tour à tour l'expérience des grands bouleversements. Il a connu les régimes Sylvanus Olympio, Grunitzky, Eyadema et Faure Gnassingbé. Une telle longévité ne peut manquer de susciter des controverses. Le Premier ministre Arthème Selegondji Ahoomey-Zunu, fervent catholique, qui lui a

rendu un hommage mérité au nom de la nation, n'a pas manqué de souligner cet aspect en appelant les historiens à jeter un regard décalé et objectif sur l'histoire de ce personnage immense à la fois par son érudition, sa foi et son travail à la tête de l'Eglise. « *L'histoire de la vie de celui que nous pleurons aujourd'hui ne peut se lire en dehors de la grande épopée de la christianisation du Togo. Les idées et les actions, les faits et événements qui ont tissé la trame du parcours exceptionnel de Monseigneur Robert Casimir DOSSEH-ANYRON résonnent dans tous les domaines de l'existence, au point qu'à l'heure où les anges du Ciel le portent vers la cité de Dieu, si chère à Saint Augustin, l'on se pose une question fondamentale : Sous quel angle faut-il l'appréhender pour donner la juste mesure des mille reflets qui ont illuminé une vie aussi riche que féconde ? Avec le recul, les historiens apporteront sans doute des fragments de réponse à cette vaste question* », a déclaré le Premier ministre togolais. ■

Des hommages grandioses ont été rendus à l'archevêque émérite, premier évêque du Togo, Mgr Robert-Casimir Tonyui Messan

Etats généraux de la société civile du 17 au 19 juin 2014

Les Etats généraux de la société civile auront lieu en juin. Au dernier trimestre 2013, le Projet d'Appui à la Société Civile et à la Réconciliation Nationale (Pascarena) a demandé au Centre autonome d'études et de renforcement des capacités pour le développement au Togo (CADERDT) d'organiser les travaux préparatoires des états généraux de la société civile. Après étude, ces Etats généraux se tiendront les 17, 18 et 19 juin à Lomé. Ils mettront aux prises 200 représentants des organisations dites de la société civile et leurs répondants au sein du Gouvernement.

Outre les statuts de la société civile, les thèmes clés de la réconciliation, de la justice, de la politique publique, du foncier et de la décentralisation meubleront les travaux de ces états généraux.

L'objectif de ces travaux: permettre une meilleure collaboration entre gouvernement et société civile. ■

Du 14 au 16 mai se sont déroulées les Journées de l'entrepreneuriat et de développement (JED) organisées par le Fonds d'appui aux initiatives économiques de la jeunesse (FAIEJ). Le séminaire a pour objectif de promouvoir la culture entrepreneuriale au sein de la jeunesse togolaise et de sensibiliser à la protection de l'environnement à travers une bonne gestion des déchets plastiques. Vingt jeunes Togolais ont été formés au cours de ce séminaire aux techniques de fabrication de carreaux à partir de déchets plastiques. Ces jeunes ont été formés par Moussa Dogo Ali, du Bureau Africain de Formation et d'études Stratégiques en Gestion de Déchets (GVD - Afrique). Ils devront créer à l'issue du séminaire les premiers start-up d'une filière promise à un bel avenir.

Le FAIEJ, un des programmes mis en place par le gouvernement pour lutter contre le chômage des jeunes, apporte un appui technique et financier aux jeunes porteurs de projets novateurs. L'objectif est d'arriver à promouvoir l'auto-emploi chez les jeunes,

Entreprises vertes



Mme Sahouda Gbadamassi -Mivedor, DG FAIEJ

qui attendent trop souvent un emploi salarié d'un Etat qui manque de plus en plus de ressources pour satisfaire ces besoins. Le chômage est estimé à plus de 28% au Togo. Le recyclage des déchets plastiques est un créneau nouveau au Togo alors que les déchets plastiques constituent une préoccupation environnementale et politique. ■

Pourquoi ne pas ?

Hymne pour une vraie indépendance

Par Béno 1^{er}

Pourquoi ne pas se faire confiance et espérer en de lendemains meilleurs ?
 La patrie nous interpelle, répondons tous ensemble d'une même voix
 Regardons ce qui va et ce qui ne va pas et améliorons l'existant avec nos moyens
 Ailleurs comme on dit toujours, l'herbe sent mieux et le maïs est plus doux, hum ??..
 Mais, attention aux miroirs aux alouettes, contentons-nous du peu que nous avons

Pourquoi ne pas dialoguer, s'écouter, se parler, se comprendre et s'accepter ?
 Injures sur injures, nous reculons et les autres pays avancent
 Nous régressons et les autres nations s'unissent pour prospérer
 Recherchons la paix par tous les moyens et regardons autour de nous
 L'étincelle de l'amour nous fera plus de bien que celle de la violence

Pourquoi ne pas fêter ensemble cette indépendance nationale
 Pour laquelle nos parents s'étaient évertués à chasser les colons
 Allons pique - niquer ensemble en toute fraternité sans faux-semblant
 Allons danser entre nous, frères et sœurs de ce petit Togo, grande nation
 Qui fut pour les allemands, une colonie modèle et notre fierté à nous tous

Allez, donnons-nous la main sans hésiter et parlons-nous
 Affrontons les difficultés ensemble pour mieux en partager les fruits
 Vigilants serons-nous pour éviter toute tentative de mise à l'écart
 C'est pour nous tous que nos aïeux ont lutté pour préserver
 Ce beau pays que « Papa DOSSEH » a surnommé l'Or de l'Humanité

Pourquoi ne pas comprendre que c'est inutile de faire bande à part
 Allumons les bougies de l'espoir et chantons dans l'espérance
 Prions ensemble et vénérons le même Dieu sous divers vocables
 Féticheurs, prêtres vaudous, pasteurs, prêtres catholiques, animistes
 Disons une grande messe pour notre pays et chantons tous ensemble

Ablodé ! Ablodé ! Ablodé Gbadza !!!

RÉFORME DU SECTEUR INFORMEL

L'autre béquille de la relance économique

Au Bénin et au Cameroun, le secteur informel représente selon certaines études sérieuses plus de 50% du PIB. En engageant des réformes de ce secteur, le gouvernement entend non seulement maximiser les recettes fiscales qui échappent au budget mais surtout booster et valoriser ces micro-entreprises.

Sherif bin Yamin

Comment faire renaître l'économie togolaise et réduire la dépendance à l'aide extérieure dans le financement des projets sociaux et porteurs pour le Togo qui se fixe d'entrer dans le cercle des pays émergents les 15 prochaines années ? C'est ce qu'exprime la métamorphose en cours avec la création d'une Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), dirigée par Mme Ingrid Awadé. Elle a pour mission le recensement de toutes les activités relevant du secteur informel, l'organisation du secteur informel, l'amélioration de son cadre légal, réglementaire et juridique, ainsi que le contrôle et la régulation des activités de ce secteur. La nouvelle orientation passe par la réforme du secteur, en réalité son organisation, car elle était inorganisée, et la mobilisation des acteurs de cette économie à la comptabilité floue et au chiffre d'affaires avoisinant 250 milliards Cfa, soit 20% du PIB. C'est ce secteur, un méli-mélo d'acteurs payant des impôts forfaitaires loin des chiffres d'affaires insoupçonnés ou évoluant en marge du contrôle fiscal, qui sera mobilisé. Le but est de constituer, à l'interne, les fonds qui financeront les grands challenges notamment augmenter le revenu moyen du Togolais de 3 à 4 % par an au cours des cinq prochaines années, faire sortir le maximum de Togolais de la pauvreté, créer davantage d'emploi, offrir plus de garanties auprès des banques aux jeunes porteurs de projet, étendre la couverture santé à toutes les couches sociales, réaliser une croissance économique autour de 7% en moyenne par an et développer des infrastructures de qualité. Mais il s'agit aussi et surtout de valoriser les micro-entreprises de ce secteur en leur facilitant l'accès au crédit. En fait, l'option des réformes a été perçue

trop prétentieuse sinon courageuse dans ce pays habitué aux réformes sans résultats, par le passé. Cependant, elle a obtenu la bénédiction et l'adhésion des partenaires bilatéraux et multilatéraux qui y ont vu sa pertinence à requinquer le Togo qui a obtenu en 2011, grâce à la mise en œuvre des réformes, une réduction de plus de 80% de sa dette extérieure estimée à environ 2,2 milliards de dollars. Face à l'urgence des besoins sociaux, l'Exécutif togolais avait cru aux réformes hardies qui se sont traduites par la restructuration du secteur bancaire fragilisé par le non respect de l'orthodoxie financière et des règles de gestion qui frisent carrément la délinquance.

A présent, il met en ligne de mire la maximisation des recettes publiques pour un objectif de 800 milliards Cfa avec une pression fiscale qui est passé de 18% du PIB à 22%. Une grande ambition pour le Togo qui, explique le ministre de l'Economie et des finances Adji Otèth Ayassor, ne veut plus « continuer à bâtir des budgets dont le financement est assuré à plus de 50% par les apports extérieurs ». Le choix a été vite fait de créer l'Office togolais des recettes -OTR- qui fusionne dorénavant les régies financières, la Douane et les Impôts, de sorte à aller au-delà des 200 milliards Cfa de leurs recettes annuelles cumulées considérées comme une sous-performance.

Visiblement, pour les nouvelles autorités togolaises, il s'agit d'assurer l'indépendance financière et non plus passer le temps à quémander à l'extérieur, tant qu'il y a un véritable potentiel à l'interne prouvé par les analyses économiques: le secteur informel. Il y a de quoi pour le Togo qui doit réhabiliter et construire des infrastructures routières, se doter de voies ferroviaires, construire des infrastructures sanitaires et écolières, chercher des financements pour la relance du secteur agricole qui est doté d'un ambitieux Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) estimé à environ 600 milliards Cfa. Les données statistiques font état de ce que l'économie informelle du Togo, dominée à près de 80% par les femmes, représente près de 84% du secteur privé et occupe 84% de la population active. Une véritable force qui a motivé l'Exécutif à prendre, en 2008, un décret portant création d'une Délégation d'organisation du secteur informel afin « d'inciter et de promouvoir des actions tendant à une meilleure organisation de ce secteur, notamment de préparer des mesures et les stratégies d'enrôlement progressif des opérateurs du secteur informel dans le secteur formel ». Ce secteur une fois restructuré, un chantier d'envergure et un des plus complexes que recommandent bien d'experts, sera l'autre poumon de l'économie togolaise, outre le Port autonome de Lomé très concurrentiel et la filière phosphate qui peine à se relever. C'est à une période cruciale pour le Togo qui nourrit l'ambition



de devenir un pays émergent d'ici 15 à 20 ans, en maintenant le cap de la croissance continue du PIB qui est passée de 2,4% à 4,9% entre 2008 et 2011 et 5,6% en 2012. ■



1964 2014

**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
50 ANS AU SERVICE DE L'AFRIQUE**

**AFRICAN DEVELOPMENT BANK
50 YEARS SERVING AFRICA**



Du 22 au 29 avril 2014 à Lomé, les 9 et 10 mai dans les principales villes du Togo, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) a organisé « Le Pagne en Fête ».

Mouléro FADIKPE

Une initiative destinée à redonner au commerce du pagne, une nouvelle vie. Mais en y associant d'autres pays de la sous-région, elle lui a donné une dimension internationale au-delà des attentes.

« *Le Pagne en Fête* », c'est avant tout, la célébration du pagne, du textile, de la mode aussi bien togolaise qu'africaine. Une occasion donnée au public de redécouvrir le tissu pagne et son usage, dans toute sa diversité et dans toute sa splendeur. Conjurant ainsi sa notoriété d'antan, aujourd'hui en berne.

Immortelles Nanas-Benz

La renommée du Togo est intimement liée à celle des Nanas-Benz, qui se sont faites connaître mondialement dans les années 70-80, grâce à la commercialisation du tissu pagne dénommé Wax hollandais. Grâce au dynamisme de ces femmes, figure du capitalisme togolais, Lomé a été la plaque tournante du commerce de pagne dans la sous-région.

« *Pagne en fête* » leur a rendu hommage à travers l'Exposition « *AMOUR DE PAGNE* ».

Et voilà le Hall du Palais des Congrès mué en musée vivant, à force de raviver des souvenirs par des photos de célèbres Nanas-Benz.

Mais aussi, des collections privées, des modèles d'hier dont certains sont revisités, des échantillons de pagnes, riche patrimoine Vlisco. Une page glorieuse, noircie par la concurrence déloyale et la contrefaçon. Puis le coup de grâce venu des incendies des grands marchés de Kara et de Lomé, il y a un an.

« *Célébrer le pagne, c'est célébrer celles qui l'ont porté haut et loin, faisant ainsi connaître aux quatre coins du monde le Togo : les Nanas-Benz, ces valeureuses et dynamiques femmes qui font la fierté du Togo* », a lancé avec emphase, Jonathan FIAWOO, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT)

Après le réconfort, la réflexion pour projeter la reconstruction de l'industrie textile. D'où la pertinence des sujets lors des rencontres de haut niveau, animés par des experts, universitaires et créateurs de renom. Au-delà

A la fête du pagne

de l'exploration des stratégies pour remonter la pente, on découvre le langage des pagnes, véhiculé par leurs motifs. « *Mon mari est capable* », « *Si tu sors, je sors* », « *l'œil de ma rivale* »... des noms de pagne, qui « parlent » à ceux qui savent les écouter.

Business et créativité

Avec ses 200 stands d'expo-vente, « Pagne en fête » a été pour les commerçants du pagne, une occasion de promotion exceptionnelle.

Dans la soirée du vendredi 25 avril, « Le Pagne en fête » s'est transporté dans la grande salle du Palais, pour une soirée de rêve offerte par des stylistes d'ici et d'ailleurs.



Coupure de ruban par M. AHOOMEY-ZUNU (PM) lors de l'ouverture du "Pagne en fête"



Des visiteurs



Alphadi remerciant le public à la fin du défilé



Me Alexis AQUAREBURU (au centre) posant avec les stylistes

Impossible de se soustraire à la vague d'émotions, irradiée par les robes de la Collection « *Le pagne dans tous ses états* », une œuvre de la modeste et talentueuse styliste Ayanick. Et que dire de la collection « *Pagne Rock & Roll* » griffée Elima, de la Créatrice Limda Awesso, dont la discrétion contraste avec la flamboyance des coupes ajustées et inattendues?

Grace Wallace, Bamondi, Chrisken, Desmo Design, Nadiaka... du Togo, mais aussi, le Nigérien, magicien du désert et parrain du défilé, Alphadi; le Burkinabé BAZEM'SE, la Perle noire du Benin... longue est la liste des couturiers et stylistes présents pendant la manifestation. Au total, plus d'une quinzaine de designers de renom, pour arriver à ce mélange de simplicité et de sophistiqué, du subtil et de la provocation, de l'érotisme et de la pudeur, du raffiné et du traditionnel, de la noblesse et de l'ordinaire. Comme pour rappeler que la mode est une histoire de goût,

d'audace et de nécessité.

Autant d'œuvres à base du tissu pagne, de la dentelle et du bazin réalisés par des mains d'orfèvre et mises en valeur par une quarantaine de mannequins.

La relève n'est pas oubliée. Fo Kiki, Black Ways, St Addy, Sikatriss, Show Star, Ibatik, RAIF... tous de jeunes designers pétris de talents. « *Le Pagne en fête* » leur a donné l'occasion de s'affirmer sur un podium érigé dans le jardin du Palais. En attendant de rivaliser avec les Aînés, à la prochaine occasion. ■

« Célébrer le pagne, c'est célébrer celles qui l'ont porté haut et loin, »





Agriculture

23

LE COTON
un défi à relever ?

Daniel NAMPON

6 RELANCE ECONOMIQUE

- 18 **Agriculture togolaise : des potentialités qui peuvent devenir ressources.**
- 20 **Interview du Col OURO-KOURA Adagazi**
Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
- 22 **Le café-cacao : Une filière abandonnée.**
- 23 **Le Coton, un défi à relever?**
- 24 **Culture vivrière : Peut mieux faire!**
- 25 **L'agro écologie en embuscade**
- 26 **Le PNIASA : Etat des Lieux**
- 28 **Agro-industrie : Un secteur embryonnaire plein d'avenir**
- 29 **Plaidoyer pour une politique agricole ambitieuse**

LE TOGO VU D'AILLEURS.

- 32 **Interview:**
Joseph WEISS
Ambassadeur d'Allemagne au Togo
- 36 **Port Autonome de Lomé**
La passion de l'efficacité



Le Togo vu d'ailleurs
Joseph WEISS

32

«Les investisseurs allemands commencent à découvrir les potentialités du Togo»

Daniel NAMPON

Eco



conomie



LUMIERE SUR ...
Sylvia Adjoa HUNDT-AQUEREBURU»

44 «Le droit de succession se règle avec trop de sentimentalisme au Togo»

INITIATIVES

- 38 Chômage jeunes, la riposte!
- 40 Portrait / Anita Santos : Apprendre l'anglais autrement

FINANCES



42 ORABANK Togo : Histoire d'une fulgurante ascension

LUMIERE SUR ...

44 Portrait / S. A. HUNDT- AQUEREBURU
Notaire et militante féministe

AGRICULTURE TOGOLAISE

Des potentialités qui peuvent devenir ressources

Le Togo est un pays essentiellement agricole. Les activités agricoles occupent plus de 75% de la population active. Ce secteur d'activités contribue à près de 40% à la création de la richesse nationale (PIB) et génère 20% des recettes d'exportation du pays. Pourtant, la pauvreté touche près de 58% de la population et environ 3.400.000 ha de parcelles riches demeurent inexploitées.

Edem GADEGBEKU & Dhonkila ATAKPAMA

Selon le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, la diversité agro-écologique des sols du Togo permet d'y développer plusieurs types de productions agricoles « dont les plus importantes sont d'une part les cultures vivrières : céréales (maïs, sorgho/mil, riz), racines et tubercules (manioc, igname), légumineuses à graines (haricot et arachide) et cultures maraîchères. Et d'autre part, les cultures de rente (le coton, le café et le cacao) »

Pourtant, la productivité agricole y est très faible. A peine une tonne à l'hectare pour les céréales, 10 tonnes / ha pour les tubercules, 0,926 tonne / ha pour le coton, 0,45 tonne / ha pour le café et 0,23 tonne / ha pour le cacao. Les paysans togolais cultivent essentiellement pour la consommation. La production vivrière avoisine 70 % du produit intérieur brut agricole du pays.

L'essentiel des travaux champêtres est effectué avec des outils rudimentaires notamment des houes et des machettes. Seulement 10% des superficies sont mises

en valeur à l'aide de la culture attelée et 1% avec un équipement motorisé. L'utilisation des engrais chimiques reste faible. La dose moyenne est de 3kg/ha sur environ 16% des superficies. Les taux des dépenses publiques consacrées à l'agriculture par rapport au budget total de l'Etat a progressé

de 5,0 % en 2005 à 6,4 % en 2010. Une petite performance qui est loin d'atteindre l'objectif de 10 % auquel le Togo s'est engagé dans le cadre de la déclaration de Maputo en 2003. La recherche en agriculture est également assez négligée dans notre pays, puisque seul 0,4USD/hab/an a été consacré à la recherche. Un budget largement en dessous du 1% du PIB fixé par l'Union Africaine à Khartoum en 2006. Les différentes tentatives des pouvoirs publics pour une meilleure productivité de l'agriculture ont jusqu'ici échouées. Mais l'Etat togolais a tiré des leçons des différentes actions engagées par le passé, dont la plus importante est, selon les services du ministère, que la productivité dans l'agriculture dépend essentiellement des capacités techniques des hommes qui les mettent en œuvre. La preuve, les cultures vivrières, quand bien même non subventionnées, réalisent beaucoup plus de performances. Ces performances enregistrées dans le secteur agricole s'expliquent aussi par les mesures prises par le gouvernement pour garantir la campagne agricole notamment la mise à disposition d'engrais, de semences et de tracteurs fortement subventionnés. La mesure phare étant le PNIASA, programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire.

Tous ces efforts ont permis au Togo « d'atteindre la cible C de l'OMD (Objectifs du millénaire pour le développement), c'est-à-dire l'autosuffisance alimentaire (éradication de la faim) », se félicite le

ministre Kako Nubukpo, en charge de la Prospective économique. En effet, le 16 juin 2013 à Rome (en Italie), lors de la 38^{ème} Conférence de la FAO, le Togo recevait « un Prix pour ses efforts en matière de lutte contre la faim et la sécurité alimentaire ». Le même regain d'essor a arraché au CILSS (Comité permanent inter-Etats de lutte contre la pauvreté dans le Sahel) des notes d'encouragement : « Le Togo enregistre depuis 2009 des excédents céréaliers, ce qui lui a permis de vendre du maïs au PAM (Programme alimentaire mondial) dans le cadre des opérations de secours aux pays de la sous-région en proie à des pénuries alimentaires ou à la famine ». Les excédents sus-évoqués ont été enregistrés en 2009, 2010, 2011 et 2012. En réceptionnant cette distinction, le Président Faure Gnassingbé a promis de mener une croisade « contre la sous-alimentation ». Selon lui, « le développement d'une agriculture innovante et d'une agriculture de qualité est devenu un enjeu national. L'agriculture est en effet un des éléments essentiels autour desquels nous bâtissons notre prospérité future ». ■



Créatrice de richesse



L'AGRICULTURE TOGOLAISE AVANCE

Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA)



Interview

Ouro-Koura Agadazi

Ministre de l'Agriculture de l'élevage et de la pêche



« Nous sommes largement au-dessus des 10% prévus par le sommet de Maputo. »

Directeur de l'Agence Nationale de la Sécurité Alimentaire (ANSAT), le colonel Ouro-Koura Agadazi, ministre de l'Agriculture de l'élevage et de la pêche, livre ici une analyse des récents développements de son secteur, qui, sur le plan vivrier, vivait une situation gravement déficitaire en 2008. D'une manière globale, l'agriculture togolaise accuse de nombreux retards dans beaucoup de domaines, mais les perspectives sont prometteuses si les politiques sont appliquées à bon escient.

Atsu KOFFI

Le développement du Togo repose nécessairement sur celui de son agriculture. L'heure n'est pas encore au bilan mais percevez-vous des signes forts de relance de la production ?

↳ Jusqu'aux années 2008, le Togo accusait un déficit de production de l'ordre de 13%. Par rapport à cette situation et eu égard aux crises alimentaires que nous avons connues, le gouvernement a élaboré et mis en œuvre la stratégie de relance de la production agricole en 2008. Elle vise à accroître le niveau de la production avec un appui financier des autorités et celui des bailleurs de fonds. Depuis cette date, le Togo a enregistré une

nette amélioration de la production dans toutes les filières. De 13% de déficit, le Togo est passé de façon soutenue à une situation de production excédentaire d'environ 13% avec une nette réduction de la prévalence de la sous-alimentation qui est passée de 32,8% à 16,4%. Cela a valu à notre pays une distinction qui a été remise au président Faure Gnassingbé par la FAO en juin dernier à Rome. Depuis 4 ans d'ailleurs, le Togo est l'un des pays pourvoyeurs de produits vivriers aux Etats de la sous-région en difficultés avec des volumes de fournitures de stocks qui sont passés de 4.000 à 30.000 tonnes de céréales en 2012.

« Depuis 4 ans, les prix se sont stabilisés »

L'engagement pris par les chefs d'Etat et de gouvernement à Maputo en 2003 d'allouer au moins 10% du budget national à l'agriculture pour réaliser 6% de croissance agricole annuelle a-t-il été respecté ?

↳ Dans les années 2009, la part du budget consacré au secteur agricole tournait autour de 2 à 4%, soit environ une dizaine de milliards. Par rapport aux différents programmes mis en œuvre par le gouvernement pour véritablement relancer le secteur, la part de contribution du budget national à l'agriculture s'est nettement

améliorée pour atteindre 30 milliards en 2012, rien que pour notre département. Il faut ajouter le ministère du Développement à la base qui agit à 80% dans le secteur agricole et qui bénéficie d'importants financements de l'Etat, sans oublier le ministère de l'Équipement rural pour la mise en place des infrastructures rurales et des équipements agricoles et le ministère de l'Environnement. Si on additionne tous ces financements nous sommes largement au dessus des 10% prévus par le sommet de Maputo.

Le Togo produit, mais ne transforme pas encore. L'agrobusiness est un secteur à fort potentiel. Envisagez-vous d'en tirer profit?

↳ Le tissu industriel sensé promouvoir la transformation de nos produits agricoles se met progressivement en place. Il faudra maintenir cette dynamique. Le Togo doit assurer de manière pérenne la couverture des besoins alimentaires

en faveur des pays qui sont en difficulté. Pour ce faire, il faudra agir sur le levier de la transformation pour accroître, non seulement la valeur ajoutée, mais aussi labéliser les produits togolais. C'est dans cette optique que le gouvernement a élaboré et mis en œuvre le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) qui a permis l'installation d'une dizaine d'unités industrielles spécialisées dans la transformation du riz, du soja et du manioc. Aujourd'hui, c'est une fierté pour le Togo de retrouver sur les marchés les produits au label togolais tels que le riz «jubilé d'or», «riz délices», «riz le fermier», le tapioca togolais, le gari togolais, etc. Maintenant, il faut aller plus loin en attirant le secteur privé. C'est en cela que nous saluons l'initiative de l'opérateur économique privé qui vient d'installer une usine de transformation de maïs graine en farine avec une capacité de transformation de 3.500 tonnes de maïs graine en farine par mois. Vivement que d'autres opérateurs économiques lui emboîtent le pas surtout que le Togo s'est doté d'un cadre harmonisé de l'environnement des affaires. Pour soutenir les structures existantes, le Projet d'appui au secteur agricole (PASA), l'un des volets du PNIASA, a lancé des instruments financiers pour promouvoir les initiatives locales en vue de les rendre viables et compétitives sur le marché international. C'est dans ce cadre qu'en 2013,

« Les nomades doivent respecter le calendrier de transhumance »

le ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche a décaissé trois cents (300) millions de FCfa pour soutenir 25 entreprises agricoles dans différents domaines grâce à l'appui de la Banque mondiale dont je salue l'accompagnement. Cette enveloppe sera doublée en 2014. Pour favoriser l'émergence de nouvelles unités de transformation, le Togo vient de bénéficier de fonds koweïtiens à hauteur de 1,5 milliard de Fcfa. Cet argent devra permettre d'accompagner les initiatives privées locales et des jeunes en fin de formation, porteurs de projets innovants. D'autres initiatives existent comme le projet allemand ProDRA (17 milliards), et celui du FIDA (40 millions de dollars) dont la finalité est la création de petites entreprises agricoles.

Les consommateurs se plaignent toujours de la cherté des produits agricoles sur le marché alors qu'ils poussent au Togo...

↳ Nous menons une veille permanente sur la disponibilité des stocks et le comportement des prix des produits agricoles sur l'ensemble du territoire. Je peux vous assurer que depuis plus de 4 ans, nous avons non seulement une disponibilité manifeste, mais aussi une nette stabilité des prix des produits agricoles sur l'ensemble des marchés.

Chaque année, des incidents surviennent entre bouviers transhumants et populations autochtones. Que fait l'Etat pour résoudre le problème ?

↳ Pour couvrir ses besoins en produits carnés, le Togo importe beaucoup de viande à partir des pays du sahel. Ce qui explique une forte migration du gros bétail des pays du Sahel sur le territoire national à une période donnée avec ses corollaires de dégâts, de dévastations de champs et de pertes en vies humaines. Cette année a été particulière de par l'ampleur des dégâts. C'est dans ce contexte que le chef de l'Etat a instruit les ministères impliqués dans la gestion de la transhumance pour aller vers la base, pour apporter un message d'apaisement aux victimes, recueillir les préoccupations des populations et envisager des approches de solutions durables.

Que comptez-vous faire pour contrôler ces flux ?

↳ Un atelier national a été organisé sur le sujet en février. Il a été décidé de réactualiser



la carte de la transhumance avec une géo-localisation des couloirs, des zones de pâturages et des zones d'accueil, de redéfinir les rôles et responsabilités de chaque acteur avec une forte implication des organisations et communautés à la base telles que les Comités Villageois de Développement (CVD), la chefferie traditionnelle, la chefferie traditionnelle des transhumants sédentaires... Il est envisagé d'organiser les déplacements des bœufs par camions pour éviter la destruction des domaines agricoles et des réserves forestières. D'une façon générale, il est question que tous les acteurs s'impliquent dans la sensibilisation, la vulgarisation de la nouvelle carte de transhumance, l'identification des transhumants nomades. Les transhumants nomades doivent également veiller au respect des dates d'ouverture et de clôture de la période de transhumance prévues respectivement le 15 janvier et le 15 mai de chaque année. ■



LE CAFÉ-CACAO

Une filière abandonnée

Libéralisée vers le milieu des années 1990, la filière café-cacao est en total déclin. Peut-être par pragmatisme économique, l'Etat s'est désengagé d'un secteur qui n'occupe que quelques producteurs de la région des Plateaux.

Edem GADEGBEKU

Avec le PASA, (*Projet d'Appui au Secteur Agricole*), l'Etat espère reprendre l'initiative.

Cultures agro-industrielles destinées à l'exportation essentiellement, le café et le cacao sont indissociables dans la classification des filières agricoles au Togo. Après un passé glorieux, la filière subit un déclin depuis les années 1990. Dans les années 1960, ces deux cultures couvraient jusqu'à 94.000 hectares de surfaces cultivées sur le territoire national. 286.000 Togolais, soit 40.000 producteurs et 25.000 familles en dépendaient. L'étendue de ces superficies a diminué de 36% à partir de la décennie 1990. Ainsi, dans les années 1994/1995, la production de cette filière s'élevait à 38.000 tonnes/an. En 2012, elle est passée à 12.000 tonnes/an, en 2013, les rendements des champs gravitent autour de 8.000 tonnes ! Selon la division statistique du département de l'agriculture, entre 1985 et 2010, le volume de production annuelle en milliers de tonnes de cacao n'a atteint que deux fois le chiffre record de 14,2. C'était en 1996 et en 2010. De l'avis de plusieurs producteurs et selon des études officielles sur le secteur «café-cacao» au Togo, cette grosse diminution dans les rendements des champs est due sans conteste à la libéralisation intervenue dans ce domaine d'activités agricoles entre 1996 et 1997. Fruit elle-même de la crise socio-politique que connaît le Togo depuis les années 1990, cette libéralisation a été marquée entre autres par le total désengagement du gouvernement de la chaîne de production.

Les maux recensés dans la chaîne de production du café-cacao n'ont jamais empêché les exportations togolaises d'avoir une grande cote à l'international. Les acheteurs étrangers, aux dires de plusieurs caféiculteurs et cacaoculteurs du Togo, continuent d'apprécier la qualité physique et le goût de ces deux produits agricoles. Avant la libéralisation du secteur intervenue entre 1996 et 1997, le café-cacao togolais a même bénéficié d'une surcote à l'échelle internationale. « *Pourtant, les producteurs du Togo n'ont pas un secret en la matière ! Ils respectent tout simplement un certain nombre de principes cardinaux dans le cadre de la mise en pratique de techniques agricoles dans les vergers de café-cacao* », explique Jean Kita, technicien supérieur à l'ICAT. Cette bonne cote du café-cacao du Togo à l'étranger est aussi la marque d'une préparation dans des conditions idéales des semences mises à la disposition des producteurs par le CRAFT

(Centre de recherche agronomique, zone forestière qui dépend de l'ITRA, Institut togolais de recherche agronomique). Dans l'optique de la remise en forme du secteur en vue de rendements agricoles plus performants, le PASA embrasse également, la restructuration de la production d'une part du café et du cacao, et d'autre part une meilleure organisation des principaux acteurs de ce secteur de l'agriculture au Togo. Mais, de l'avis de divers techniciens et producteurs rencontrés sur le terrain, la coordination du PASA traîne un peu les pas dans l'appui multisectoriel qu'elle est censée apporter aux producteurs. Car, soulignent-ils, le producteur continue de payer lui-même son plant de cacao. En la matière, la demande est en ce moment supérieure à l'offre. Le café et le cacao n'ont pas encore des lendemains qui chantent. ■



LE COTON

Un défi à relever ?

Le coton togolais reprend du poil de la bête et le gouvernement veut augmenter la superficie cultivable. Un pari raisonnable? Wait and see!

Tony FEDA

Le coton togolais revient de loin. De très loin. Les statistiques sont plus éloquentes : en 2009, la production était de 28.000 tonnes contre 187.000 tonnes en 1999. Une descente aux enfers inexplicable, alors que le coton avait résisté aux péripéties politiques que le pays a subi. Et de surcroît, en 2008, la Société togolaise de coton, société publique ayant bâti la prospérité de ce produit d'exportation qui avait fini par l'emporter sur le phosphate dans ses bonnes années, devait aux producteurs près de 41 millions dollars USD. Mauvaise gestion, incurie, gabegie, découragement des producteurs partis vers les cultures vivrières, chute abyssale du cours mondial, toutes choses égales par ailleurs, expliquent le lourd passif de la Sotoco (Société Togolaise de Coton) et le déclin de la production cotonnière.

Mais les réformes du secteur faites par le gouvernement ont porté leur fruit. Le 23 janvier 2009, l'Etat a procédé à la dissolution de la Sotoco et son remplacement par une société d'économie mixte, avec entrée des producteurs dans le capital. L'objectif est de parvenir à libéraliser totalement le secteur avec l'Etat comme actionnaire minoritaire.

La restructuration a conduit à une évolution positive de la production, qui est passée à 79.000 tonnes en 2011. Un regain de forme qui donne des envies au ministère de l'agriculture, au point que le ministre parle d'étendre les surfaces cultivables à 140.000 hectares ! Un objectif qui est encore un peu loin des 198.000 hectares d'un passé récent mais qui traduit le moral de la NSCT (Nouvelle Société Cotonnière du Togo) et du ministère de l'agriculture. La déprime

est passée et une campagne est en cours pour mobiliser une armée de producteurs.

Cependant, les experts ne sont pas tous d'accord sur l'optimisme qui prévaut chez le colonel Ouro-Koura Agadazi, et même au ministère des finances et de l'économie, ainsi que le ministère de la prospective, puisque le coton, actuellement 4% de part dans le PIB, rentre en ligne de compte dans les prévisions de croissance et de la vision 2030 d'un Togo émergent. Certes le secteur reprend forme, mais dans un environnement concurrentiel rude. Sur le plan mondial, les termes de l'échange se sont encore complexifiés et restent défavorables au Togo. La production mondiale est en pleine croissance, mais les pays développés sont les plus grands producteurs.

Selon le Comité consultatif international du coton (CCIC), 10 pays fournissaient des subventions à leur industrie de coton en 2011-2012. Le principal est la Chine qui soutient son coton depuis 2009-2010, soit une aide de 3 milliards USD contre 820 millions pour les USA. La Grèce, l'Espagne et l'Australie suivent la marche à des degrés divers. Des subventions qui réduisent considérablement le coût de la production de ces pays.

Certes, on peut considérer que le coton africain est prisé, parce que cultivé à la main et biologique, mais c'est ignorer qu'il revient plus cher et donc peu compétitif. L'avantage dont bénéficiaient autrefois les Africains concernant les coûts et les délais a disparu.

Mais, il y a pire. La Chine est à la fois productrice et importatrice. Non seulement elle a augmenté les droits de douane pour le coton étranger, mais elle accumule aussi des

réserves importantes au point de détenir la moitié du stock mondial, contre un quart il y a cinq ans. Une progression inquiétante!

La Chine a les clés du jeu. Si elle décide de verser son stock sur le marché, les cours vont inévitablement chuter. Selon le CCIC, face à la menace d'importants stocks chinois sur le marché international du coton, il est possible que le cours international du coton reste «déprimé pendant les 2 prochaines années».

En face, l'Afrique ne représente en effet que 5% de la production mondiale.

Seuls le Mali, le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, qui subventionnent leurs productions, arrivent à placer leurs billes.

Les géants chinois, indiens, et américains se taillent la part du lion. Difficile dans ce cas de négocier. *«Le poids déterminant la force de pression dans les échanges entre partenaires, nous comprenons pourquoi l'Afrique n'a jamais réellement eu son mot à dire dans les termes de l'échange du marché du coton»*, explique, Delali Attiopou, une bloggeuse togolaise.

La NSCT en appliquant au producteur un prix très en dessous du cours mondial, peut espérer tirer son épingle du jeu avec le risque de voir le niveau de vie des producteurs dégringoler. Tout le contraire de la vision d'un Togo émergent en 2030, où le bien-être du paysan est pris en compte.

Et si le mieux était l'abandon pur et simple de la culture du coton afin de permettre au ministère de se recentrer sur des secteurs plus porteurs pour le Togo ? ■

CULTURE VIVRIÈRE

Peut mieux faire !

Le pays connaît un excédent céréalier mais est très déficitaire en production de riz. L'autosuffisance alimentaire reste possible si le défi de la production et de la transformation des céréales, est relevé.

Koffi KASSA

La crise alimentaire des années 2005 et 2008, est derrière le Togo. Depuis 2008, les cultures vivrières connaissent un taux de croissance moyen annuel de 4%. De 293.000 tonnes en 1980 - le pays a connu une crise alimentaire entre 1981 et 1983-la production des 4 principales céréales est passée à 1.813.000 tonnes en 2011, et près de 2.000.000 tonnes depuis 2013. Une réussite qui a valu au Togo d'exporter des céréales vers le Niger. C'est surtout la production du maïs qui connaît une hausse phénoménale. Depuis 2011, le pays dégage des excédents céréaliers et en exporte vers le Niger via le Programme alimentaire mondial. Des perspectives d'exportations vers d'autres pays voisins sont prises au sérieux. D'après la Banque Africaine de développement (BAD), le déficit céréalier dans l'espace UEMOA est de 3.095.251 en 2012 et estimé à 1,3 million à l'horizon 2020. Le ministère de l'agriculture entend spécialiser le pays dans l'export. D'autant plus qu'en termes de production par superficie, le petit Togo dispose d'un ratio favorable nettement supérieur à celui de ses voisins qui ont un climat similaire mais des terres arables plus grandes. Par exemple le ratio du Togo est nettement supérieur à celui du Bénin (146 kg), et celui du Ghana (117 kg). Il est néanmoins inférieur au Burkina

Faso et au Mali. Mais il s'agit-là de pays qui ont investi beaucoup dans l'agriculture ces dernières années.

Toutefois, l'excédent céréalier s'explique aussi par l'abandon de la culture du coton par de nombreux cotonculteurs, même si on ne peut négliger le soutien des programmes des très actifs ministères du développement à la base et de l'agriculture. La production est assurée par de petits producteurs sur des superficies moyennes estimées à 0,89 ha. Ils sont souvent organisés en groupement de producteurs. Le congrès des paysans a lieu chaque année, piloté par le gouvernement depuis 2009.

Déficitaire en riz

La surabondance céréalière occulte le déficit rizicole malgré un énorme potentiel. La production locale du riz ne couvre pas les besoins du pays et de ce fait, les déficits en riz sont toujours compensés par les importations. Le Togo importe une moyenne annuelle de 50.000 tonnes de riz blanc, et il y a quelques années en exportait plus du double. Les importations de riz sont encore très élevées et coûtent 3 à 4 milliards Cfa chaque année. Or le pays dispose d'un potentiel sous-exploité, situé dans la basse vallée du Mono, dans le bassin de l'Oti, dans le Kpendjal, dans le Zio et dans le Kpélé, dont la mise en œuvre devrait conduire, dans

le cadre du PNIASA, à une autosuffisance sur le plan du riz. Les statistiques au cours des dix dernières années indiquent une amélioration des rendements qui sont passés de 1,2 t à 2,5 t/ha. Dans le même temps la production nationale est passée de 62 300 tonnes à près de 90 000 tonnes de riz paddy diminuant ainsi le volume des importations dont le pic a été observé en 2006 (104 191 tonnes de riz blanchi). «Délices», le riz parfumé produit par une unité industrielle n'a rien à envier au riz importé de Thaïlande ou de Chine. L'accent devrait être encore mis sur le rendement et l'investissement dans le matériel de production.

Les besoins augmentent et les habitudes alimentaires tendent à s'uniformiser, un soutien plus accru doit être apporté à la culture du riz, à travers l'augmentation de la surface rizicole et un investissement dans le matériel de production. A l'horizon 2018, les besoins en riz blanc par rapport à l'évolution de la population sont estimées à plus de 100 milliers de tonnes. Des projets dans le cadre du PNIASA sont censés corriger le déficit. Il s'agit par exemple du Projet d'Aménagement des Zones Agricoles Planifiées (ZAAP) en cours, du Projet d'Aménagement Hydro-agricole de la basse vallée du fleuve Mono (PBVM) en cours, Projet d'Aménagement et de Réhabilitation des Terres Agricoles de la zone de Mission Tové (PARTAM), ainsi que des projets futurs au niveau national comme Projet d'Appui au secteur Agricole au Togo (PADAT) pour la période 2011 – 2016.

Au début des années d'indépendance, René Dumont écrivait «l'Afrique noire est mal partie» en mettant en cause des politiques agricoles ineptes. Aujourd'hui, la mise en route d'une politique agricole plus pensée et axée sur l'autosuffisance en produits vivriers pourrait désormais lancer le développement du Togo. ■



L'agroécologie en embuscade

L'agroécologie, une lubie de yovo tiers-mondistes pour distraire les paysans togolais ? Que nenni ! C'est une pratique millénaire ancrée dans les traditions paysannes qui prend une consonance nouvelle. Mieux, c'est un repositionnement sur « les méthodes agricoles de nos parents, qui ont disparu avec le modernisme » expliquent les initiateurs du Cidap.

Gnim ATAKPAMA



Le Cidap c'est le Centre international de l'agro-pastoralisme. A Baaga, au nord du pays, il forme la population rurale à l'agro-écologie, une forme d'agriculture qui associe le développement agricole à la protection et à la régénération de l'environnement naturel. Créé en 1984, le centre s'est donné pour ambition de sortir les populations rurales de la fatalité et de la pauvreté par de nouvelles méthodes agricoles.

Pourtant, rien ne prédestinait le couple à cette initiative. Elle, institutrice et lui diplômé à la Sorbonne, docteur en droit international, Tiyeda et Charles Bawiena ont décidé de revenir à la terre au grand dam de leurs amis qui considèrent le travail agricole comme humiliant. Progressivement, ils ont perdu leurs amis. « *C'était comme disparaître puisqu'on n'a pas cherché d'emploi parmi les cols blancs. On nous avait catalogués "opposants" [...] Mais c'était un choix de vie, je ne l'ai pas fait pour l'argent mais pour mon peuple.* » se rappelle Charles, le Pierre Rabbi togolais, dans les colonnes du journal français 'l'âge de faire'.

Au Togo, surtout dans le nord, les effets des aléas climatiques et des activités humaines ont déclenché une crise de la fertilité des sols. Pratique répandue dans le pays, l'agriculture sur brûlis durcit le sol au point de rendre les semences impossibles. Ce sont, les femmes qui sont les plus touchées par la situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire qui en résulte. Puisque les hommes partent chercher

du travail dans les villes ou dans les zones rurales du sud-Togo.

Pour fertiliser les sols, le Cidap recommande et pratique entre autres, l'enfouissement des résidus pour fertiliser le sol. Comme pour leur donner raison, les rendements sont au rendez-vous ! De 500 kg à l'hectare, 600 tonnes de maïs sont désormais récoltées sur la même superficie et 4,5 tonnes de riz par hectare.

Aujourd'hui le Cidap a une renommée internationale et accueille des jeunes venus des quatre coins du continent pour apprendre les techniques de semis, l'entretien avec des traitements naturels, la gestion de l'eau et l'association maraîchage/élevage.

L'année dernière d'ailleurs, une distinction, le Prix Award 2013 de GEN AFRICA pour les écovillages, décerné à Nairobi au Kenya, a donné reconnaissance et consécration à cet engagement qui dure depuis trente ans.

Mais le Cidap est loin d'être le seul centre au Togo qui pratique et promeut une agriculture respectueuse de l'environnement. Depuis trois ans, le Club agroécologie du centre culturel alternatif Mytronunya multiplie les explorations à l'intérieur du pays notamment à Kpalimé, Dayes, Cinkassé et Niamtougou à la recherche de fermes et centres prônant des formes alternatives de cultures.

Outre le Cidap, on peut donc recenser à

titre non exhaustif, le centre de formation agricole et de production (CFAP) à Kpalimé qui fournit en produits bio, l'AMAP du centre Mytronunya et le CDAA (Centre pour le développement agricole et artisanale) à Cinkassé.

Pour échanger et partager leurs différentes expertises, les quatre structures ont initié les rencontres agro-écologiques du Togo. Les deux premières éditions ont eu lieu respectivement en août 2013 au CFAP à Kpalimé et le 8 décembre de la même année au Cidap à Baaga. Cette dernière rencontre a connu la présence des participants venus des autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

Les fermes 'Tache d'huile' s'inscrivent également dans la même dynamique. Leur ferme pilote de 20 ha créée en 2008 à Dalwak près de Dapaong, totalement intégrée dans le milieu rural associe les habitants dans leur démarche.

On retrouve la même démarche pédagogique et sociale chez les promoteurs de l'association Entreprise territoires et développement (ETD) qui ont formé 314 producteurs de riz locaux et 75 femmes à de nouvelles techniques de culture et d'étuvage de riz. Résultat, 35 tonnes de riz étuvé de meilleures qualités ont été écoulées sur les marchés locaux à 400-450 FCFA en 2009. Cela a le mérite d'augmenter le revenu des producteurs et des transformatrices, tout en restant compétitif face au riz blanc d'importation asiatique ■



LE PNIASA

État des lieux

Dhonkila ATAKPAMA

Le PNIASA (Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire), a été initié dans le cadre de la mise en œuvre du Document complet de la stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP-C). Il s'inscrit dans la mise en œuvre de l'agenda du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement à Maputo en 2003 et décliné au niveau sous régional à travers la politique régionale agricole de l'Afrique de l'ouest (ECOWAP). Le Togo est le premier pays de l'Afrique de l'ouest et le deuxième sur le continent, à conduire un processus participatif pour élaborer un cadre d'actions à entreprendre dans le secteur agricole.

De 90 390,03 millions de F CFA soit 15,88% au départ le montant mobilisé, est aujourd'hui à près de 238 milliards soit 48% du budget.

Une mission de revue à mi-parcours s'est déroulée du 1^{er} au 30 Avril dernier.

Cette revue a commencé avec le PADAT (Projet d'Appui au Développement Agricole au Togo) depuis le 1^{er} avril s'est poursuivi avec le PPAAO (projet régional de productivité agricole en Afrique de l'ouest) du 14 au 22 Avril 2014, puis avec le PASA (projet d'appui au secteur agricole), du 22 au 30 Avril 2014.

C'est la quatrième mission conjointe de la Banque Mondiale et du FIDA (Fonds international de développement agricole).

Les trois premières ont eu lieu en avril 2012, en avril 2013 et en octobre de la même année.

Ces missions ont approuvé le démarrage du processus mais regrettent le taux d'exécution annuel très faible en raison de 1 % par mois, suivi d'autres recommandations des partenaires techniques et financiers.

De même une pré-évaluation du PNIASA a été menée par les organisations de la société civile, les organisations paysannes (CETOP), les chambres régionales d'agriculture (CRA) et le secteur privé (patronat).

Du 03 au 15 Mars derniers, 35 préfectures

Trois ans après le lancement des différents projets du PNIASA, des avancées considérables ont été réalisées. Il est à signaler cependant quelques difficultés liées notamment aux retards d'exécution de certaines actions à savoir la distribution des kits de semences et la vaccination des animaux. Les intrants malgré une subvention cette année, sont considérés toujours comme les plus chers de la sous région La question de la commercialisation des céréales reste toujours posée. La cause : une faible collaboration entre les acteurs en charge de la mise en œuvre des projets.

ont été visitées par les équipes de la dite mission dans les cinq régions du Togo.

Selon la mission, la mise en œuvre du PNIASA est effective dans toutes les régions. Les projets majeurs du PNIASA, sont diversement connus et appréciés des bénéficiaires. «On a pu constater un accès amélioré mais toujours insuffisant des

producteurs aux intrants (semences certifiées, les boutures de caféier et de cacaoyer, et les engrais», a signalé AMEGADZE kokou ; membre du conseil d'administration de la FONGTO (Fédération des ONGs du Togo).

Ainsi, malgré des avancées considérables, trois ans après le lancement des différents projets du PNIASA, le programme enregistre

Le suivi évaluation en question

La fonction de suivi-évaluation est conduite, grâce à un cadre institutionnel dont les composantes clés sont la division de suivi-évaluation de la DPCA, les sections de suivi-évaluation des institutions du département et des autres ministères partenaires, la cellule de passation des marchés.

La Direction des statistiques agricoles, de l'informatique et de la documentation (DSID) tient une base de données pour le tableau de bord de suivi. Des supervisions pour apprécier l'état d'exécution du PNIASA sont assurées semestriellement à travers des missions conjointes de suivi réunissant le MAEP (ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche), les autres ministères impliqués du Gouvernement, les PTF (partenaires technique et financiers).

Les termes de référence de ces missions sont validés par le MAEP et les PTF. Plusieurs manuels de suivi ont été élaborés. Outre le fait que chaque projet dispose de son manuel de suivi-évaluation, l'une axée sur le suivi évaluation des actions des différentes directions techniques relevant du MAEP, l'autre concentrée sur la collecte des données sur les réalisations des projets pour renseigner les indicateurs du PNIASA. En plus de ces deux manuels, un plan de suivi au niveau des DRAEP (directions générale de l'agriculture de l'élevage et de la pêche) est mis en place.

Par ailleurs le processus d'informatisation du système de suivi évaluation au niveau des trois projets, démarré depuis janvier 2013 se poursuit toujours. Cela a nécessité la mise en place d'un groupe de travail dénommé Task-force Suivi évaluation au niveau du MAEP. Les travaux de cette Task-force ont porté sur l'intégration des éléments de paramétrage des projets au sein d'une nomenclature harmonisée du PNIASA et ont permis d'arrêter et de valider le plan analytique, les codes géographiques, les plans comptables, les rubriques budgétaires et le plan financier pour un suivi technico-financier efficace du Programme et ses projets.



Qui fait quoi

Le pilotage général du PNIASA est assuré par un Comité Interministériel de Pilotage Stratégique (CIPS) présidé par le Ministre en charge de l'agriculture et comprend les représentants des ministères partenaires, des représentants des organisations paysannes, de la société civile, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers (PTF). Le CIPS dispose d'un Comité technique de pilotage (CTP) qui assure la revue et l'analyse technique des dossiers inscrits aux sessions du CIPS. Le CTP est représenté en région par les Comités régionaux d'orientation et de pilotage (CROP).

de nombreuses difficultés majeures, en l'occurrence, des retards d'exécutions du calendrier cultural comme la distribution des kits, les semences et la vaccination des animaux. La question de la commercialisation des céréales n'est toujours pas encore résolue. La faible collaboration entre les acteurs en charge de la mise en œuvre des projets, est selon les experts, la principale raison de ces dysfonctionnements. Aussi, les recommandations

des experts se résument - elles au renforcement de la communication autour des différents projets, la clarification

du rôle et du cahier de charge des acteurs impliqués ainsi que la création des conditions de durabilité des actions.

Coordonnateur de la RADE-International (Rencontre internationale d'agriculteurs et d'éleveurs) et homme d'affaires œuvrant dans le monde agricole, Esso D. Kassiki fait pour sa part une lecture critique radicale de tout le processus de la relance de l'agriculture au Togo. Selon lui, « *Le PNIASA et ses déclinaisons posent juste des repères*

agricoles. Cette dynamique doit être soutenue nécessairement par des techniques agro-pastorales innovantes (...) Le Togo peine pour l'heure à décoller en matière agricole. La relance de l'agriculture ne saurait être une réalité dans notre pays tant que les outils courants utilisés quotidiennement par les agriculteurs vont demeurer les mêmes». Car, «pour véritablement relancer l'agriculture sur le plan national, il faudra avant toute

chose réduire le prix du gazole qui constitue un combustible incontournable dans la chaîne agricole. A titre d'exemple, ce

comburant vaut 600 fçfa au Togo et moins dans la sous-région (...) Aussi, réalité curieuse, malgré la subvention des engrais pratiquée depuis plusieurs années, leurs prix subventionnés sont ceux affichés en TTC dans un pays comme la Côte d'Ivoire où le kilo du maïs vaut 100 fçfa contre 200 fçfa au Togo » ■

« Les recommandations des experts se résument au renforcement de la communication autour des différents projets »

En vue de faciliter l'accès à des analyses de politiques, il est mis en place un nœud national du Systèmes d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (SAKSS). Les réalisations sur le terrain sont coordonnées à travers les outils de planification et de programmations pluriannuels - le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) - et annuels : le Plan de Travail et de Budget Annuel (PTBA). Le cadre du suivi évaluation du PNIASA couvre toute la chaîne de planification-programmation-budgétisation-suivi/évaluation (chaîne PPBS) au niveau du secteur. Pour ce faire, des instruments opérationnels pouvant décliner annuellement les outils qui ont un caractère pluriannuel sont préparés.

AGRO-INDUSTRIE

Un secteur embryonnaire plein d'avenir

L'embryonnaire industrie agroalimentaire se développe, investit le secteur marchand et alimente Lomé en produits transformés. Mais le secteur souffre d'un manque d'équipements et de visibilité, de difficultés d'accès au crédit, de conseil et de formations spécialisées, des handicaps à son développement, en dépit d'un fort potentiel en création d'emplois.

Koffi KASSA

L'excédent céréalier de ces dernières années doit profiter à l'agro-industrie. La production céréalière évolue en dents de scie, car les paysans ont tendance à diminuer leurs productions quand celles en stock ne sont pas écoulées. D'où la nécessité d'un dispositif national permettant l'installation d'une industrie de transformations des produits locaux. «L'agro-industrie constitue une alternative crédible

pour donner de la valeur ajoutée aux produits agricoles de base mais aussi pour assurer de meilleurs débouchés aux producteurs

car la transformation des produits agricoles en augmentera la demande», ajoute M. Tata Yawo Ametoenyenu, président de l'Organisation pour l'alimentation et le développement local (Oadel), une association soutenant la consommation des produits locaux.

L'agroalimentaire au Togo se divise en deux parties: l'agro-industrie de grande capacité

de production et l'agroalimentaire des petites unités de transformation. L'agroalimentaire de grande capacité existe mais elle n'est pas très productive. Il y a par exemple l'entreprise mixte NIOTO, productrice d'huile de graine de coton, mais qui, en souffrance, accumule les déficits, du fait de certains aléas liés justement à la chute de la production du coton.

Ce sont de petites unités de transformation des produits agricoles qui portent le destin du secteur. On dénombre une quarantaine, implantée sur tout le territoire. Il s'agit généralement d'entreprises

familiales ou de coopératives employant majoritairement des femmes (des milliers). Un secteur à fort potentiel d'employabilité et de valeur ajoutée. Les unités artisanales, voire très peu mécanisées, transforment des céréales et des fruits. On dénombre plus de 200 produits sur le marché, qui vont des farines et poudres à base de céréales, de tubercules et d'oléagineux locaux (huile de

«Ce sont de petites unités de transformation des produits agricoles qui portent le destin du secteur»

soja), de légumes sèches ou concentrées, du riz, du couscous et pâtes alimentaires, aux boissons alcoolisées et non alcoolisées. Ces produits ont un avantage certain- parce que bio- sur les produits des pays industrialisés. Les unités de transformations les plus emblématiques sont SOCMEL, Tc Proc, Epsilon, Soja Nyo, et Rimouski. Lomé constitue le principal débouché. Des foires agricoles, un festival de film alimentaire (Alimenterre) et le Salon international de l'agriculture leur donnent de la visibilité.

Difficultés et soutiens

Malgré son dynamisme, les filières alimentaires marchandes sont confrontées à de nombreuses contraintes. La production, le stockage, la productivité de la transformation ou la maîtrise de la qualité sanitaire des produits, sont autant de chantiers à développer. Les équipements de seconde transformation (rouleurs, tamiseurs, etc.), les séchoirs pour les zones humides, les extracteurs d'huile – tous ces équipements destinés à des traitements à petite échelle ne font pas encore l'objet d'une production locale suffisante pour couvrir les besoins. Il manque également des réseaux décentralisés de maintenance et de fourniture de pièces détachées. Dans certaines zones, c'est l'accès à l'électricité ou à l'eau potable qui fait blocage.

Le gouvernement a pris la mesure de la situation à travers son Projet d'appui au secteur agricole du Togo (PASA). Depuis son entrée en fonction, trois appels d'offres ont été lancés, et déjà une unité de production a remporté le premier appel d'un montant de 25 millions pour un investissement en équipement. Les financements peuvent également aller jusqu'à 50 millions. On pense que le PASA peut et doit faire encore plus.

De tels niveaux de financement sont insuffisants pour amener le secteur à produire à grande échelle, et se battre avec la concurrence. Dans le cadre des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les pays africains sont à la peine pour protéger leurs entreprises nationales face aux ogres multinationaux. La montée des micro-entreprises de transformation attise la convoitise des grands groupes industriels et les opérateurs étrangers entendent sécuriser leurs approvisionnements en matières premières, et continuer à maintenir les pays sous-développés dans cette économie de traite héritée de la colonisation. Le risque est grand de voir les petits transformateurs disparaître sous le poids de la modernisation. ■





Plaidoyer pour une politique agricole ambitieuse

Depuis un moment, la question agricole est revenue au centre des débats. Au Togo, on parle beaucoup du Pniasa, Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire. Les pouvoirs publics ne jurent désormais que par cet instrument sensé moderniser notre agriculture. Si pour beaucoup, agriculture 'moderne' est synonyme de grandes exploitations, d'exportations et de capitaux importants, il ne faudrait pas non plus faire l'impasse sur l'agriculture paysanne.

Gnim ATAKPAMA

Contrairement aux idées reçues, ce sont les quelques dizaines de millions d'exploitations familiales qui ont relevé le défi de nourrir en Afrique une population nombreuse et des villes de plus en plus exigeantes. D'ailleurs à l'échelle du monde, les agricultures familiales ont pu, de façon considérable, augmenter la productivité à l'hectare. C'est un secteur dynamique qui fournit 70 à 80 % de l'alimentation consommée dans la sous-

région ouest africaine et emploie 60% de la population active.

Si la capitale togolaise par exemple dépend des importations pour la couverture d'environ 52% des besoins céréaliers, ses marchés sont un moteur du développement de la production locale. Le reste des dépenses cérésières à Lomé est en effet comblé par les produits locaux issus de l'agriculture familiale : 43% de maïs, 3% de riz local et 1,5% pour le mil et le sorgho.

La Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD, a développé quatre arguments pertinents en faveur de l'agriculture paysanne. Pour les organisations membres de ce réseau, soutenir les agricultures familiales permet de maintenir des emplois pour gérer la transition démographique et économique, de lutter contre la pauvreté et les inégalités, de nourrir les populations et de gérer durablement les ressources, l'environnement et les territoires ruraux.



En effet, dans l'exploitation agricole, c'est la famille tout entière qui produit pour se nourrir et rémunérer son travail, ce qui explique sa capacité de survie là où une entreprise ferait faillite.

Cependant, ces atouts ne peuvent s'exprimer en l'absence de politiques publiques qui soutiennent et reconnaissent le rôle économique mais aussi social de l'agriculture. Qui peut nier qu'en Afrique, l'économique est enchâssé dans le social ?

Un syndicalisme agricole puissant est plus que jamais nécessaire pour au besoin contraindre les décideurs à protéger les produits locaux par l'imposition de tarifs douaniers pour les importations, la mise en place de politiques tarifaires favorables aux importations d'emballages et d'équipements. Autres revendications, l'encouragement et la protection par l'Etat de la modernisation des activités agroalimentaires permettant aux transformateurs de sortir du secteur informel, et enfin le respect par l'Etat de l'engagement pris à

Maputo de consacrer au minimum 10 % du budget à l'agriculture.

Le cas guinéen montre de manière éclatante qu'une politique agricole paysan digne de ce nom ne peut que réduire la dépendance de nos Etats aux marchés internationaux de plus en plus risqués.

En effet, les cultivateurs guinéens de pomme de terre avaient obtenu de leur gouvernement, il y a de cela une dizaine d'années, le blocage, pendant la période où la production locale était disponible, des importations à bas prix. Résultat, le pays est aujourd'hui autosuffisant et 'La belle de Guinée' est devenu un produit de consommation de masse.

Les organisations paysannes doivent donc profiter de 2014 déclaré par les Nations unies «Année internationale de l'agriculture familiale» pour influencer sur les décideurs politiques par un plaidoyer efficace démontrant l'intérêt économique globale de ce secteur. ■



Le processus de transition des agricultures familiales européennes

La France et l'Europe ont pu arriver à l'autosuffisance alimentaire et à des surplus agricoles exportables à partir d'une situation de pénurie au lendemain de la deuxième guerre mondiale grâce au développement productiviste d'une agriculture sous très forte protection.

La sécurité de l'approvisionnement du marché s'est réalisée à prix décroissants pour une population non agricole importante, à des prix aux producteurs juste rémunérateurs et pas trop fluctuants pour les produits alimentaires de base (céréales, lait, viande bovine). [...] En plus de la politique des structures, furent mis en place des soutiens financiers importants (subventions, prêts bonifiés) et des services de développement confiés à la profession agricole organisée. [...] La protection aux frontières servait d'amortisseur entre prix mondiaux et prix intérieurs. (...) Le passage de 5 millions d'exploitations en 1890 à 500 000 aujourd'hui en France a pu se faire sans traumatisme social, car l'industrie et les services ont absorbé les enfants d'agriculteurs quittant la terre. [...] Ce type de transition n'est pas reproductible en Afrique pour de multiples raisons : la population rurale concernée est beaucoup plus nombreuse, moins formée, moins capable de se faire entendre ; les conditions actuelles des échanges extérieurs sont particulièrement défavorables (bas prix des produits tropicaux exportables, concurrence asiatique et latino-américaine, dépendance alimentaire, importance des échanges informels utilisant des opportunités économiques artificielles comme les taux de change, etc.)

Source : Devèze et Courade, « Des agricultures africaines face à de difficiles transitions », *Afrique Contemporaine* no 217, 2006

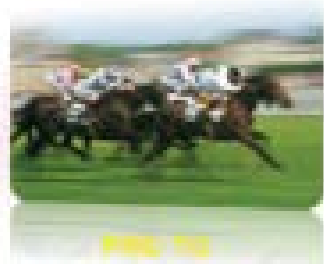
LOTÉRIE NATIONALE TOGOLAISE

2470, Avenue de la Chance BP: 856 Lomé - TOGO Tel: (00228) 22 53 57 00 / Fax: (00228) 22 51 35 06 / email: lotnato@lotnato.tg



VOTRE MAISON DE LA CHANGE

LOTO DIAMANT - LOTO BENZ - LOTO KADOO - LOTOSPORTIF
PMU TG - LE SOURIRE - SCHOLARIS - TRANCHE COMMUNE ENTENTE



LES LOTS AUX GAGNANTS, LE BENEFICE A LA NATION TOUTE ENTIERE

Interview

Joseph WEISS

Ambassadeur d'Allemagne au Togo

« Il faut améliorer le climat des affaires et lutter contre la corruption »



Alors que l'Union Européenne a renoué avec le Togo en 2007, après environ 5 ans de rupture, l'Allemagne aura attendu 2011 pour reprendre la coopération bilatérale. Elle aura été le pays européen le plus sévère à l'égard du Togo pendant la période trouble des soubresauts démocratiques, peut-être pour des raisons historiques. Depuis on constate l'intensification des relations plus que centenaires entre les deux pays. L'élégant diplomate allemand Joseph Weiss, parfaitement francophone, livre ici un regard sans concessions sur le Togo d'aujourd'hui.

Interview réalisée par Edem M. A. PEDANOU

Après la reprise de la coopération en 2011, Le Togo a reçu la visite du représentant personnel de la Chancellerie pour l'Afrique, Günter Nooke en septembre 2013, suivie en février dernier par la visite du Ministre togolais des Affaires Etrangères et de la Coopération, Robert Dussey en Allemagne. Quel est, aujourd'hui l'état des relations entre les deux pays?

↳ Nos relations sont excellentes. Basée sur une longue tradition très cordiale, notre coopération a repris un nouvel élan important avec la reprise de la coopération bilatérale après 20 ans de suspension. Dans beaucoup d'autres secteurs, je constate des avancées remarquables. Le Togo et l'Allemagne faisaient partie du Conseil de Sécurité des Nations Unies en tant que membres non-permanents en 2012. Cela a sensiblement intensifié la coopération au niveau international. Les visites mutuelles

augmentent d'une manière impressionnante, les investisseurs allemands commencent à découvrir les potentialités du Togo, les universitaires allemands organisent des conférences internationales à Lomé. Tout cela montre que nous sommes sur la bonne voie. Mais nous pouvons aller beaucoup plus loin notamment dans le cadre de l'enseignement supérieur et la coopération économique.

Quels secteurs retiennent prioritairement votre attention ?

↳ La bonne gouvernance et la décentralisation, l'agriculture et le développement rural, enfin la formation professionnelle et l'emploi des jeunes. Nous avons conjointement choisi ces secteurs clés parce qu'ils représentent les défis majeurs pour les années à venir. Ce sont aussi les secteurs

dans lesquels l'Allemagne a des expériences prouvées que nous pouvons partager avec le Togo. Nous allons aussi construire un tronçon du «Petit contournement» de Lomé, réhabiliter la centrale hydraulique de Nangbéto et nous investir dans le reboisement et la protection de la biodiversité. Il ne faut pas oublier que l'Allemagne est un contributeur important de l'Union européenne, du FMI, de la Banque mondiale et du système de Nations Unies - tous des bailleurs importants au Togo.

L'Allemagne à travers le Goethe-Institut continue d'enrichir la vie culturelle au Togo. Y a-t-il une réelle adhésion des togolais à la langue et à la culture allemandes?

↳ L'attachement des togolais à l'allemand est réel. 60.000 togolais apprennent notre langue. Le taux d'inscription au Goethe-Institut - opérationnel depuis plus de 50

«Les investisseurs allemands commencent à découvrir les potentialités du Togo »

TOGO CELLULAIRE

est certifiée ISO 9001 : 2008



ID 9105074877

Nous offrons **Le Meilleur**



LE LEADER

topocel@topocel.tg www.topocel.tg www.facebook.com/Topocel www.twitter.com/Topocel CERTIFICATION ISO 9001 : 2008





Le siège d'Orabank, une construction allemande



ans au Togo - augmente considérablement. Maintenant, il s'agit d'améliorer encore le niveau général et chercher encore plus d'excellence. Sans un niveau élevé de l'allemand, on n'arrivera pas à exploiter toutes les potentialités du monde germanophone qui sont énormes et ne sont pas suffisamment connues et utilisées.

A part le Goethe Institut, y-a-t-il d'autres symboles représentatifs de cette nouvelle coopération entre l'Allemagne et le Togo depuis 2011?

↳ Selon mes observations, les togolais ont une perception beaucoup plus large de notre coopération. Ils ne voient pas seulement l'aide au développement et les traces des Allemands au Togo comme le wharf, le palais du Gouverneur, le chemin de fer et l'introduction du teck, mais aussi et surtout les valeurs allemandes. Les Togolais me parlent de la rigueur allemande, du travail bien fait, le sérieux dans nos actions. Ils apprécient ces qualités humaines qu'ils jugent nécessaires pour la cohésion de la société togolaise dans une période difficile. Cet élément me paraît fondamental et nous allons tout faire pour ne pas vous décevoir.

« Le progrès se fait par de petits pas d'un grand nombre, et non de grands pas de quelques-uns seulement. »

L'entreprise HeidelbergCement est en train de construire une usine de production de ciment à Tabligbo. Est-ce le début d'une série d'investissements allemands plus conséquents ?

↳ C'est une contribution importante pour l'industrie togolaise qui n'est pas encore très développée.

HeidelbergCement a compris non seulement l'importance du marché togolais, mais aussi du marché africain en général. Elle produira du ciment pour le Togo et pour la région. Les taux de croissance africains sont remarquables et les perspectives pour une croissance économique durable sont bonnes. Mon souhait est que cet exemple fasse tache d'huile et attire d'autres investisseurs allemands. Pour cela, il faut travailler encore plus sur le climat des affaires au Togo, et surtout, la lutte contre la corruption. Malheureusement, l'image du Togo à l'étranger n'est pas très bonne suite à l'instabilité politique

et socio-économique au Togo notamment dans les années 1990. Malgré des efforts considérables, il reste beaucoup à faire pour rendre les investissements plus attractifs et communiquer mieux les améliorations

intervenues.

Sur la voie de l'émergence à l'horizon 2030, quels sont à vos yeux, les grands écueils que doit éviter le Togo?

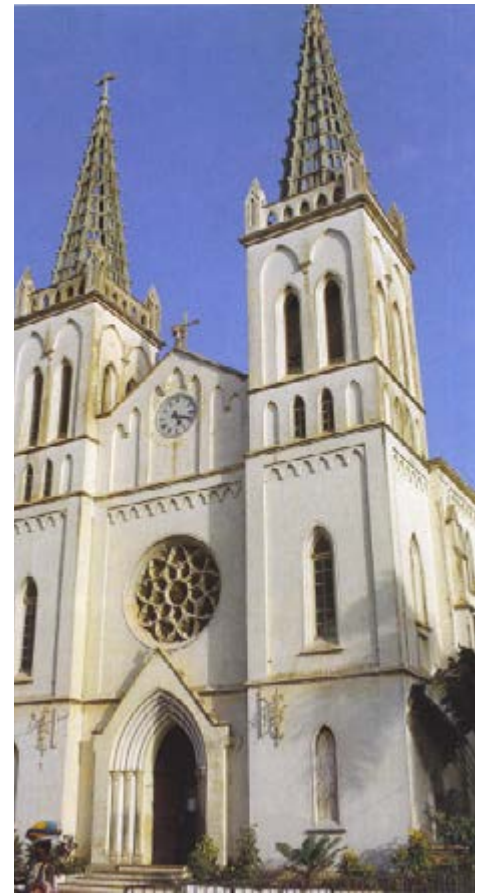
↳ A mon humble avis, la première priorité devrait être la croissance économique inclusive et la répartition équitable des richesses du pays. La population veut sentir les améliorations des conditions de vie. La deuxième priorité devrait reposer sur la lutte contre le chômage des jeunes. Nous devons mobiliser tous nos efforts pour donner une perspective à la jeunesse, la motiver pour prendre sa vie en main et contribuer au développement du pays. Pour cette raison, la coopération allemande travaille dans le secteur de la formation professionnelle. Le progrès se fait par de petits pas d'un grand nombre, et non de grands pas de quelques-uns seulement.

L'Allemagne dispose d'un fond culturel et architectural assez important au Togo. Comment votre représentation diplomatique gère-t-elle avec l'Etat togolais, cet héritage allemand?

↳ Permettez-moi de corriger un malentendu très répandu: il ne s'agit pas de l'héritage culturel et architectural allemand, mais de l'héritage culturel et architectural



Ancien Palais du Gouverneur (architecture allemande)



La cathédrale de Lomé

togolais datant de l'époque allemande. C'est avant tout aux Togolais d'apprécier et de protéger cet héritage précieux. J'étais très touché par la réhabilitation magnifique du bâtiment d'Orabank à Lomé selon l'apparence originale. Je souhaiterais que d'autres privés suivent cet exemple. L'Ambassade d'Allemagne peut aider. Nous avons financé la réhabilitation de l'église d'Aného et nous avons remis en état les cimetières allemands à Mango, Wahala et Aného - que beaucoup de Togolais ne connaissent d'ailleurs pas. L'Allemagne peut financer la réhabilitation des bâtiments. Mais, il faut un consensus préalable sur une utilisation publique pour que tous les Togolais puissent en profiter.

des exceptions comme King Mensah dans le domaine de la musique. La promotion des artistes togolais reste un grand défi. Selon mes impressions, la culture togolaise est négligée, même sur le plan national.

Ce n'est pas uniquement une question de moyens, mais surtout une question de conscientisation. La promotion de la culture n'est pas la tâche de l'Etat seulement. Il s'agit d'un secteur où les privés, les sponsors, les amateurs d'art ont un rôle important à jouer. Tant que les togolais ne font pas un effort considérable pour valoriser leur propre culture ici

Quelle est la réalité de la présence culturelle togolaise en terre allemande ?

↳ Malgré une forte diaspora togolaise en Allemagne et un festival d'Afrique mondialement connu à Würzburg, il n'y a pas de visibilité de la culture togolaise en Allemagne. Il y a



et à l'étranger, ce triste constat ne changera pas. La conséquence est que beaucoup de talents togolais n'arrivent pas à se développer ■





PORT AUTONOME DE LOMÉ

La passion de l'efficacité

Moteur du développement économique du Togo, le Port de Lomé possède des atouts indiscutables. Avec une profondeur de 15 mètres inégalée sur toute la côte de l'Afrique de l'Ouest, le Port de Lomé a l'avantage d'accueillir les navires à fort tonnage.

Le Port de Lomé représente non seulement le principal canal des échanges du pays avec l'extérieur, mais il contribue également au développement des économies des pays sans littoral tels que le Burkina Faso, le Niger et le Mali, confirmant ainsi sa vocation historique d'outil d'intégration sous-régionale. Il s'étend sur un domaine d'environ 1000 hectares et offre des capacités d'accueil variées dont, deux quais offrant 6 postes d'accostage, un quai minéralier, un terminal à conteneurs très performant et un port de pêche.

A la fois carrefour international d'échanges, le Port Autonome de Lomé, est ainsi un pôle d'attraction pour le commerce et l'industrie grâce à une vaste zone franche industrielle où sont implantées plusieurs dizaines d'entreprises. Ces entreprises bénéficient des infrastructures portuaires de qualité, d'une réglementation souple et des conditions fiscales, douanières et financières très avantageuses.

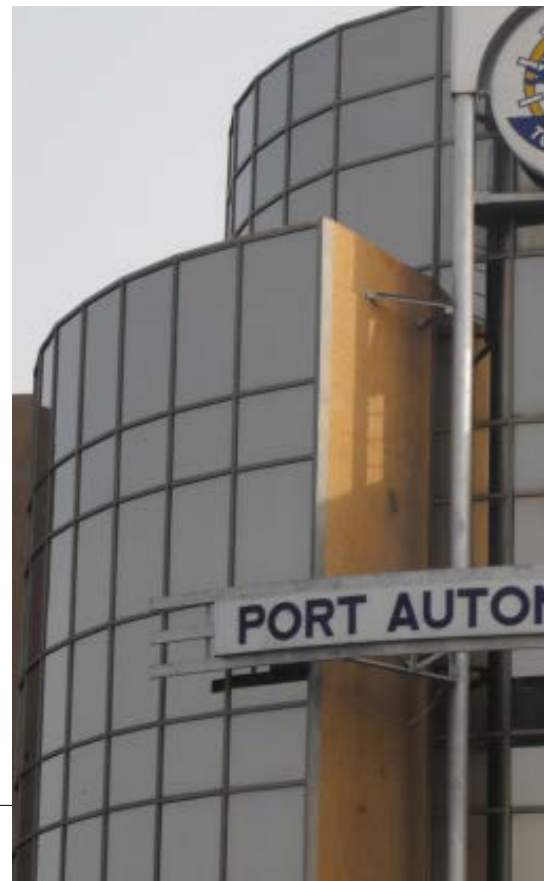
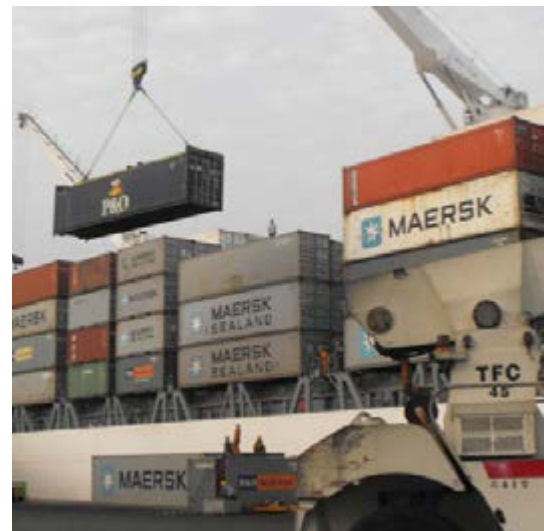
NOS PROJETS DE DEVELOPPEMENT

Dans sa quête permanente de la qualité de service, le Port Autonome de Lomé s'est investi dans un programme de développement de ses infrastructures afin d'offrir de

meilleures conditions de traitement de navires et de marchandises.

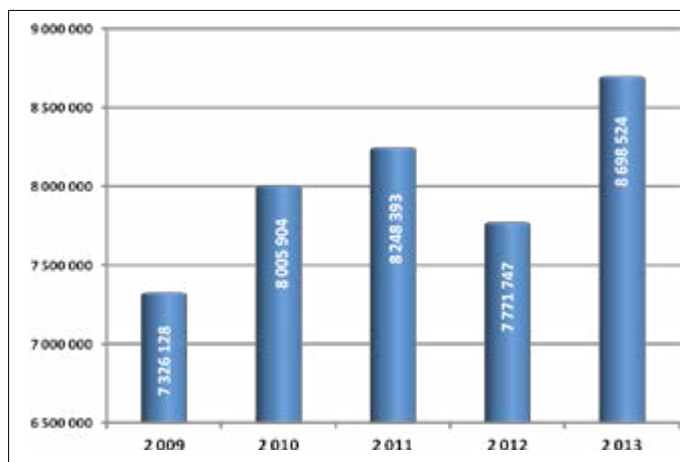
Les nouvelles infrastructures à réaliser comprennent :

- L'aménagement d'une darse de 1050 mètres de quais avec une profondeur de 16,60 mètres : ce projet permettra au Port Autonome de Lomé de se spécialiser davantage pour le trafic transbordement pour la sous-région ouest africaine
- L'agrandissement du quai minéralier par le prolongement de 200 mètres du quai actuel. Ce nouveau quai permettra d'optimiser le temps d'attente des navires tout en offrant la possibilité d'immobiliser un navire à quai pour des entretiens et/ou des réparations.
- L'aménagement d'un port sec à l'intérieur du pays avec réhabilitation des rails pour l'acheminement des marchandises en transit par voie ferroviaire ;
- La mise en service d'un guichet unique pour la simplification des formalités administratives et douanières ■

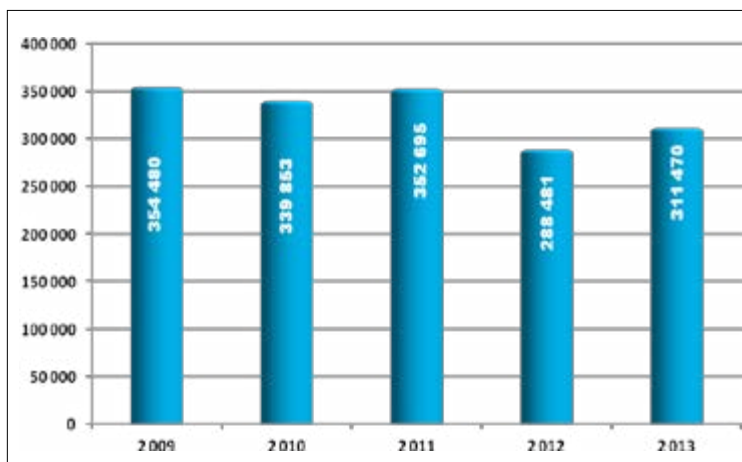


STATISTIQUES

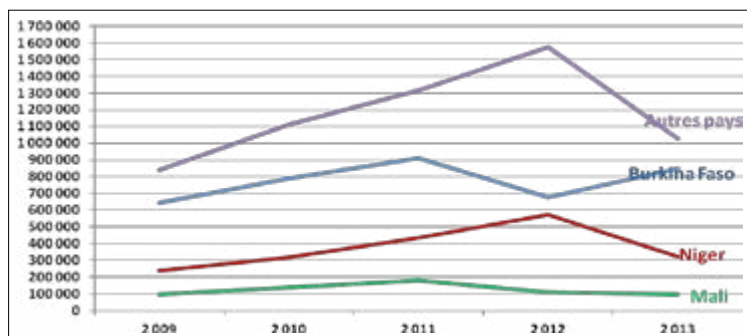
Trafic global



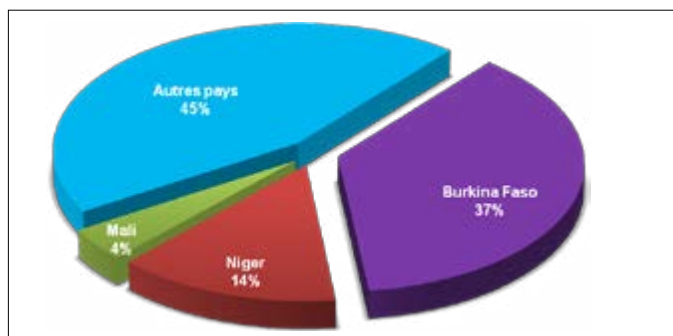
Trafic conteneurs



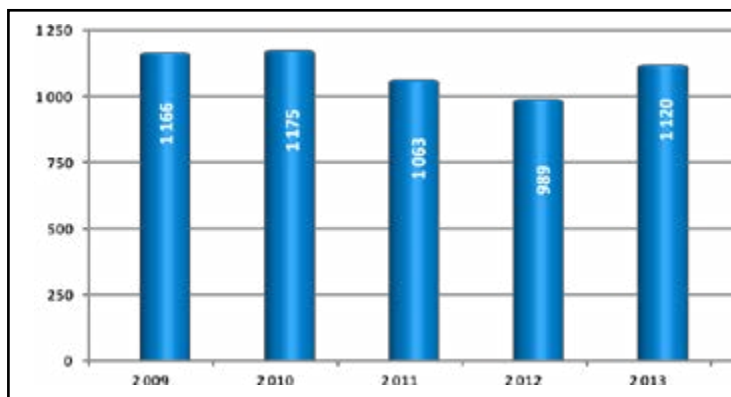
Trafic transit



Répartition du trafic transit (2013)



Desserte maritime





CHÔMAGE JEUNES

La riposte

Il y a deux ans, le gouvernement a lancé de nombreux programmes de lutte contre le chômage des jeunes. Pilotées par le ministère du développement à la base, ces politiques créent un certain optimisme quant à la réduction du phénomène.

Like NOMESSI

Le gouvernement togolais fait de l'emploi une grande priorité. Cette affirmation est loin d'être un slogan politique destiné à apaiser une jeunesse désœuvrée et économiquement marginalisée mais politiquement active, souvent abonnée à des manifestations urbaines violentes. Hautement politique, la problématique de l'emploi s'est posée dès l'arrivée de Faure Gnassingbé au pouvoir en 2005. La crise togolaise n'est pas que politique, elle est d'abord sociale. L'explosion

Créer des opportunités d'emplois en milieu urbain et rural.

démographique, un système éducatif en biais qui déverse des compétences inadaptées sur le marché du travail, les programmes d'ajustement structurels et ses conséquences sur l'emploi et une politique de l'emploi en manque de vision, ont exacerbé une crise politique sous-jacente, au-delà des contingences historiques. C'est dire que pour le chef de l'Etat, résoudre la crise politique passe nécessairement par une riposte adéquate au problème de l'emploi.

Après quelques égarements entre 2005 et 2008, où la priorité était de rabibocher les relations avec la communauté internationale et les institutions de Bretton Woods, le gouvernement a pris à bras le corps le problème de l'emploi par la création d'une

Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), d'une Direction de l'emploi des jeunes et d'un ministère du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, piloté par Mme Victoire Dogbe-Toméghah, une ancienne fonctionnaire des Nations-Unies. La formation d'un ministère destiné à la réduction de l'emploi chez les jeunes, est une première historique qui prend en compte toutes les données et la complexité de la problématique.

Il a fallu d'abord s'écarter quelque peu de la criétiologie admise suivant les standards internationaux, en élaborant une politique de l'emploi. Cette politique consiste surtout à créer des opportunités d'emploi pour des jeunes en milieux urbain et rural, et diversement pour des jeunes diplômés, moyennement instruits ou non.

Au Togo, cette jeunesse potentiellement active (15 à 35 ans) représente 31% de la population totale, soit un peu plus de 2 millions de personnes. Selon les enquêtes, plus de 60.000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, et les taux de chômage et de sous-emploi sont estimés respectivement à 9% et 25,5%. C'est dire que le défi pour réduire le nombre de chômeurs est très élevé. La vision du gouvernement est qu'à l'horizon 2030, la jeunesse togolaise soit une jeunesse épanouie.

Une panoplie de programmes ont été adoptés en guise de riposte au chômage jeune. Ils sont financés par l'Etat avec l'appui des partenaires internationaux.

Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes

Le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) est «un dispositif intégré et innovant du Gouvernement visant à améliorer l'accès au financement des jeunes porteurs de micro-projets d'entreprise.» En réalité, le projet phare du Ministère du développement à la base. Un projet dont on parle très peu alors qu'il a pour objectif l'insertion socio-professionnelle des jeunes par l'auto-emploi. Le FAIEJ casse le mythe de l'Etat-providence, fournissant un emploi salarié garanti. Le Fonds a pour activité principale, le refinancement et la garantie des financements des micro-projets des jeunes aux conditions établies. Il s'adresse aux jeunes ruraux et urbains. Le secteur agricole est surtout concerné par ce projet. Plusieurs jeunes ont ainsi été envoyés en Israël et au Bénin pour bénéficier de formations pointues dans des centres reconnus pour leur excellence dans différents secteurs de l'agriculture. De même sur le plan intérieur, des dizaines de jeunes ont été envoyés dans des centres agropastoraux comme l'Infa de Tové et le CIDAP.

Certains jeunes ont bénéficié des subventions après leur installation. Cependant, de nombreux projets n'ont pas été financés ou tardent à l'être. Les conditions d'accès au FAIEJ sont très sélectives. Le FAIEJ conditionne ses offres de services financiers à une garantie ou un aval financier par un parrain. Et il n'est pas facile aux candidats d'avoir accès à ses garanties. Et le taux d'intérêt de l'emprunt-4,5%- peut dissuader de nombreux candidats. La solution serait que le FAIEJ prenne plus de risques dans le financement des projets bancables.

Le volontariat national

Le Programme de volontaires nationaux (Provonat) est présenté comme «*un dispositif de culture d'engagement civique et de valorisation sociale des ressources humaines disponibles dans le pays.*» Dans un langage plus prosaïque, le programme s'adresse aux jeunes diplômés primo-demandeurs d'emplois, qui devraient peut-être acquérir plus de qualifications sur le terrain pour le valoriser à l'occasion d'un vrai emploi. Le programme recrute pour une durée de deux ans, renouvelable une fois, et offre des candidats dans différents secteurs notamment la santé, l'agriculture, l'éducation, l'eau et l'assainissement, le développement à la base, les bâtiments, les travaux publics, et même dans les organisations de la société civile ou dans des entreprises privées. Le résultat est impressionnant: plus de 3 530 volontaires nationaux, âgés de 29 ans en moyenne, dont 42% de femmes, ont trouvé des points de chute afin de mieux s'armer pour le marché du travail. Parmi eux, 90% sont de jeunes diplômés issus des études supérieures. Le programme bénéficie d'un financement public estimé à 3 milliards de francs Cfa et de l'appui technique de France volontaires ainsi que du Pnud à hauteur de 212.850 dollars en 2013.

Chômeurs qualifiés

Mais les détracteurs du Provonat le tiennent pour un trompe-l'œil car il souffre d'un problème d'insertion des volontaires. A l'issue de leurs années d'expérience, la majorité des jeunes volontaires ne sont pas engagés. «*Avant, on parlait de jeunes diplômés sans qualification à la recherche d'emploi, maintenant le Provonat déverse*

des chômeurs qualifiés au chômage» est la raillerie très souvent entendue sur le Provonat. En outre, de nombreux volontaires se plaignent de ne pas être envoyés dans des secteurs de leurs compétences ou d'être carrément sous-employés. Résultat, on peut trouver des jeunes diplômés qui se retrouvent garçons de course, sinon à errer comme cet ingénieur de l'Ensi, envoyé en villégiature dans un bled de la région maritime. Le Provonat donne des emplois précaires, sans parler des salaires payés aux jeunes volontaires, généralement situés autour de 60.000 CFA, bien peu pour satisfaire les besoins vitaux.

Les contradicteurs du Provonat n'ont pas totalement raison. N'est-ce pas jeter le bébé avec l'eau du bain ou tenter d'étouffer un programme dans l'œuf, sans lui laisser le temps de faire ses preuves. C'est oublier que l'objectif du Provonat n'est pas de garantir un emploi à vie. Et en plus, c'est ignorer totalement les ressorts psychologiques et sociologiques du travail dans une société comme la nôtre.

Le programme n'est lancé qu'en 2011. Le Mindev attend faire ses preuves sur le long

c'est ignorer totalement les ressorts psychologiques et sociologiques du travail dans une société comme la nôtre.

carrément sous-employés. Résultat, on peut trouver des jeunes diplômés qui se retrouvent garçons de course, sinon à errer comme cet

La solution serait que le FAIEJ prenne plus de risques dans le financement des projets bancables.

terme. «*Dans 5 ans à 10 ans, le Provonat aura contribué aux côtés des autres dispositifs nationaux de promotion d'emploi à former des citoyens modèles, à réduire le taux de chômage des jeunes dans notre pays*», dixit Mme Victoire Dogbe-Tomegah. Donc acte.

Le Mindev est un gros ministère qui pilote plusieurs programmes essentiellement tournés vers la réduction du chômage jeune. On peut citer entre autres le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), le Programme d'Appui au Développement à la base (Pradeb), le projet de soutien aux activités économiques des groupements (PSAEG), le programme national d'installation des plateformes multifonctionnelles (PTFM), la promotion de l'entrepreneuriat et de l'autoemploi des jeunes...

Le chiffre de 5,6% de la croissance économique très souvent brandi ne suffit pas pour réduire le chômage jeune. Il va falloir beaucoup plus d'investissements publics, et donc de courage politique en matière économique, pour faire face à ce défi. Le temps presse.

Et face à une jeunesse demanderesse d'emplois, et très souvent peu instruite et qualifiée, mais très impatiente, il va falloir faire vite. Avant que la rue ne se mette à gronder de nouveau ! ■

Quelques programmes mis en œuvre

- Le Programme d'Appui à l'Insertion et au Développement de l'Embauche (AIDE) mis en œuvre en 2011 en vue de l'insertion de 3.000 jeunes chômeurs de 18 à 40 ans dans les entreprises privées ;
- Le Projet d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans (PAIPJA) lancé en décembre 2010 vise la promotion de l'auto-emploi dans le domaine artisanal de 5.000 jeunes d'ici 5 ans ;
- Le Projet de Développement des filières des Plantes à Racines et à Tubercule (PRT) et le Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) constituant deux initiatives de promotion de l'emploi rural par le renforcement des capacités et la mise en place de fonds de garantie respectivement en faveur

d'environ 500 groupements 14 de jeunes, soit près de 5.000 bénéficiaires et de 2.250 groupements soit près de 24.020 bénéficiaires ;

- Le Programme des Plates-Formes Multifonctionnelles (PTFM) en cours d'expérimentation ;

- Le Programme de Développement Communautaire (PDC) dont le volet HIMO lancé en 2010 permettant la création en 2011 de près de 8.864 emplois temporaires et à terme, au bout des 3 ans, près de 25.000 emplois ;

- Le Programme d'insertion professionnelle par le biais des stages d'adaptation à la vie professionnelle organisé par le FNAFPP ;

- Le projet des communes du millénaire à Naki-Est et Koutouaré.



Anita Santos

Apprendre l'anglais autrement

Tout laissait présager qu'Anita Santos étudierait la langue de Shakespeare à cause de sa filiation, mais rien n'indiquait qu'elle finirait sa carrière dans l'éducation. Et pourtant aujourd'hui, elle y consacre sa vie. Elle propose des manuels scolaires d'anglais destinés aux apprenants des filières techniques. Aussi ambitionne-t-elle de s'étendre aux filières généralistes et de proposer du matériel didactique aussi bien aux professionnels de banque et de technologie informatique qu'aux apprenants de tous niveaux.

Marthe FARE

Née en 1949 à Lomé au Togo, Anita Santos a de qui tenir son amour pour l'anglais : une mère anglophone et un père polyglotte. Après son baccalauréat obtenu en France, elle s'inscrit en faculté d'anglais à l'université d'Abidjan, puis en France où elle obtient une maîtrise. Pourtant, Anita Santos en rentrant au collège en 1961 n'aurait jamais pensé faire des études d'anglais. « *Je n'aimais pas mémoriser les verbes irréguliers.* » explique-t-elle. Mais très vite, elle va changer d'avis. En effet, en 1963, pour un examen de rattrapage, elle passe ses vacances à lire, dialoguer, jouer, et chanter en anglais avec sa mère. Ce qui lui fait perdre son aversion pour cette matière au point d'en faire sa matière préférée. « *J'avais surtout compris que l'apprentissage de l'Anglais pouvait se faire de manière ludique.* » C'est pourquoi, lorsqu'elle revient à l'enseignement onze ans plus tard au Collège Saint-Joseph de Lomé, elle propose des cours de conversation, de jeux de rôle, et des séances de discussion aux apprenants en étant persuadée que la méthode de mémorisation de vocabulaire n'est pas la meilleure méthode d'apprentissage d'une langue étrangère. Pour elle, l'oubli ou une mauvaise gestion des images représentées par ces mots peut annuler l'effort de rappel. Elle initie alors dans le collège un club d'anglais où les apprenants peuvent lire, faire du théâtre en anglais et voyager dans

des pays anglophones pendant les vacances.

Une « globe-trotter »

En 1977, Anita Santos décide de perfectionner son anglais des affaires en entrant au bureau Lomé de la société John Holt. En 1980, alors que la société fermait ses portes, elle devient traductrice à l'International Planned Parenthood Federation, puis consultante du projet Femme et planification familiale dans plusieurs pays francophones d'Afrique subsaharienne. Au même moment, elle se forme en gestion de projets sociaux et en communication sociale, avant d'être nommée quelques années plus tard

Chargée de programme au sein de la même institution. A ce poste, cette férue de voyage allie l'utile à l'agréable : elle travaille dans 17 pays d'Afrique, mais visite aussi plusieurs pays d'Europe et de l'Amérique. Mais après plusieurs années dans le social, Anita Santos revient à son premier amour : l'enseignement.

Le Centre d'Etude Parlons Anglais

En 2001, Anita Santos revient donc à l'enseignement. Elle organise alors des cours de rattrapage pour des groupes d'élèves et crée le Centre d'étude parlons anglais (CEPA) qui lui sert de cadre : pendant les vacances scolaires, le centre organise des cours de vacances. Ce qui lui permet de remarquer l'impact de l'absence de matériel didactique

sur la qualité d'apprentissage des élèves que reçoit le centre.

Elle décide alors, avec l'appui de son équipe d'enseignants et de quelques inspecteurs de l'enseignement technique, de rédiger des manuels didactiques s'inspirant de l'actualité nationale et internationale. D'où la naissance du « Happy Learner ». C'est pourquoi en élaborant, à partir de 2010, les manuels scolaires The happy learner pour les apprenants des lycées techniques, elle conçoit, en plus du manuel de cours, un manuel d'exercices devant faciliter cette interaction entre enseignant et enseigné

de manière à amener l'apprenant à être partie prenante de sa formation.

Les éditions Sources de sagesse Sarlu

Vu la taille et l'importance des travaux liées à la production des « Happy learner », Anita Santos met en veilleuse les activités du CEPA et crée en 2012, la maison d'éditions Sources de sagesse Sarlu. Elle y édite les manuels de cours d'anglais des affaires, de la série technique G pour les classes de seconde, première et terminale. Quant aux manuels des séries E & F, un seul manuel est prévu pour les classes de seconde et première, vu le temps limité accordé à l'anglais dans les filières technologiques. ■

La méthode de mémorisation n'est pas la meilleure méthode d'apprentissage.

Allianz 

Avec vous de A à Z

Chez Allianz Togo vous trouverez:

- **Toutes les assurances du particulier:**
Automobile, Habitation, Individuelles accidents...
- **Toutes les assurances des Entreprises:**
Flottes automobiles, RC professionnelles, Globale
Dommages, Pertes d'exploitation, Bris de Machine.
Transport Maritime, Aviation, Construction...

21 Bd du 13 Janvier face Station Texaco
Kodjoviakopé - BP. 3703 Lomé-TOGO

Tél: (228) 22 21 97 73

Tél: (228) 22 23 23 40

Fax: (228) 22 21 97 75

E-mail: allianz.togo@allianz-tg.com



Guy SAUVANET Directeur Général Orabank Togo

Orabank Togo

Histoire d'une fulgurante ascension

Orabank Togo fait partie de ces institutions qui ont saisi l'occasion offerte par le processus de privatisation des établissements bancaires au Togo, pour s'installer en 2005. Depuis l'année dernière, elle connaît une fulgurante expansion. A la clé, des acquisitions.

Moulero FADIKPÈ

Financial Bank qui a surgi des cendres de la SNI (Société Nationale d'Investissement), passe sous le label d'Oragroup, holdind du groupe bancaire Orabank en janvier 2012. Elle s'appellera désormais Orabank Togo, et ne tardera pas à dévoiler ses ambitions expansionnistes par absorption. C'est le début d'une réussite bancaire en crescendo. Rien d'étonnant, pour qui sait qu'« Ora » suggère rayonnement, leadership, charisme, extension.

Lomé abrite le siège d'Oragroup, présent dans 6 pays (Bénin, Gabon, Guinée-Conakry, Mauritanie, Tchad et Togo). En décembre 2012, il lui a fallu déboursier la rondelette somme de 36 millions de dollars pour s'octroyer la majorité du capital de la Banque Togolaise de Développement (BTD). Ce qui représentait la part de l'Etat. Avec l'augmentation de sa participation à 56%

quatre mois plus tard, l'Assemblée générale des actionnaires a décidé de fusionner les deux banques du groupe (BTD et Orabank Togo) dès juin 2013. Un mois a suffi à la Commission bancaire de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) pour donner un avis favorable à cette fusion qui ne sera opérationnelle qu'à partir du 17 février 2014. La double migration et fusion de VBANK et ORION vers un nouveau système

«La nouvelle Orabank Togo fusionnée jouit désormais de l'important réseau national de la défunte BTD»

La nouvelle Orabank Togo fusionnée jouit désormais de l'important réseau national de la défunte BTD, ainsi que de son personnel expérimenté et avisé. Ainsi, de 8 agences, Orabank Togo en arborent aujourd'hui une trentaine répartie sur toute l'étendue du territoire. Mais pas d'autosatisfaction.

D'ores et déjà, les responsables annoncent l'ouverture de nouvelles agences pour plus de présence et de proximité avec les clients dans les années à venir. Pour l'année en cours, 6 sont en attente d'être ouvertes.

Des pas de géant

Plus encore, les 322 collaborateurs dynamiques et professionnels dont elle dispose depuis le début de cette année, se retrouvent au service de plus de 75 000 clients, composés de particuliers, fonctionnaires, commerçants, entreprises et institutions.

Elle revendique, sans tambour battant, plus de 376 milliards FCFA de total bilan au 31 décembre 2013 et en moyenne une progression de 100% de ses indicateurs de performances, produit net bancaire, total bilan et résultat net entre 2011 et 2013.

Au Togo, la banque peut se targuer d'être le leader dans le secteur, proposant une large gamme de produits et services, de moyens techniques et financiers de pointe.

Le tour de la BRS

Après le rachat de la BTD, Oragroup vient de boucler une opération similaire avec la Banque régionale de solidarité (BRS), au terme d'une négociation de deux ans.

Ses intentions étaient déjà connues, quand Oragroup lançait son premier emprunt obligataire sur le marché financier régional

de l'UEMOA pour une durée de 6 ans (2013-2019), début novembre 2013. Les 15 milliards de FCFA recherchés, étaient destinés au financement de l'acquisition et à la recapitalisation du groupe BRS.

« Nous avons l'ambition de renforcer notre notoriété et de consolider notre rôle d'acteur dans le financement des économies de la sous-région », a laissé entendre Patrick Mestrallet, Administrateur et Directeur général du groupe.

Le groupe de la BRS est créé en 2004 par les autorités de la zone, et couvrait 12 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Banque d'investissement par vocation, elle s'est

spécialisée dans les très petites entreprises, les particuliers et la microfinance.

Mais ces dernières années, sa survie était compromise par des difficultés financières. Ce qui a poussé la Commission bancaire de l'UEMOA à préconiser sa recapitalisation rapide.

Le processus est mis en branle le 27 septembre 2012 à Cotonou, avec l'approbation de l'offre présentée par Oragroup, par le conseil des ministres de l'UEMOA. Le schéma validé permettait à

Oragroup de reprendre 51% du capital du holding de BRS.

Pour cela, il lui a fallu prendre en charge tout l'actif net négatif de cette dernière, puis injecter 15 milliards de FCFA dans son capital.

Conséquence immédiate, toutes les banques du groupe ont changé de nom, pour devenir Orabank, à l'exception des succursales du Bénin et du Togo qui seront intégrés aux Orabank présentes dans ces deux pays.

Cette fois-ci, Orabank Togo hérite de la

synergie d'un groupe régional, intégrant ainsi un réseau encore plus dense. Ce qui ne peut que renforcer et consolider sa position déjà enviable sur le marché bancaire togolais. Une belle opération pour Patrick Mestrallet.

La fulgurante expansion d'Orabank Togo, est essentiellement due à l'ambition continentale du groupe et à son positionnement stratégique dans un pays dont les perspectives économiques deviennent, un tantinet, encourageantes. Toutefois, le maintien et l'évolution de sa posture de conquérant, dépendra de sa capacité à s'adapter au marché togolais.

A priori, la tâche ne sera pas difficile, compte tenu des atouts, de l'étendue et de la variété des services proposés. Et surtout du marché prometteur qu'offre le Togo, un pays à faible taux de bancarisation. Il y a donc du grain à moudre. A Orabank et à ses responsables, de trouver les stratégies gagnantes, qui leur permettra de fidéliser la clientèle actuelle et d'en gagner davantage ■

« Nous avons l'ambition de renforcer notre notoriété et de consolider notre rôle d'acteur dans le financement des économies de la sous-région »



Notaire et militante féministe

Sylvia Adjoa HUNDT-AQUEREBURU



Première femme notaire au Togo, Me Adjoa Sylvia HUNDT-AQUEREBURU met l'excellence et la qualité au cœur de son service et de son engagement social. Ardent défenseur des droits de la femme, son actuel combat est de faire changer le droit successoral polygamique dans son pays.

Kossiwa SEENAM

La jeune Sylvia s'est très tôt forgé une attitude responsable : faire de bonnes études, travailler assidument et réussir, afin de marquer son identité de dernière-née au sein d'une fratrie de cinq filles. Un leitmotiv qui ne l'a jamais quitté, si ce n'est qu'aujourd'hui, elle y a ajouté la notion de partage.

Après des études de Droit jusqu'au 3ème cycle, elle découvre, après avoir scruté les avocats, qu'elle n'aimait pas « *le contentieux mais la procédure amiable* ». Alors elle a choisi d'être notaire parce que ce métier correspondait le mieux à sa personnalité. Mlle HUNDT devient donc notaire en 1981.

« *Pour moi, c'est le plus beau métier du monde ! Nous sommes pour la paix des familles, la protection de la veuve et de l'orphelin, la sécurisation des patrimoines. Nous assistons l'être humain du début à la fin de sa vie. Le notaire pétrit de la pâte humaine et nous prévenons les conflits dans les familles comme dans les affaires* », aime-t-elle dire.

Sexagénaire élégante, dynamique et affable, Me HUNDT - AQUEREBURU dirige l'un des plus anciens cabinets notariaux du pays, et se rappelle toujours, avec nostalgie, ses débuts dans les années 1980, quand il n'y avait que quatre gardiens des lois dont elle : jeune femme fraîchement assermentée, qui devrait faire ses preuves sur le terrain.

Les années passent et ce corps de métier s'est agrandi de 73 notaires dont 37 femmes.

Néanmoins, la réputation de Me Sylvia AQUEREBURU reste l'une des meilleures du pays à cause d'une valeur ajoutée indispensable à ses yeux. « *La notion de service est un facteur fondamental dans notre profession que l'on va consulter pour des questions successorales ou des problèmes liés au droit des affaires, notamment lors de la création d'entreprise. Mon cabinet a décidé de passer*

le cap en intégrant, dans son mode de fonctionnement, des critères exceptionnels de qualité de service envers les clients. Ceci induit la réduction des délais de traitement des dossiers relevant de notre compétence, le développement d'une veille normative et réglementaire au sein de l'officine, la sensibilisation et la formation de notre équipe de dix personnes à la démarche qualité », confie-t-elle. Un engagement qui lui a valu la certification ISO 9001 V 2008 en 2009 pour la qualité de ses prestations, certification délivrée par l'organisme AFNOR Certifications.

Nombreuses distinctions

Parmi ses multiples distinctions on retiendra en 2010 le Prix Togolais de la Qualité, Prix de l'Excellence, puis le Prix UEMOA de la

qualité, Prix spécial pour le leadership et prix spécial pour la réalisation du produit ; dans la même année, elle obtint le Prix KAFOUR au Bénin pour l'Entreprenariat Féminin ; en 2012, c'est le Trophée Etoile d'or d'Afrique qu'elle se voit décerné. Depuis le 26 Avril dernier Me Adjoa Sylvia HUNDT - AQUEREBURU est

« Pour moi, c'est le plus beau métier du monde ! Nous sommes pour la paix des familles, la protection de la veuve et de l'orphelin, la sécurisation des patrimoines ».

Officier de l'ordre du Mono. Une manière d'honorer les éternels efforts de celle qui, durant toute sa carrière, a réuni ses confrères notaires au sein de l'Association des

notaires du Togo muée, depuis février 2002, en Chambre Nationale des Notaires du Togo (CNNT).

Ramener les femmes du secteur informel au formel

Cette mère de quatre enfants est, aussi, membre fondatrice et actuelle présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprises du Togo (AFCET), une de ses plus grandes réussites. Sous sa direction, le travail de plaidoyer pour plus de places aux femmes dans les instances de décision continue de plus belle à telle enseigne que l'association est reconnue maintenant par toutes les autorités du pays et est associée aux décisions et aux grands événements du secteur privé.

L'AFCET a initié un projet pour accompagner

les femmes du secteur informel en vue de les emmener à l'économie formelle. Ce programme reste difficile à gérer pour Me HUNDT – AQUEREBURU, nonobstant sa bonne volonté et son engagement, car convaincre des personnes qui ont toujours prospéré dans l'informel, de génération en génération, de rejoindre, du jour au lendemain, le monde formel n'est pas une chose aisée.

« Ce n'est pas facile, parce que le projet même

demeure sans financement, même si la Banque Mondiale a pris en compte une partie de nos préoccupations, qui a été quelque peu matérialisée dans une des composantes du projet d'appui et de développement du secteur privé (PADSP). Mais certaines de ces femmes veulent exister, avoir des papiers même si l'esprit de dissimulation est toujours là ! Jusqu'à présent nos discours restent vains, car ce n'est pas encore ancré dans leurs mœurs de se faire connaître des services de l'Etat. Pour elles, c'est le commerce, rien que le commerce, réaliser des bénéfices pour subvenir aux besoins de leurs familles, même sans l'apport de leurs époux!», explique Me HUNDT-AQUEREBURU.

Et pourtant, estime-t-elle, nous leur tenons des discours très simples susceptibles d'être compris, en leur montrant tous les avantages qu'elles peuvent tirer du formel. Exemple : disparition des tracasseries de la part des services de l'impôt et des agents du ministère du Commerce, crédits bancaires, avantages fiscaux.

De ce fait, pour la première femme notaire au Togo,

l'avenir de l'entreprenariat féminin dans son pays dépend plus de la détermination de la femme togolaise elle-même, quoique le soutien de l'Etat soit un atout. Et pour cause, les femmes togolaises ont réalisé de grandes percées aussi bien sur le plan national qu'international, grâce à leur dynamisme,

«Le droit de succession se règle avec trop de sentimentalisme au Togo»

leur ardeur au travail, leur esprit de créativité et d'entreprise. L'Etat doit, cependant, mettre en place des subventions pour alléger certains droits de douanes et taxes, mettre sur pied des fonds de soutien aux PME, etc...

L'actuel combat de Me Adjoa Sylvia HUNDT – AQUEREBURU est de travailler pour l'amélioration du droit successoral afin que les délais de sortie de succession soient ramenés à cinq ans au lieu des quinze à vingt – cinq ans ordinaires, dans un pays où les hommes sont autorisés à prendre plusieurs femmes, sans obligation ni responsabilité de ces foyers. Dans

un foyer polygame, les femmes non mariées sur le plan civil perdent beaucoup en cas de décès du mari. C'est un travail de longue haleine, reconnaît-elle, puisque l'on dépend toujours de l'administration et de sa lenteur. De plus, renchérit la notaire, les togolais n'ont pas encore le réflexe d'aller

voir le notaire quand il y a un décès, en vue du règlement de la succession. Très souvent les familles attendent, essaient de régler les choses à leur manière, et n'iront chez le notaire que lorsqu'il y a déjà beaucoup de problèmes dans la famille.

« Quand on vient chez le notaire, c'est souvent déjà trop tard ! ».

En général, souligne-t-elle, le droit de succession se règle avec beaucoup trop de sentimentalisme au Togo. « L'Etat devrait peut être prendre un texte qui oblige les ayants droit à régler les successions dans un certain délai sous peine de sanctions ou autres ».

Cela changerait – il la donne ?

Allez-y savoir. ■

Carte de Visite

Me Sylvia Adjoa HUNDT AQUEREBURU, première femme notaire au Togo. Propriétaire d'un des plus vieux offices notariaux, le premier d'ailleurs, au Togo, à être certifié ISO 9001 V 2008 par AFNOR Certification en octobre 2009.

A 63ans, elle est mariée et mère de quatre enfants. Entre autres activités, elle est à son 2ème mandat à la tête de l'Association des Femmes Chefs d'entreprises du Togo (AFCET). Membre du Conseil d'Administration du Conseil National du Patronat du Togo (CNP) et du Conseil National du Dialogue Social (CNDS), Mme Sylvia Adjoa HUNDT AQUEREBURU est la 1ère Secrétaire du Bureau Exécutif de la Chambre Consulaire et Régionale de l'UEMOA (CCR – UEMOA). Elle est aussi Past President de la Renaissance Africaine des femmes de l'Afrique de l'Ouest- Togo (RAFAO-TOGO) et du Soroptimist International club Lomé 1, premier club service féminin au Togo.





TOUT LE TOGO
TOUTE L'INFO
TOUT LE TEMPS



SOCIETE



SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Aux casques, citoyens !

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le port du casque et le port de la ceinture de sécurité, les usagers de la route sont aux pas. Mais le phénomène n'est pas encore entré dans les habitudes: quelques récalcitrants continuent de rouler, loin de toute règle de sécurité, surtout à l'intérieur du pays.

Liké NOMESSI

Impossible n'est pas togolais. On croyait les motocyclistes togolais indécrottables, fidèles à leur sacro-saint principe de rouler sans casque. L'application de la loi sur le port du casque a réussi; à défaut de statistiques fiables, on peut observer que la grande majorité des motocyclistes et des automobilistes respecte la loi à la lettre. Certes, il y a quelques irréductibles rebelles, emblématiques d'un civisme qui a foutu le camp, de notre incapacité à supporter la contradiction et à tirer des leçons de l'expérience, de notre refus à changer d'avis tout simplement. Ce n'est pas très grave, il faut de tout pour faire un monde. Même, en France, première nation européenne à généraliser la mesure en 1973, seuls 80% des automobilistes ont respecté la mesure, la première année.

Mais avant que la grande majorité des Togolais abolisse ce penchant à rouler la tête non couverte ou à ne pas porter la ceinture, il a fallu un événement malheureux et brutal: l'accident à Talo, d'un car et d'un camion semi-remorque, avec ses 48 morts! . Des morts de trop. Cela a décidé les pouvoirs publics à franchir le rubicon et lutter efficacement contre l'hécatombe sur les routes. Car les routes togolaises tuent, surtout aux carrefours et sur les sections courantes. Les statistiques sont juste effarantes. Selon une source officieuse du ministère de la Sécurité et de la Protection civile, il y eût 162 morts sur les routes au premier trimestre 2014, 543 blessés, causés par 1451 cas d'accident. Les 5 dernières années 29142 cas d'accident ont donné lieu à 3335 morts et

31.788 blessés. L'an 2012 fut le plus mortel, avec 8155 cas d'accident, 753 morts et 9588 blessés. Et on ne comptabilise pas les blessés, morts des suites de leurs blessures, sans parler des éclopés à vie.

Le problème a atteint une telle cote d'alerte que l'on peut parler aisément de crise de la sécurité, sans tomber dans la surenchère. L'inflation du nombre de motos- une croissance sans contrôle, du fait aussi du dynamisme de l'activité économique est l'une des raisons du nombre de morts, puisqu'il est noté qu'un cas d'accident sur deux implique un motocycliste. On dénombre actuellement 213.807 motos en circulation dans tout le pays, dont plus de la moitié à Lomé et dans son agglomération .

Les autorités ont pris le taureau par les cornes, et tout le monde est aux casques désormais. Mais l'entrée en vigueur de la loi n'a pas entraîné la diminution du nombre des accidents. Il y a encore quotidiennement des cas d'accident mortels qui surviennent. Il n'est pas rare de trouver en circulation des motocyclistes roulant avec le casque posé à l'avant de la moto, ou un passager à moto avec son casque à la main. Quand on leur fait le reproche, ils répondent: «il fait trop chaud».

Quelques mesures pour lutter efficacement

L'association VIGIROUTE, dirigée par M. Ayissou Amenyo, est active dans la sensibilisation sur le port du casque avant l'entrée en vigueur de la loi. Pour ce fonctionnaire de l'INAM (Institut National de l'Assurance Maladie), l'application de la loi est opportune, mais il ne faut pas s'attendre à une ruée vers le casque. «Ce n'est pas automatique: les gens sont ancrés dans de vieilles habitudes, et l'ignorance l'emporte en réalité sur une supposée rébellion à l'autorité. L'autorité de la loi et la répression seront impuissantes devant un phénomène qui est avant tout social, et vieux d'au moins 20 ans. Des habitudes se sont installées dans un environnement empreint

de laxisme et d'ignorance. Même des gens instruits refusent ou négligent de porter le casque», avance M. Ayissou. Qui ajoute: «*Conscients du problème, à VIGIROUTE, nous avons décidé de sensibiliser le public sur les conséquences des accidents de la route. Avec un médecin, nous faisons des projections vidéo qui montrent les différents traumatismes provoqués par les accidents de la route. Et dans ces différents traumatismes, surtout ceux au niveau de la tête, un choc à la tête est dans la majorité des cas fatal. En conséquence, nous leur disons qu'il faut préserver sa vie en roulant casqué, car on ne met pas un plâtre à la tête !*», déclare M. Ayissou. Oui, même les momies n'ont pas la tête plâtrée ! VIGIROUTE organise des séances de sensibilisation dans les lycées, les écoles de BTS et les Eglises.

En plus de la sensibilisation, le gouvernement doit adopter quelques mesures en matière de sécurité routière. Tout d'abord, il faudrait instaurer le permis obligatoire pour les motocyclistes. La plupart des motos en circulation ont un cylindre de 125 cl et des vitesses de pointe de 120km/h. La maîtrise de ces engins d'une telle puissance requiert un contrôle de l'Etat. Ensuite, faire respecter les normes techniques des véhicules. Sur la nationale 1, les véhicules impliqués dans

les accidents sont souvent des camions surchargés. Un contrôle des véhicules poids lourds, la norme sur le contrôle de gabarit, du poids et de la charge à l'essieu doivent être effective. L'Etat devrait également réglementer l'importation des véhicules d'occasion et cesser de faire du Togo «la poubelle de l'Afrique de l'Ouest». Les voisins du Togo, le Ghana en l'occurrence interdit l'importation de voitures de plus de 10 ans.

Reste également la taille de nos routes, souvent par trop étroites pour effectuer les dépassements. La réglementation de l'UEMOA recommande que les routes communautaires aient au moins 15 mètres de largeur.

Grosso modo, en matière de sécurité routière, la fatalité n'est pas absente, mais on pourrait limiter en exerçant une application plus sévère de la loi, mais également en faisant de la sensibilisation. Pour ce faire, le ministère a commencé une campagne de sensibilisation avec affichage de panneaux. Il faut attendre le bilan en avril prochain pour mesurer les effets de la lutte contre l'insécurité sur les routes. ■

Histoire du port de la ceinture en France

La ceinture de sécurité n'existait pas dans la législation togolaise avant le décret présidentiel en la matière. Sur le plan international, le port de la ceinture est récent et a commencé il y a juste 40 ans. La France est la première nation européenne à imposer ce dispositif dans les voitures le 1er juillet 1973 pour les places avant. Comme au Togo, en France également il a fallu un nombre élevé de tués sur les routes, 18.000 morts en 1972 pour décider le gouvernement Chalban-Delmas à voter une législation en faveur. En 1975, l'obligation de la ceinture est étendue la nuit et sur les voies rapides urbaines. Puis elle est généralisée en 1979 aux agglomérations, de jour comme de nuit.

Une équipe ad hoc anathomo-pathologiste faisait des autopsies d'accidentés, mais avait besoin de mesures efficaces pour étudier quelle ceinture faire, ni trop dure, ni trop molle. Grâce au don du corps pour la science, les chercheurs expérimentent des crash-tests avec de vrais cadavres dans les voitures.

Quand la loi est entrée en vigueur, le résultat fut immédiat : une baisse de la mortalité de 30% en quelques mois. Le nombre n'a pas eu cesse de se réduire. Ce fut une véritable rupture. En 1990, la ceinture devient obligatoire à l'arrière. Enfin, depuis 2008, chaque enfant

transporté en voiture doit occuper seul une place équipée d'une ceinture et être attaché selon le mode le plus adapté à sa morphologie. Le non port de la ceinture entraîne une amende forfaitaire de 135 euros (88425CFA), minorée à 90 euros (59039 CFA) si le contrevenant paye immédiatement et le retrait de 3 points du permis de conduire.

En 2011, 268.578 contraventions pour non port de la ceinture ont été dressées et 165.198 automobilistes se sont vu retirer trois points sur leur permis. En comparaison, plus de 500.000 infractions pour usage d'un téléphone au volant ont été comptabilisées.

Cependant le progrès de la technique et de la technologique constitue le talon d'Achille des mesures de sécurité en matière de circulation routière. Les automobiles nouvelle génération sont équipées d'écrans vidéos, de GPS, de la télé, et on peut même consulter les e-mails et surfer sur les réseaux sociaux. Des dispositifs faits pour le confort mais qui distraient les automobilistes. En plus, avec la puissance des moteurs, les voitures roulent à des vitesses TGV. Dans ces cas, il est difficile de lutter pour la sécurité routière.



Vagues de menaces sur la pêche traditionnelle

Voisin du Port autonome de Lomé (PAL), la taille du port de pêche se réduit comme peau de chagrin. De nouvelles infrastructures lui disputent âprement la place. Il s'agit de la construction d'un troisième quai, l'installation d'un check point à l'entrée Est du port ainsi que d'une unité de la gendarmerie nationale. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, ces pêcheurs, qui contribuent à près de 4% au PIB du secteur primaire du pays, risquent l'expulsion imminente au profit d'unités de pêche industrielle.

Egome AMAH

Une multitude de hangars bordent la chaussée qui mène au port de pêche. On peut y acheter des articles de toutes sortes : du poisson et des fruits de mer bien sûr, mais aussi du jus de fruits et même des fripes.

En traversant la porte d'entrée du quartier général des hommes de mer, on voit de grosses caisses alignées à la file indienne d'un côté du quai couvert. Elles appartiennent aux revendeuses de poissons. En réalité ce sont de grosses glacières qui permettent de conserver le poisson pendant plusieurs jours. Le poisson ainsi acheté est revendu en détail frais, séché, frit ou fumé.

Le quai couvert est le lieu où l'on vend à la criée. Au port de pêche de Lomé, on pratique deux types de pêches.

Il y a d'abord la pêche à la ligne. Jean, meilleur pêcheur de l'année en 2011, en est un inconditionnel. Chaque lundi, en fin d'après-midi, il se prépare à aller en mer. Avec son équipage, il embarque plus de 100 kilogrammes de bloc de glaçon, deux cartons de sardinelles, des hameçons, des lignes, des vivres et de quoi se soigner en cas de besoin. Ce viatique lui coûte en tout 150 000 F CFA. Bien entendu, il n'oublie pas son GPS qui lui facilite la navigation et le soudeur pour repérer les bancs de poissons.

Le lendemain matin, le pêcheur et son équipage prennent le large. Ils naviguent

environ 15 kilomètres.

Ils sont à la quête de gros poissons qui se trouvent à plus de 50 mètres de profondeurs, le requin, le thon, la raie et l'espadon.

Au milieu de nulle part, ils sortent les lignes, fixent les hameçons, y accrochent les sardinelles et attendent patiemment la tombée de la nuit pour commencer leurs activités. Lorsque le ciel s'assombrit, nos pêcheurs scrutent la constellation à la recherche de la lune.

« C'est la position de cet astre qui nous permet de choisir la zone dans laquelle nous allons pêcher »

Certes le soudeur sert à détecter la présence de poissons mais le pêcheur ne peut s'empêcher par réflexe d'utiliser les connaissances séculaires héritées des ancêtres.

Dans la nuit noire où les lampions jouent le rôle de balises, ces vaillants pêcheurs jettent avec assurance leurs appâts et attendent. Lorsque les lignes deviennent de plus en plus tendues, ils comprennent que le moment est arrivé de tirer. Ils répètent les mêmes actions jusqu'au lever du jour. Les poissons sortis de l'eau sont mis au frais dans la glacière remplie de glaçons. Aux premiers rayons du soleil, les pêcheurs prennent leur petit déjeuner. Certains dorment. Les plus

« Ils sont persuadés que la mer ne donne que ce qu'elle veut et quand elle le veut. »



endurants se remettent au travail.

« En mer, je me rends compte de la chance que nous autres, humains avons, d'avoir le pouvoir sur tout ce qui existe ici-bas. Pourtant, je me sens tout petit dans l'immensité de cet océan généreux qui nous donne des fruits de mer à son gré »

Paradoxe. Même équipés de matériels de navigation et de détecteurs de poisson, les pêcheurs sont persuadés que la mer ne donne que ce qu'elle veut et quand elle le veut. Ainsi, l'homme de mer doit rester en harmonie avec la nature.

La pêche à la ligne dure en moyenne cinq jours. A leur retour, Jean et son équipe ne vendent pas leur butin à la criée au quai couvert.

Ils se retrouvent sous un hangar de fortune non loin du coin des réparateurs de moteurs des pirogues. Là, ils procèdent à la vente au kilogramme.

La deuxième catégorie de pêcheurs utilise le filet. Ces derniers partent en mer de 17 heures à minuit. Ils reviennent aux premières lueurs du soleil dans leurs petites pirogues. On les appelle les watchavi.

Les watchagan sont plus rares. Ce sont de grandes pirogues qui ont besoin d'un équipage d'une trentaine de personnes. Leur



filet atteint facilement 400 mètres de long sur 40 mètres de large. L'équipage ne revient souvent à quai que lorsque le soleil est au zénith.

Les pêcheurs au filet, contrairement aux pêcheurs à la ligne, ne vont pas à plus de deux kilomètres de la plage. Ils attirent les bancs de poissons dans leurs filets.

Dans l'équipage, chacun a un rôle précis.

Il y a le capitaine qui doit coordonner les activités de l'équipage, le conducteur, les tireurs et poseurs de filets et le videur d'eau de mer.

Après la vente, on met de côté l'argent pour le carburant, pour l'entretien du moteur et de la pirogue. Le reste est partagé en deux. Une partie revient au propriétaire de l'embarcation et la deuxième partie sert de cachet à l'équipage.

Activité séculaire, la pêche traditionnelle est menacée. Jean pointe d'un doigt accusateur les pêcheurs ghanéens. « Ils viennent pêcher dans nos eaux avec des filets interdits. Ils arrachent impunément des eaux, les bébés poissons et détruisent les oeufs. Cela éloigne les gros poissons. C'est la mer qu'ils tuent ainsi à petit feu. »

Autre menace, le troisième quai du PAL qui

ne cesse de prendre de la place.

Les pêcheurs ne savent pas exactement le sort qui leur est réservé.

« Dans la nuit noire où les lampions jouent le rôle de balises, ces vaillants pêcheurs jettent avec assurance leurs appâts et attendent. »

Selon des rumeurs, des Japonais seraient entrain de construire un nouveau port

de pêche plus à l'Est, vers Baguida à environ cinq kilomètres du site actuel.

Jean et les autres espèrent que la rumeur deviendra clameur avec un nouveau site sécurisé et des infrastructures adéquates. ■



Une production croissante mais insuffisante

La pêche contribue à 4% du PIB du secteur primaire. Selon les estimations, la production halieutique varie de 12 000 à 17 000 tonnes par an. Au cours des dix dernières années, elle a crû à un rythme moyen de 1,2 %. Ainsi de 2009 à 2011, elle était de 26 296 tonnes. Les 4/5 de cette production provenaient de la pêche maritime. La production halieutique ne permet pas de couvrir tous les besoins de la population. Ainsi 60% des poissons sont importés.

Néanmoins, le secteur fournit environ 22 000 emplois répartis entre pêcheurs (60% à temps plein), commerçantes et transformatrices de poissons. Tous ces emplois font vivre directement et indirectement environ 150.000 personnes.

Une industrie locale pour relancer le pagne

Du 22 au 29 avril dernier, l'esplanade du Palais des Congrès de Lomé a accueilli la première édition de la manifestation socio-culturelle, « Pagne en fête », destinée à refaire de Lomé un carrefour incontournable en matière de pagne en Afrique. Un défi osé dans un environnement propice à l'écriture d'une nouvelle histoire du pagne qui passe nécessairement par la refondation d'une industrie textile locale.



Edem Gadegbeku

L'étoile des Nana Benz a pâli ces trois dernières décennies. En cause, la morosité de l'environnement économique et socio-politique du Togo et la concurrence déloyale que leur livrent des importateurs de pagne depuis la Chine. Cependant, ces habiles commerçantes, du moins leurs descendances, ont encore leur carte à jouer.

Selon la Direction de l'Economie du Togo,

la contribution du commerce à la croissance économique togolaise a été en moyenne de 0,3 point ces quatre dernières années. Entre 2008 et 2012, le commerce a représenté en moyenne près de 40% de la valeur ajoutée du secteur tertiaire et 8,3% du PIB (Produit intérieur brut).

25% de ces services sus-mesurés se concentrent dans les marchés togolais dominés essentiellement par les femmes, acteurs-clés de l'écoulement du produit pagne ; depuis sa



fabrication jusqu'à sa commercialisation. Autant dire que la réorganisation de la « filière pagne » au Togo est à même de donner un nouveau souffle au tissu commercial du pays.

« Au lieu de continuer à aller acheter des tissus en Hollande, Autriche, Chine ou ailleurs pour venir les vendre au Togo et dans la sous-région, les Nana Benz contemporaines gagneraient à s'associer pour se payer une usine textile, la délocaliser sur le sol togolais et produire localement », analyse Dr Ekoué Amaïzo, économiste, consultant international en Management de projets. Ainsi « quand ces Nana Benz créeront le modèle d'un dessin sur pagne, elles pourront sortir le pagne directement au lieu de se le faire voler par des partenaires asiatiques très peu scrupuleux sur les droits d'auteur, par exemple ».

Une stratégie qui transformerait l'industrie cotonnière tournée vers l'extérieur dont le Togo ne peut supporter durablement les termes de l'échange défavorables. « Porter sur des fonds baptismaux de véritables sociétés d'agri-business connectées aux marchés internationaux est primordial pour des pays comme ceux de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Il faut investir



pour ce faire dans des technologies de production et de transformation qui font le lit de l'amélioration des relations entre producteurs et transformateurs de cette zone économique (UEMOA)», indique Alain Onibon, chargé des investissements à la FAO (Fonds des Nations-Unies pour l'Agriculture), en jetant le pont entre la production et la transformation locales des produits agricoles africains comme le coton. « L'Afrique occidentale comme le reste du continent noir n'est présent sur le marché international qu'avec des produits primaires ; les Africains y vendent en dollars, y achètent en euros. C'est un circuit économique à l'absurde », affirme Tchasso Akaya, expert financier togolais, qui insiste sur l'urgence de la mise en place de véritables industries dans différents secteurs de l'économie africaine.

«L'industrialisation du Togo passe nécessairement par une politique ambitieuse et audacieuse»

Indirectement, ces importatrices classiques de pagnes inaugureront ainsi une nouvelle ère moderne de leurs activités stéréotypées depuis plusieurs générations et qui ont nécessairement besoin d'un coup de neuf et

d'accélérateur : « En diversifiant et en mettant le cap sur une industrialisation de leurs activités, nos Nana Benz auront la possibilité d'exploiter la production cotonnière locale en important à côté de cette dernière la technologie de production. Sans nul doute, à partir de cet instant, elles verront surtout baisser les coûts de production de leurs pagnes pendant que leurs marges de bénéfices sur ces produits vont augmenter », explique l'expert comptable Dr Charles Birregah.

Autant de mutations commerciales et industrielles à imprimer au produit pagne « made in Togo » qui commandent une urgente formalisation des activités des importateurs et importatrices de ce produit qui travaillent pour la plupart, depuis plusieurs générations, dans l'informel. Cette formalisation devrait nécessairement apporter une plus-value au fisc togolais, conférer plus de crédibilité, en interne comme à l'étranger, aux activités des Nana Benz vis-à-vis d'autres opérateurs économiques formels ; et surtout offrir de la matière aux compagnies d'assurances présentes au Togo. Dans un pays où le « taux

de pénétration des compagnies d'assurances est seulement de 1,5%, il va de soi qu'il y a un marché à conquérir dans la restructuration de la filière pagne dans l'univers commercial local », se félicite un responsable d'une faïtière d'assureurs opérant au Togo.

L'industrialisation du Togo passe nécessairement par une politique ambitieuse et audacieuse tournée vers la transformation des produits locaux. A l'heure où les Indiens font du transfert de technologie, une piste s'offre pour les décideurs politiques. ■

L'habileté entrepreneuriale des Nana Benz du Togo

D'abord intermédiaires et brokers, les Nana Benz sont devenues actrices de l'appareil distributif des tissus-pagnes en wax, à travers une réappropriation des réseaux commerciaux et des connexions transnationales. Elles contrôlent l'espace transnational à trois niveaux :

- localement, en négociant leur régime fiscal directement avec les structures étatiques ;
- sous-régionalement, en gardant le principal lieu de réapprovisionnement dans la capitale togolaise ;
- internationalement, en traitant directement avec les centres de production européens et asiatiques, auprès desquels elles passent leurs commandes.

Leur flexibilité d'adaptation aux différents acteurs ouest-africains, européens et asiatiques, a « métissé » leurs dispositifs et pratiques par différents « branchements » (Amselle, 2001). Le fait que les Nana Benz soient issues essentiellement d'un groupe ethnique minoritaire à l'avantage que le pouvoir politique ne les considère pas comme une menace... et qu'aujourd'hui, les Nana Benz de 2^e génération, fortes du capital social et économique de leurs mères, servent souvent d'intermédiaires et de médiatrices dans les programmes « genre et économie » des agences internationales de développement.

Source : Nina Sylvanus, Sudplanète



Antoine K. GBEKOBU

«Le gouvernement veut associer la diaspora au processus de développement.»

Interview réalisée par Kossiwa SEENAM

En vue de maximiser les potentiels effets positifs de la migration sur le développement national et asseoir une politique de partenariat fructueux pour une meilleure implication des Togolais de l'extérieur à l'effort dudit développement, le gouvernement a initié, en 2010, le programme Diaspora. Ce dernier a, dans son cahier de charges, un certain nombre de chantiers prioritaires, notamment « Les premières assises nationales de la diaspora ».

Le coordonnateur national dudit programme, M. Antoine Gbékobu, explore avec nous, dans cet entretien, les voies et moyens devant permettre de faire de la diaspora togolaise un véritable levier de développement national.



Quelles sont les raisons qui sous-tendent ces assises nationales ?

↳ Le processus de reconstruction et de relance de la croissance économique du Togo après les crises socio-politiques et économiques, exige de reconnaître l'importance du rôle des Togolais résidant à l'étranger dans le développement de notre pays. C'est dans ce cadre que le programme « Initiatives pour le Recours aux Compétences et autres Ressources de la Diaspora Togolaise », communément appelé programme Diaspora, a été initié par arrêté n° 2010-010 /PMRT du 14 juin 2010 du Premier ministre en vue de mobiliser la diaspora togolaise par le transfert de ses compétences et savoir-faire, de ses ressources financières en rapport avec les priorités du document de la stratégie de croissance accélérée et de la promotion de l'emploi (SCAPE). Notre programme a bénéficié d'un appui financier de la Banque africaine de développement (BAD) en vue d'élaborer un document de stratégie destiné à l'optimisation des contributions de la diaspora pour le développement économique et social du Togo. Il ressort de ce document qu'une meilleure organisation de la diaspora contribuerait à une amélioration de sa participation aux efforts pour la croissance et le développement du pays. Cependant, la méfiance entre certains segments de la diaspora et les institutions étatiques est apparue très vite comme un handicap potentiel à surmonter.

C'est donc, pour créer un environnement de dialogue et de confiance permanente entre le gouvernement, la société civile et la diaspora, qu'ont eu lieu les premières assises nationales sur la mobilisation des compétences de la diaspora pour le renforcement des capacités au Togo les 27 et 28 Mars dernier à Lomé. Ces rencontres ont permis de proposer des approches de solutions aux doléances

Divers apports de la diaspora au pays

Eu égard aux données issues des différentes études structurantes sur la diaspora togolaise, corroborées par les informations et les échanges reçus lors des missions de prospection et des assises organisées, il ressort que :

- un million cinq cent mille (1 500 000) des Togolais vivraient à l'étranger, soit près de 25% comparé à la population résidente au Togo ;
- plus de 187 milliards de francs CFA transférés au Togo en 2013 (Source : Banque mondiale) ;
- plus de 14 milliards de recettes fiscales selon les sources de Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;
- le total des fonds envoyés par la diaspora togolaise serait de 3 à 6 fois supérieures à ceux des appuis budgétaires accordés au Togo au titre d'aides par les pays développés ;
- les transferts de fonds ne sont pas dirigés vers les investissements productifs ;
- d'autres initiatives de la diaspora en faveur du développement existent, mais trop parcellaires du fait de la non-intégration de celle-ci ;
- un manque de confiance existe entre la diaspora et le gouvernement ;
- une absence de structures nationales consensuelle ne favorise pas la mobilisation de la diaspora.



ASSISES REGIONALES DE LA DIASPORA

formulées lors des récentes tournées d'échanges, de prospection et de sensibilisation de la diaspora togolaise organisées par le gouvernement dans certaines grandes capitales et/ou villes occidentales et africaines connues et choisies pour être les plus grands foyers où résident les Togolais. Spécifiquement, il s'agissait de créer les conditions et les outils d'une implication plus forte des togolais de l'extérieur dans le processus de développement en cours au Togo.

Quelles conclusions et recommandations peut-on retenir en substances de ces assises ?

↳ Ces deux jours de travaux, d'échanges et de partage ont permis aux participants d'identifier les opportunités d'emploi et d'investissement au Togo, de prendre la mesure des efforts incitatifs initiés par le Gouvernement et de proposer des solutions aux difficultés qui les empêchent encore de s'engager et de s'impliquer dans la vision participative de développement du pays.

Pour y arriver et faire de la diaspora togolaise un véritable acteur de développement national, les participants ont donc formulé des recommandations dont ils ont souhaité voir la mise en œuvre effective dans les six mois à deux ans à venir. Parmi celles-ci, l'institutionnalisation d'un cadre de dialogue permanent entre la Diaspora et le gouvernement, la création d'un bureau

ou service d'appui- conseil et d'écoute des Togolais de l'extérieur au sein des ambassades et consulats, la prise en compte des questions de la double nationalité dans le code de la nationalité togolaise en révision, l'appui à la mise en place d'une structure faitière des Togolais de l'extérieur pour le développement du pays, la mise en place de l'Agence nationale des Togolais de l'extérieur et la création d'un Fonds d'investissement pour canaliser les flux financiers de la Diaspora vers des projets prioritaires (banques, immobilier, PME/PMI de transformations de produits locaux etc...).

Quelles leçons immédiates avez-vous tirées de l'organisation de ces rencontres ?

↳ L'organisation de ces assises nous a donné l'occasion de constater que toutes les conditions sont réunies pour une véritable implication des Togolais de l'extérieur pour plusieurs raisons : une volonté affirmée du Gouvernement d'associer la diaspora au processus de développement, un environnement global même du pays en amélioration progressive et la forte attente exprimée par la diaspora de participer au processus du développement du pays.

Dans cette perspective, j'exhorte tous les acteurs concernés à travailler de concert, chacun jouant bien sa partition, pour que la diaspora togolaise contribue, en grande majorité, au développement du pays. ■



Culture
Beaux-arts

64

«On ne devient artiste que lorsqu'on a démontré des qualités techniques exceptionnelles»

PANORAMA

TOURISME

- 58 Woodhome : La maison des esclaves
- 60 Alba Travel Service : Tour opérateur

STYLES

- 62 Ayanick

CULTURE

- 64 Beaux-Arts
SOGBADJI, la touche sensible
- 66 Musique
Karlos DANKLOU, arrangeur de talent
- 67 Eustache KAMOUNA, espoir de la musique
- 68 Lomé, Capitale de la Francophonie
- 70 Loisirs / Sports
- 72 Santé : La dépigmentation artificielle
- 74 Cuisine : Sauce Adémè

LE GUIDE DU VOYAGEUR

- 75 Agenda culturel
- 77 Bonnes adresses
(Restaurants, Night-clubs, et Hôtels)

DETENTE

- 77 Humour, Remue-méninges
- 80 Jeux
- 81 Chronique / En roue libre
Les Avantages de l'Arbitrage
par Me Yaovi J. DEGLI

PANORAMA
PANORAMA

PANORAMA
PANORAMA



PANORAMA
PANORAMA

PANORAMA

PANORAMA
PANORAMA

PANORAMA
PANORAMA

PANORAMA
PANORAMA





Wood home

La maison des esclaves

On a cru longtemps que l'esclavage était absente de nos côtes...jusqu'à la découverte de Wood Home, une maison qui servait à la traite négrière pendant sa période clandestine. Aujourd'hui inscrit sur la liste indicative du patrimoine mondial de l'UNESCO, le site est ouvert aux visiteurs. Un guide vous fait une plongée dans l'histoire.

Liké NOMESSI

La participation de nos peuples à la traite atlantique, qui envoya des millions d'Africains en esclavage aux Amériques, est un noir secret de famille. Secret inavouable ? Peut-être, mais surtout occulté. L'oubli et la mémoire sont inventifs, écrit Borges, et les peuples d'ici, surtout ceux de la côte, devant qui se déroulaient ce commerce honteux, n'en savent presque rien. Dieu seul sait qu'on évoque dans les familles, au détour de conversations savoureuses, par un langage feutré, les origines «équivoques» de certains parents. Tenez ! Même l'historien Atsutsé Agboblí, connu pour son courage intellectuel, écrivait que la mère du père de l'indépendance, Sylvanus Olympio, était une belle gourmanché de «condition servile» ! Il faut avoir l'hygiène des mots: elle était une esclave arrachée de sa terre et destinée à être

vendue outre-Atlantique, avant que ses charmes eussent désarmé l'ardeur cupide du négrier qui l'a pris alors comme épouse ! Pendant la traite clandestine! Noir secret, inavouable secret!

Pourtant, à Agbodrafo, une sinistre maison vient nous rappeler toutes ces horreurs de l'esclavage: Wood home! Difficile alors de faire semblant. On savait, puisque tout le monde vendait

tout le monde. On était devenu fou. Seuls quelques-uns parmi l'élite gardait leur tête quand tous les autres l'ont perdue. A l'instar d'Adandozan, ce roi d'Abomey sur lequel l'écrivain Kangni Alem écrit ceci dans son

roman *Esclaves*: «*Le roi dit avoir vu, tout petit, les sujets les plus humains de son peuple, se transformer en gredins, en bêtes sauvages capables de parcourir des kilomètres dans la brousse pour razzier hommes et femmes dans les tribus voisines, afin de les livrer aux négriers anglais, portugais et français, ou vendre leurs propres parents quand ils n'avaient pas d'esclaves à livrer.*»

Le bâtiment a été restauré en 2006. Il est aujourd'hui un lieu de mémoire accessible aux visiteurs. Pour qu'enfin on ne puisse plus dire nous ne savions pas.

Le chef Assiakoley, un vrai rapace du clan guin d'Adigo, a perdu

lui aussi la sienne, de tête. Après avoir été chassé d'Aného, il guide une fraction du clan Adigo pour continuer la traite à Porto Seguro, aujourd'hui Agbodrafo. La traite, on ne peut pas dire qu'on ne savait pas. On



savait. C'était à Wood home, à Agbodrafo, 35 km de Lomé, plus précisément dans le quartier Lakomé. Cette maison de l'horreur appartenait à un commerçant et négrier écossais, John Henry Wood. L'architecture est d'un génie du mal que l'homme peut faire à son prochain. La maison est conçue pour opérer dans la clandestinité. De style afro-brésilien, le bâtiment est composé de six chambres, d'un salon, de couloirs de 1,5 mètre de large et d'une cave de 1,50 mètre de hauteur sous l'ensemble de l'édifice. Les pièces supérieures étaient utilisées comme hébergement pour les négriers, tandis que les caves servaient de casernement des esclaves. Ces derniers s'asseyaient recroquevillés des jours voire des semaines en attendant un bateau négrier.

Dans son dernier roman, *La saison de l'ombre* (Grasset 2013), Léonora Miano raconte le traumatisme de ceux d'Afrique qui ont vécu l'arrachement de leurs proches. Ce n'est pas le cas des habitants d'Agbodrafo. A quelques kilomètres de Wood home, est creusé le puits des enchaînés ou Gatovoudo. Selon la tradition locale, après leur toilette pour leur départ, les esclaves étaient forcés de faire sept tours du puits afin de couper les liens avec leurs divinités et de garantir ainsi aux négriers l'abandon par les esclaves de forces surnaturelles permettant une mutinerie.

Pffff ! Ça n'est pas possible un négrier qui lave les esclaves pour les purifier ! C'est vite oublier que les esclaves sont des marchandises et traités comme telles.

Wood home, la honte. Wood home, la mémoire. En 1999, une équipe d'Afro-Américains a fait resurgir la

mémoire de ce lieu au cours de recherches sur les sites liés à l'esclavage sur la côte d'Afrique de l'Ouest. Le site est inscrit depuis le 8 janvier 2002 sur la liste indicative du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le bâtiment a été restauré en 2006. Il est aujourd'hui un lieu de mémoire accessible aux visiteurs. Pour qu'enfin on ne puisse plus dire nous ne savions pas. Maintenant on sait !

Dans le roman de Kangni Alem, qui mêle habilement fiction et réalité, Sophia, une épouse blanche d'Adandozan s'est réfugié à Agbodrafo. Ils fuyaient la vengeance du monstre Guézo et son complice, l'Afro-



Plaque de la commémoration de l'abolition de l'esclavage

Brésilien Chacha Pa de Souza, qui voulaient assassiner la Danoise, et ainsi l'empêcher de donner un héritier au trône d'Abomey.

Wood home, l'esclavagiste! Wood home, le refuge! Wood home, lieu chargé de mémoire. Dans sa prospective d'un Togo émergent en 2030, le gouvernement a prévu les retombées financières d'une «Route historique de l'esclavage». Une route qui attirera des milliers d'Afro-descendants venus des Amériques pour visiter un lieu où leurs aïeux auraient transité. ■



ALBA TRAVEL SERVICE

Un modèle de valorisation du tourisme au Togo

Le Togo dispose d'un potentiel dans le secteur touristique et la valorisation de ces atouts et charmes incombe à des représentants des plus grands tours opérateurs. A l'heure de la relance de ce secteur touristique, il est opportun d'aller à la découverte de ces grands tours qui opèrent sur le territoire togolais. Parmi eux ALBA TRAVEL SERVICE fait figure de modèle.

Hugues Vinyo ATTIKPO

Créée en 1989 par des professionnels du Tourisme, l'Agence de voyages et de Tourisme Alba Travel Service a déjà une longue expérience sur le territoire national et dans les pays de la sous région. Il a opéré comme représentant des plus grands tours opérateurs Européens, américains et japonais en Afrique de l'Ouest pendant une décennie. Disposant d'une équipe composée d'hommes et de femmes dynamiques, ALBA TRAVEL SERVICE exerce ses activités dans plusieurs domaines à savoir les excursions et circuits à travers le Togo et les autres pays de la sous-région, la vente des billets d'avion, la location de voitures et bus et les colonies de vacances.

Le Togo, le sourire de l'Afrique

Ils sont nombreux à cocher la destination Togo sur leur agenda ou dans leurs projets de vacances d'été. Mais le défi reste encore immense, une fois que les touristes débarquent dans la capitale togolaise pour découvrir toutes les potentialités de ce beau pays de 56. 600 Km² ancré entre le Bénin, le Ghana et l'Océan Atlantique. C'est là où intervient toute l'expertise de l'agence Alba Travel Service.

Le circuit touristique débute à Lomé, ville cosmopolite où se mêlent modernité et tradition.

Construite sur le littoral, la ville de Lomé

forme un ensemble d'étendues, harmonieux et accueillant. C'est une ville avec des hôtels modernes, offrant une multitude de restaurants, des marchés prospères et des boîtes de nuit animées. Le tour conduit les touristes au Grand marché d'Adawlato de Lomé et son incontournable rue des arts, au Musée national, au Village artisanal et à la Place de l'indépendance.

Un détour par le port de pêche et le marché aux fétiches au cœur de la pharmacopée traditionnelle togolaise, est de mise.

Des circuits touristiques sont organisés régulièrement à l'intérieur du pays. Première destination, le village d'Aklowa dans les Monts Fétiches du Togo via Atakpamé, cœur du pays Ana.

La deuxième destination est baptisée Histoire et Tradition de 8 jours. Elle débute par un périple Lomé-Lébé-Lomé, où les touristes vont à la rencontre du chef du village et effectuent la traversée du fleuve Zio

Kpalimé située à 120 km au nord-ouest de Lomé constitue une destination prisée par les touristes. On y découvre la flore, le centre d'expérimentation de café et cacao. Le centre artisanal du Kloto permet de visiter des artistes et de se procurer des produits en macramé, batik, céramique, sculpture sur bois etc...



Les touristes sont également invités à participer à une danse traditionnelle akpèssè. L'étape Atakpamé-Sokodé offre une vue sublime de la richesse culturelle du Togo, et permet de découvrir le village Démadéli spécialisé dans la fabrication du savon local « akoto », la plantation de canne à sucre et le marché d'Anié. Pour le périple Sokodé-Bassar-Kara, le groupe de touristes est convié à visiter la maison du chef traditionnel et les spécimens de hauts fourneaux de Bandjéli. L'étape Kara-Koutammakou leur fait visiter les pays Kabyè, Losso, la vallée Koutammakou, fief des Batammariba. Une découverte du style architectural original de ces ethnies avec les «Soukala» des Losso et les « Takienta » des Batammariba dont le site est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

La dernière étape Atakpamé-Nangbeto-Notse-Lomé offre la possibilité aux touristes de voir des hippopotames à Nangbéto au bord du Mono avant de scruter l'histoire du peuple Ewé par un arrêt à Notsè.

En outre, Alba Travel Service offre la possibilité aux touristes de découvrir à une demi-heure en voiture de Lomé, Agbodrafo, une ancienne cité coloniale portugaise (auparavant Porto Seguro) qui est à présent une tranquille petite ville au bord du lac Togo

La ville d'Agbodrafo a été reconnue comme faisant partie de la «Côte des esclaves».



Marché des fétiches, objets de fantômes

On peut y découvrir quelques vestiges de ce passé tels que la «Maison des esclaves» (Wood Home) ou le puits des enchaînés.

Avec toutes ses potentialités, le Togo se révèle comme le pays des petits miracles, une pierre précieuse étincelante au bord des eaux azurées du Golfe du Bénin en Afrique Occidentale dont les grands tours comme Alba Travel Service, contribuent à la visibilité. ■



Prêtresses du vaudou au cours d'une séance rituelle



Ayarnick



Sogbadji, la touche sensible

En troisième année de médecine, Emmanuel Sogbadji choisit d'étudier les Beaux-arts, histoire de guérir autrement l'âme humaine par la pratique des chirurgies réparatrices sur les corps inertes. Aujourd'hui, il est l'un des togolais les plus représentatifs de l'art contemporain en Afrique.

Edem M. A. PEDANOU

Au commencement il était disciple de Paul Ahyi. Les grandes choses naissent souvent du hasard. Sogbadji s'est toujours amusé à gribouiller sans arrière-pensée les ramettes de papier. Un jour, émerveillés par ses dessins, les étudiants de l'Ecole Africaine et Malgache d'Architecture et d'Urbanisme (EAMAU), avec qui il pratiquait du football à 15 ans, l'introduisent au professeur Paul AHYI, qui y officiait. « *J'étais en classe de cinquième et depuis lors, pendant toutes les vacances scolaires, j'étais dans l'atelier de Paul Ahyi, et ce jusqu'à l'obtention de mon BAC.* » Sa rencontre avec le monument artistique qu'était le Professeur Paul AHYI, une étape importante dans sa formation, ne sera qu'un fabuleux coup du destin. « *C'est avec Paul Ahyi que j'ai vu la grandeur de la création artistique.* », admet-il. « *Je devais avoir seize ans, j'étais puceau et il m'avait demandé de faire un dessin d'une femme nue, que j'ai réalisé. Pour moi, c'était quelque chose d'extraordinaire que j'avais réussie. Mais lui, avait trouvé des erreurs au niveau des cuisses. Il m'a carrément choqué en me disant : 'Mais toi, quand les femmes se déshabillent autour de toi, il faut bien les observer avant de passer à autre chose !' Je vous rappelle que j'étais encore puceau !* » Passionné d'arts plastiques et avide de connaissances dans ce domaine, après son baccalauréat, il se heurtera au manque de centres de formation artistiques. Il est obligé de s'inscrire à la faculté de Médecine. Une faculté qu'il quittera après trois ans. Inimaginable, cependant pour beaucoup, de quitter la faculté de Médecine pour les arts plastiques, surtout dans nos contrées, où l'on donne plus d'importance au médecin qu'à l'artiste en général et dans nos sociétés, où les collectionneurs sont des spécimens. « *Dans une patrie, toutes les couches où tous les domaines sont porteurs, et font évoluer le pays (...)* la blouse du médecin a été dessinée

avant d'être cousue. Pour moi, ce sont des interactions qui participent de l'évolution. Il n'y a pas de domaine qui devrait être négligé, même si à des moments donnés, il y a des urgences. Même le bistouri du chirurgien, comme l'a dit quelqu'un a été dessiné avant d'être mis en forme. », clame-t-il.

Emmanuel retournera de 1992 à 1996, travailler, cette fois-ci à plein temps à l'atelier de son mentor, avec qui il réalisera des projets grandioses, notamment la céramique qu'on trouve dans le hall de l'aéroport « *Togo, mon beau pays* »; celle murale sur le fronton de l'entrée de la direction générale de l'EAMAU et l'installation vers la fin de sa vie de son espace muséal, « *Agnassan* ». Cependant, à un moment donné le « *disciple* » pour laisser éclorre ses talents a dû se faire violence pour se détacher du maître, sans pour autant le renier.

En Octobre 1996, il part pour l'Ecole des Beaux-arts d'Abidjan d'où il sort nanti d'un Diplôme d'Etudes Supérieures Artistiques (DESAP), spécialisé en sculpture sur pierre et bronze. Il bénéficie ensuite en l'an 2000 d'une bourse du gouvernement français pour un stage à l'Ecole des Beaux-arts de St-Etienne en pleine mutation où il se frottera au design d'intérieur, une autre occasion pour

lui, de faire valoir son sens de la créativité, de l'esthétique et de générer des valeurs nouvelles, lui qui, très tôt voulait devenir plasticien, styliste ou architecte. Aujourd'hui, dans sa résidence, où se trouve son atelier, il donne libre cours à ses inspirations architecturales.

Designer

Un bourgeois qui s'ignore ? L'autre d'Emmanuel Sogbadji- qui il y a quelques années, abritait juste son atelier, - où se côtoient l'harmonie, la sobriété et l'élégance, témoigne assez aujourd'hui de sa capacité à modifier des volumes et à offrir une âme à de l'espace. Dans la moderne salle de séjour avec bar, une véritable galerie d'arts. Les meubles, les tableaux accrochés aux murs et la tapisserie en patchwork, prouvent la sensibilité et

l'intelligence de la main de l'artiste. Incrusté dans le mur : « *Invitation 1,90mx0,80m, une peinture à huile, jute et fil sur toile* », un tableau



réalisé en 2006, fait office de fausse porte et traduit l'art du détail chez designer. Dans un coin du salon, un vitrail emprisonne les reflets du soleil, les transformant en lumière tamisée. Sur le mur de la salle à manger, trône «Le file du linge», 1,20mx2,40m, une œuvre issue de son exposition «Le linge du chasseur» en 2005 au Centre Culturel

Français de Lomé (actuel Institut Français du Togo). Et sur la muraille extérieure, il joue la carte déco graphique en faisant épouser au carrelage des formes géométriques.

Représentation du monde

L'être humain dans sa dimension plurielle est au centre de la création plastique de celui qui estime qu'il est trop difficile de se proclamer artiste: «*L'héritage des devanciers est lourd à porter. Ne devient pas artiste qui veut! Avant, on ne devenait artiste que lorsqu'on avait démontré des qualités artistiques exceptionnelles, des qualités techniques. On parle d'œuvre quand il y a restitution d'une vérité humaine*», affirme-t-il.

Cultivé, ouvert d'esprit et féru d'actualité, c'est avec joie que Sogbadji partage ses

connaissances autant sur l'art que d'autres sujets contemporains. L'incendie, qui a détruit l'Institut Goethe de Lomé en 2005, a été pour lui une source d'inspiration d'où est née «Le cerveau», 1,80mx1,20m, écran d'ordinateur fondu sur métal, une œuvre achetée en 2008 par le chef de l'Etat à

l'occasion de la foire de Kara. Fin analyste de l'actualité qui parfois l'inspire, il n'hésite pas à partager ses appréhensions à travers ses œuvres qui tournent autour du sexe et de la politique. Audacieux, sans langue de bois, il a les mots qui tranchent. A travers son exposition intitulée «Les faiseurs de pluie», il exhorte les politiciens à élever le débat. Son œuvre fondamentale est la «Marche du Monde», 4mx2,50m, une peinture acrylique et fusain, une installation qui représente les altermondialistes avec 450.000 clous ; des altermondialistes huant en fond sonore les G20. Une représentation d'un monde où les riches s'accaparent de tout en confinant la multitude à la périphérie dans une misère crasse. A la fin de cette année, il réalisera «La marche du Togo», un ensemble de portraits

d'acteurs politiques du Togo, avec 200.000 clous.

Ses talents de sculpteur sur pierre lui ont également valu d'être choisi pour la réalisation sur la Place de l'Indépendance, des bustes des anciens présidents du Togo, en 2011, pour la célébration du 51^{ème} anniversaire de l'indépendance. Un projet avorté à la veille de l'inauguration, pour des raisons inavouées. Dépit, il est devenu casanier depuis lors, mais ne tarit pas d'inspiration ! Actuellement, l'artiste utilise des œuvres sculpturales, des œuvres dessinées, des œuvres peintes, réalisées par lui-même pour argumenter son art. Il travaille sur un projet grandiose, «69 origines de l'origine du monde», une véritable installation, incluant les Taata Tamberma, pour les 10 ans de leur classification comme patrimoine mondial de l'Unesco, sa participation aux efforts de l'Etat. ■



La marche du Monde > 4m x 2,50m > acrylique et fusain

Karlos Danklou

Arrangeur de talent

Arrangeur, technicien de son, auteur et compositeur, Karlos Danklou est à l'ombre de musiciens d'avenir comme Charl' Ozzo, Toto Patrick, Phénix, Kaleef, Vanessa Worou, B-Heaven Detox du Cameroun, Mark Weanth...Devant lui, s'ouvre un vaste chantier de lumière.

Gomez Célifa

Depuis bientôt dix ans, Karlos Danklou ripoline les chansons des célébrités togolaises et d'ailleurs. Son histoire avec la musique remonte à son enfance. Fils d'un ancien guitariste de l'orchestre Afro Cubano, il baignait dans la musique à la maison comme à l'école, où il reçut une formation appliquée d'un professeur de musique ; c'est dire si la voie sinon « la voix » était ainsi quasiment tracée. Pourtant, le choix du jeune prodige de s'inscrire pour une formation en Mathématiques à l'Université de Lomé, puis le désir de se former dans le domaine des Télécommunications avaient déchanté plus d'un autour de lui. C'est sans compter avec l'irrésistible appel intérieur qui destine Karlos aux métiers d'Apollon. Car, ironie du sort, en pleine formation dans les Télécommunications, il découvre, des logiciels de création de musique, auprès d'un camarade. Karlos est sans voix ! Dans la foulée, il côtoie l'ingénieur et arrangeur feu Venance Agbayissa, dont le nom et la grandeur ont marqué toute une époque de l'histoire de la musique togolaise...

Indécision, flottement entre deux rêves, celui du débouché professionnel relatif à ses études et l'autre, la vive passion de la musique, qui l'agite de l'intérieur. Il finit par faire le premier pas de «sa destinée professionnelle» en choisissant la direction du Bénin, y consacre deux ans pour une formation en technique de mixage et de prise de son en



studio audio professionnel, au studio de Nel Oliver. Et l'autre pan de cette formation sera des stages de perfectionnement en mastering numérique et mixage audio à Lille (France).

Place à All That Productions

Entre mille et une sollicitations, ses diverses compétences dans ce vaste domaine jouent comme une réponse, des plus harmonieuses. Le titre à succès « wawae » du groupe Phénix. Ce single événement très bien accueilli par les médias et le public a été, sans conteste la rampe de lancement de cette formation musicale, classée plus tard Meilleur groupe de l'année au Togo Hip Hop Awards. Succès partagé ! Il y a huit ans. Depuis, ce premier succès, Karlos, de retour au bercail, ne cesse de surprendre à la fois le public et cette file ininterrompue d'artistes qui croit à ses compétences et à sa maestria.

All That productions, son label est mis en route et tourne. Inlassable et inclassable, comme artiste, arrangeur, formateur... Il adopte une démarche à tous les coups, éclectique. Et la recette est là ! Puiser dans les standards internationaux, le répertoire patrimonial traditionnel, en y ajoutant des sonorités occidentales à connotation jazz, funk, blues... Ces innombrables arrangements savent tisser un appel d'air entre l'espace du dedans et celui du dehors, attestent éloquentement son savoir

artistique. La force du premier album « New age », récemment sorti, d'un Toto Tchilatchi, l'éclat de sa voix en est une preuve.

«Pianiste mais ayant un penchant pour le violon, j'ai toujours eu un rapport très intime avec les musiques de chez nous. Ce sont des sonorités qui sentent la terre, le bois, la sécheresse... », s'exprime-t-il.

C'est cette dimension émotionnelle qui inspire et guide le travail de l'artiste. Fait hautement significatif pour qui connaît cet artiste aux doigtés recherchés, il tient à n'égrainer que sur la corde de son succès, de belles notes qui tissent des passerelles entre la génération passée, celles d'aujourd'hui et de demain. C'est la raison pour laquelle son projet d'un Centre de formation aux métiers du son, si cher à lui vaut autant que le trésor de sa vie. Le projet aux dents de lait, va pouvoir aller à quatre pattes grâce à un soutien que le Fonds d'Aide à la Culture (FAC) du gouvernement togolais, a attribué à All That Productions...

Prenez-le pour argent comptant, Karlos Danklou est un joaillier de la musique. Il dompte les manettes au studio comme certaines apprivoisent les cœurs. ■

Eustache Kamouna

Espoir de la musique togolaise

Le 27 avril dernier à Wuiti, sur le parvis de la boutique Rog & More, un musicien à la voix éraillée tient en haleine un public enthousiaste, qui occupe la rue passante, danse et bruisse sur une rythmique tradi-moderne mangée à la sauce reggae, blues, jazz, et rock. Une scène incroyable !

Tony Feda

Quand ses confrères courent les cachets, Eustache célèbre l'indépendance dans la rue, jouant des airs où chuinte une critique sociale et politique.

La rue est indissociable de l'univers d'Eustache Kamouna, c'est la matière où il puise l'essentiel de son imaginaire foisonnant pour écrire les paroles poétique et ludique de ses chansons.

Eustache est à peu près à la chanson ce que Zola fut à la classe ouvrière.

Il y magnifie le peuple, y peint ses fêlures, décrit ses souffrances, tout en raillant les puissants, appelant de tous ses vœux à beaucoup plus de solidarité, de partage conséquent des ressources. Opposants et tenants du pouvoir y prennent chacun pour leurs grades.

A 44 ans, l'âge auquel beaucoup d'artistes sont déjà au faite de leur carrière, ce dégingandé faussement timide, à la démarche effacée, demeure un espoir de la musique togolaise. Alors que le poids des années tire les traits de son visage carré et que certains poils grisonnent ça et là sur sa tête et dans son éternelle barbe de trois jours, Eustache, pas pressé le moins du monde, se bonifie en donnant à sa musique une jeunesse fringante. *«Je ne veux ni faire du rap ni de la musique, qui plaisent à Monsieur Tout le monde, de la musique fast-food et me retrouver avec un réseau bizarre. Je suis mon chemin qui plaira sûrement à quelqu'un, un jour. Même s'il me faut travailler encore dur, je le ferai»*, déclare-t-il au confrère *Togocultures*, attendant, sûr de lui, l'heure de sa consécration.

Pourtant, s'il ne tient pas le haut du pavé, c'est peut-être par manque de chance, par faute de reconnaissance ou tout simplement pour arpenter un peu trop les genres artistiques. Car ce guitariste qui vient du reggae, est aussi un comédien, conteur et musicien. Au théâtre, c'est *Le Chien Royal* de Sénouvo

Agbota Zinsou, dans une mise en scène de la Compagnie Kadam Kadam qui l'a révélé au public d'Assahoun lors du Festival de Théâtre de la Fraternité (FESTHEF). Il a composé la musique du spectacle et y tenu le rôle d'un conteur à la guitare. Ce côté protéiforme lui permet d'avoir une maîtrise de la scène et du live, contrairement à nombre de ses confrères. C'est dans le cadre du conte que le public de Montbéliard (France) l'a applaudi pour la deuxième année consécutive, à l'occasion de la 8^e édition de la fête mondiale du conte, en compagnie du comédien conteur togolais, Sanvee Beno, et du percussionniste Anani

Gbeteglo. Son deuxième album, «vidé vidé», un régal qu'il avait amené avec lui, s'est vendu comme de petits pains.

Il n'a pas eu cette chance au Togo, où son premier album, un bijou pour un premier opus, eut moins de succès, alors qu'il fut lauréat de la plateforme de la musique togolaise organisée par le Centre Culturel Français (actuel Institut Français) en 2010. En 2008, il produit également le meilleur concert lors du Festival Worlbinde au Burkina Faso.

Sa production a de quoi susciter l'enthousiasme et emporter l'adhésion

d'un producteur avisé. Un rythme exquis que cet inlassable chercheur, venu très tôt à la musique en jouant pour la chanteuse togolaise Nimon Toki Lala, est allé chercher d'abord dans la sous-région en traînant sa bosse au Bénin, au Nigéria et au Mali, pour puiser dans les traditions musicales de ces pays.

D'où une musique qui mélange tradition et modernité, le tout basé sur un dispositif rythmique assez original. Aux côtés d'Eustache Kamouna, évolue aujourd'hui un instrumentiste atypique: le plasticien Dodzi Efovi, qui joue une improbable batterie, un assortiment d'ustensiles de cuisine récupérés : des bidons d'huile de 25 ou 50 litres, une grosse calebasse, des boîtes de conserve de tomate, une marmite. Toute une batterie de cuisine pour mitonner un régal de groove sorti tout droit de l'imaginaire fécond d'un plasticien adepte de Basquiat.

Eustache prépare un troisième album à paraître cette année. Son plus grand souhait c'est de remporter le Prix RFI Musique. On ne peut que lui souhaiter plein succès ! ■



Sculpture

Les Géants de Gustave Djonda



C'est aussi le cas de la reine Pokou, qui a sacrifié le fruit de ses entrailles pour la survie de son peuple Baoulé. C'est ainsi qu'est née l'Afrique du Sud multiraciale grâce à la puissance morale de Nelson Mandela, légende vivante, fils de l'homme érigé au rang de divinité...avant sa mort.

C'est ainsi que l'on peut voir l'expo «Les géants ne meurt pas», de l'artiste plasticien Gustave Djonda, organisée du 28 avril au 04 mai à la salle Gabité de l'Hôtel Mercure Sarakawa.

Dans la droite ligne de son expo, «Ce rouge qui m'appartient», Gustave Djonda érige des hommes et femmes grandeur nature, tels qu'il le pense: des forces agissantes sur la nature et les événements: des femmes battantes, des hommes de paroles, des combattants.

«L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de la nature; mais c'est un roseau pensant.



Il ne faut pas que l'univers entier s'arme pour l'écraser: une vapeur, une goutte d'eau, suffit pour le tuer. Mais, quand l'univers l'écraserait, l'homme serait encore plus noble que ce qui le tue, parce qu'il sait qu'il meurt, et l'avantage que l'univers a sur lui, l'univers n'en sait rien», écrit Blaise Pascal. Mais Descartes ne nous dit-il pas que malgré l'adversité, nous pouvons être maîtres et possesseurs de la nature ?

Gustave Djonda fait des sculptures directes et indirectes, intervient et déforme le bois, lui donne forme, y ajoute des objets de récupération, des perles rouges, des perles vertes, des ceintures, des inscriptions, des signes, des alphabets. On y voit des réminiscences vaudoues, spirituelles, où l'artiste nous invite à une certaine élévation.

Il nous convoque devant notre propre tribunal de l'histoire, de notre propre conscience, et nous demande de prendre nos responsabilités. Au dépassement de soi. Djonda ne le dit pas, mais

il est un plasticien très nietzschéen. ■

Une famille, une société, ne se construisent ni s'élèvent que grâce à l'action sublime de quelques-uns, d'hommes ou de femmes qui se surpassent. C'est ainsi qu'Hercule, Ulysse ont écrit les légendes. C'est ainsi qu'est né l'empire du Mali fondé par Soundjata Keita, l'enfant de Sogolon, la femme la plus laide au monde qui pourtant...

Littérature

Lomé, capitale de la francophonie



De gauche à droite : Kangni Alem et Josué Guébo ont illuminé de leurs talents les cafés littéraires

Cinquante ans de littérature et de cinéma, tel est le thème sur lequel se décline la 7ème édition du Festival international de littérature Filbleu, qui s'est déroulé à Lomé du 21 au 24 mars dernier. Plusieurs écrivains togolais, vivant au Togo, et à l'étranger, ainsi que des écrivains de Côte d'Ivoire, du Gabon et de France, ont participé à l'unique festival de littérature dans l'espace francophone d'Afrique. Du côté togolais, on a noté la présence des espoirs de la littérature comme David Kpelly, nouvelliste et blogueur; d'Anas Atakora, jeune poète, déjà retraité de l'enseignement; de Kofi Boko, nouvelliste et romancier.

Ce festival a pour but non seulement de vulgariser la littérature togolaise par des rencontres entre des auteurs togolais et le

public jeune, surtout scolaire, mais aussi amener à porter un regard critique sur une littérature quelque peu marginale en matière de qualité mais abondante sur le plan quantitatif.

Mené sans tambour par le Grand Prix Littéraire d'Afrique Noire Kangni Alem, Filbleu entend de fil en aiguille arriver à asseoir une culture du livre au Togo. Ainsi un atelier de poésie a été animé par Josué Guébo, poète ivoirien de talent, avec sa langue chaloupée et son verbe déchirant; de même un atelier de nouvelle de langue française a été assurée par l'éditeur et écrivain français, Michel Cadence.

Le spectacle de jazz de Noliva, groupe togolais résident au Ghana, et des cafés littéraires autour de l'œuvre du poète Josué Guébo, des romanciers Rwandais et Gabonais Tharcysse Urayenzeza et Eric Joël Bekale. ■

Fall
TOURE
Fashion Designer



Fashion Art Academy of Lome

Inscrivez-vous à FAALT (Fashion Art Academy of Lome Togo)

Stylisme Modélisme - Arts Plastiques - Esthétique - Informatique - Marketing

Acheter bientôt en ligne la marque:

Fall Toure & TWAREG

sur: www.fallfoure.com & www.twaregfashion.com

Tel: +228 91 26 46 25 / 90 09 19 08 - www.faalt.com



Championnat D1 : Tous contre Anges FC de Notsé

Cacophonie. Le championnat national de première division (D1) a débuté samedi 3 mai dans une ambiance cacophonique, entre rododromades gouvernementales, conflits interpersonnels des membres de la Fédération togolaise de football, divisés sur la question des préparatifs de la compétition. M. Kossi Adjodo, membre du bureau et président de la commission des arbitres, a rendu son tablier. Le président est accusé d'autisme et de manque de professionnalisme par ses collaborateurs, dont le vice-président Hervé Piza. Ce dernier a émis de sérieux doute quant au bon déroulement du championnat.

Une phase critique qui a très peu ébranlé le président Gabriel Ameyi, présent à ce match d'ouverture de la D1 à Notsé entre Anges FC de la localité et Maranatha FC. Champion sortant, révélation de la saison précédente, sera l'équipe à battre pour les 11 autres clubs de D1. Elle est ce qui a été fait de mieux professionnellement en football au Togo ces dernières années. Moyens financiers, gros investissements et recrutement d'un entraîneur concourent à la réussite d'un club de province, sorti presque du néant, et qui a bousculé la hiérarchie traditionnelle.

Les Togolais aussi jouent aux échecs

La Fédération Togolaise des Echecs (FTDE) possède à peine 2 ans d'existence. Son dynamisme efficace lui a valu la visite du président de la Fédération Internationale des Echecs (FIDE), M. Kirsan Ilyumzhinov, ancien président de la Kalmoukie dans la Fédération Russe du 17 au 18 Février 2014.

Cette visite est un encouragement de plus pour la FTDE qui ne ménage pas ses efforts depuis sa création en 2012 pour la promotion et la vulgarisation du Jeu des Echecs au Togo.

Avec les soutiens de la Kasparov Chess Foundation et de la Kara Chess Academy, elle organise depuis Février 2013, un tournoi international mensuel chaque deuxième samedi du mois sur l'esplanade du Palais des congrès, dénommé Open International Mensuel du Jeu des Echecs de Lomé (OMEL) et doté de prix (1.000.000). Le tournoi regroupe aussi les joueurs juniors et les femmes et attire régulièrement quelques-uns des meilleurs joueurs de la sous-région notamment le champion de Côte d'Ivoire Simplicie Armel Degondo et les Ghanéens John HashFord (champion du Ghana) et Francis Anquadah (vice-champion du Ghana).

Du 28 au 29 Décembre 2013 a eu lieu le Premier Championnat National du Jeu d'Echecs dans la salle hibiscus de la Médiathèque Jean-Paul II. Au terme des 6 rounds de matchs pour chacun des 16 participants, c'est M. Lawson Robert qui est proclamé Champion Individuel du Jeu des Echecs au Togo. D'autre part, pour compléter les divers clubs de la capitale, la FTDE a lancé le PIVE (Programme Implantation et de Vulgarisation du Jeu des Echecs dans les Ecoles), avec toujours l'appui de la Kasparov Chess Foundation et de la Kara Chess Academy. Des joueurs et membres de la fédération ont été choisis et formés pour donner des cours sur le jeu des échecs aux enfants (à partir de la classe de CM2) de 10 écoles privées de la place. Ce projet ambitieux vise à former la pépinière, les futurs champions de demain et au vue du succès auprès des élèves et des établissements, la FTDE souhaite élargir le programme à plus d'établissements de la capitale et aux villes de l'intérieur.

Il convient aussi de rappeler que la fédération togolaise est la première au monde à avoir réussi à envoyer une délégation aux olympiades du jeu des échecs la même année de sa création, en le faisant pour les olympiades d'Istanbul en Turquie du 28 Aout au 9 Septembre 2012. Elle compte également le faire pour celles qui se déroulent cette année à Tromsø en Norvège du 1er au 14 Août 2014.

La FTDE encourage toute personne intéressée et exhorte également les sociétés et institutions de la place à les accompagner dans la promotion de ce noble jeu de stratégie au Togo.

Contact: Secrétariat général : 91 71 12 32 Sur Facebook : Le Jeu d'Echecs au Togo

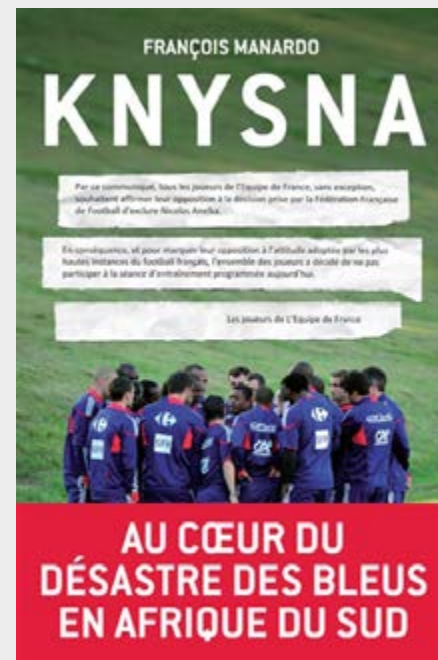


Livre: Au cœur du désastre des Bleus en Afrique du Sud

« Méfiez-vous de tous ceux qui voudront vous faire parler de ce qui s'est réellement passé! » Allocution de Raymond Domenech le 22 juin 2010 lors de sa dernière prise de parole devant l'équipe de France, avant de quitter l'Afrique du Sud.

À Knysna, en Afrique du Sud, les Bleus de 2010 sont devenus « *La pire équipe nationale de tous les temps* » selon le Times. Vingt-trois joueurs cloîtrés dans leur bus, refusant de s'entraîner devant les caméras de télévision ! Selon un sondage récent, plus de 70 % des Français ont toujours en mémoire ce jour de honte et aimeraient savoir ce qu'il s'est réellement passé. François Manardo était aux premières loges. Comme chef de presse de l'équipe de France, il a tout vu, tout entendu. C'est lui qui détient l'original du fameux communiqué. Reprenant le fil de l'histoire, il décrit l'engrenage qui a conduit à l'implosion. Il nous fait entrer dans les coulisses des Bleus dès la campagne de qualification et jusqu'au fiasco final : les dialogues avec les joueurs, les choses vues, les détails, les confidences... François Manardo trace des portraits sans fard d'Evra, d'Henry, d'Anelka ou de Ribéry, plus touchants et torturés que leur image publique. Il dépeint un président de la FFF totalement dépassé. Il montre un sélectionneur qui se nourrit de la provocation et puise son énergie dans l'adversité. À Knysna, Domenech sera rattrapé par le feu qu'il a lui-même allumé. Un témoignage exceptionnel, truffé d'informations inédites, qui passionnera tous les amateurs de football. François Manardo a travaillé avec Michel Platini avant de devenir chef de presse à la FFF (Fédération française de football), puis chargé de presse des Bleus de 2010 à 2012. Il est consultant en communication et travaille aujourd'hui en free-lance auprès de la FIFA (Fédération internationale de football association).

François Manardo, **Knysna, au coeur du désastre**, Les Arènes Ed., 2014, 17,58 Euros



Une coupe du monde controversée

Critiques d'une Fifa désormais résignée sur les retards accumulés en sept ans (!) de préparation et le difficile dialogue avec trois couches de pouvoir (fédéral, Etats, villes) de ce pays-continent de 200 millions d'habitants à l'administration kafkaïenne! «*Nous avons vécu un enfer au Brésil*», vient de confesser son secrétaire général, Jérôme Valcke.

Critiques des Brésiliens eux-mêmes, qui sont massivement descendus dans les rues en juin 2013 pour protester contre les 11 milliards de dollars engloutis sur leurs impôts dans la préparation de la «Copa»... et réclamer un lifting au «standard Fifa» des services publics délabrés. La proportion de Brésiliens soutenant le Mondial au pays est passée de 79% en 2008 à 48% en avril. Les «anti» n'était que 10% il y a six ans, 41% aujourd'hui. Quatre stades sont toujours en travaux, celui du match d'ouverture Brésil-Croatie du 12 juin à Sao Paulo, Curitiba, Cuiaba et Porto Alegre. Ils ne seront livrés qu'à la «dernière minute» le 21 mai. Le temps de les tester à la va-vite. De finir de les câbler contre-la-montre, pour éviter de mauvaises surprises aux télévisions qui ont payé des fortunes à la Fifa le droit de transmettre en direct le plus grand événement sportif planétaire. Tous les stades devaient être équipés de la technologie 4G. Mais l'internet wi-fi ne fonctionnera pas bien dans la moitié d'entre eux. Et il risque d'y avoir des problèmes dans certains aéroports, condamnés à absorber le surplus de visiteurs dans des structures provisoires, faute d'avoir été rénovés à temps. Les problèmes de sécurité commencent à surgir, vol à la tire, insurrection dans certaines favelas, policiers assassinés à tout va, il n'y a jamais eu autant d'inquiétudes à la veille d'un mondial. Même l'Afrique du Sud, pays pourtant réputé le plus violent dans les années 2000, a organisé dans de très bonnes conditions son mondial en 2010.





LA DÉPIGMENTATION ARTIFICIELLE

Une pratique à risques !

Par définition, la dépigmentation consiste à détruire la mélanine, un pigment du tissu de la peau, ceci dans le but de la rendre plus claire. Dénommée « bojou » dans le Sud du Bénin, « xeasal » au Sénégal, « tshoko » au Congo et « ntikoko » au Togo, la dépigmentation prend de plus en plus d'ampleur en Afrique. Autrefois apanage des femmes, ce phénomène s'est étendu aux hommes.

Diane AGBODOH

La clarté du teint est un canon de beauté et la plupart n'hésitent plus à utiliser des produits éclaircissants le plus souvent issus de contrefaçon. Aujourd'hui en Afrique, près de 90% des femmes utilisent des produits éclaircissants dans un but esthétique et plus de 20% des Togolais se dépigmentent la peau. Parmi ces produits utilisés, on peut citer les produits de beauté riches en hydroquinone à forte concentration (plus de 22%), l'eau de javel, les dérivés de mercure, les corticoïdes par voie cutanée, orale ou même intraveineuse.

Actions des produits dépigmentants

Des brûlures au cancer de la peau en passant par les mycoses, les problèmes de cicatrisations difficiles et les « agressions solaires » affectant la teinture de la peau, les dangers liés à ces pratiques entretenues par le « complexe de la peau blanche » sont légions et les conséquences sont dévastatrices et malheureusement, pour la plupart, irréversibles.

Au cours d'une césarienne par exemple, les problèmes de cicatrisations de la peau chez

la femme peuvent provoquer la mort du sujet. Plus de 100 femmes meurent par an du fait des nombreuses conséquences de cette dépigmentation artificielle.

Le mercure est une substance très dangereuse pour la santé en général. Il peut même entraîner la mort en attaquant directement les reins, organes indispensables à la vie, purificateurs de l'organisme.

L'hydroquinone, un composé organique aromatique apparenté au phénol, freine la synthèse de la mélanine par inhibition de la formation de l'enzyme tyrosinase. Les corticoïdes sont des hormones naturelles synthétisées dans la zone corticale (externe) des glandes surrénales à partir du cholestérol. En médecine générale, ils sont utilisés pour leur propriété anti-inflammatoire. Les corticoïdes locaux ou dermocorticoïdes, sont utilisés en dermatologie pour certaines maladies bien précises sur une période de courte durée. Ils contiennent du sucre. C'est pour cela que, à usage prolongé, ils font apparaître des traces de sucre dans le sang, provoquant ainsi un début de diabète. Aussi favorisent-ils l'obésité qui entraîne



une hypertension artérielle. Et dans ces cas, la patiente finit par souffrir de cardiopathie. Les corticoïdes peuvent rendre également dépressif et euphorique. ■

La structure de la peau

- La peau est formée de 3 couches dont les 2 principales, le derme et l'épiderme, reposent sur la 3ème, l'hypoderme. Elle est caractérisée par une grande capacité de régénération et de cicatrisation, Elle sert également de barrière physique souple qui protège les tissus et les organes de la plupart des agressions extérieures. La peau est résistante à la plupart des infections tant que son intégrité physique et fonctionnelle est assurée. Par ailleurs, elle joue un rôle de protection contre les rayons solaires, en particulier les ultraviolets, notamment grâce à la présence de mélanine.





Dr Saka Bakayi:

« Les cancers de la peau pourraient devenir très fréquents »

Dr SaKa Bakayi est dermatologue au CHU Sylvanus Olympio, assistant chef de clinique à la faculté des Sciences de la santé, Université de Lomé.

Etes-vous souvent consulté pour des problèmes liés à la dépigmentation de la peau?

↳ La dépigmentation artificielle constitue un véritable problème de santé publique en Afrique et donc au Togo. En consultation, sur 100 patients, environ trois ou quatre consultent pour des problèmes engendrés ou favorisés par la dépigmentation artificielle, ce qui n'est pas négligeable.

Que risquent les personnes qui se dépigmentent la peau?

↳ Les conséquences sont multiples. Il faut retenir qu'il y a deux grands groupes de conséquences. D'abord, les complications cutanées notamment les dyschromies (hyperpigmentations, l'ochronose, les leucomélanodermies) qui sont des désordres pigmentaires qui constituent un véritable problème esthétique du fait de leur contraste avec le teint clair recherché. Puis les troubles trophiques notamment les vergetures. Ainsi que les complications cutanées sévères dont les infections bactériennes (pyodermites, érysipèle de jambe), mycosiques et l'acné. Les cancers cutanés considérés comme rares dans la population noire d'Afrique pourraient donc devenir très fréquents vu la prévalence de la DA en Afrique subsaharienne.

Ensuite, les complications extra cutanées qui, elles, sont graves et souvent irréversibles. Il s'agit des complications cardiovasculaires et métaboliques notamment l'hypertension artérielle, le diabète et le syndrome de Cushing. Les produits à base des dérivés mercuriels sont pourvoyeurs de complications rénales dont principalement le syndrome néphrotique.

Est-ce la peine d'arrêter quand le mal est déjà fait ?

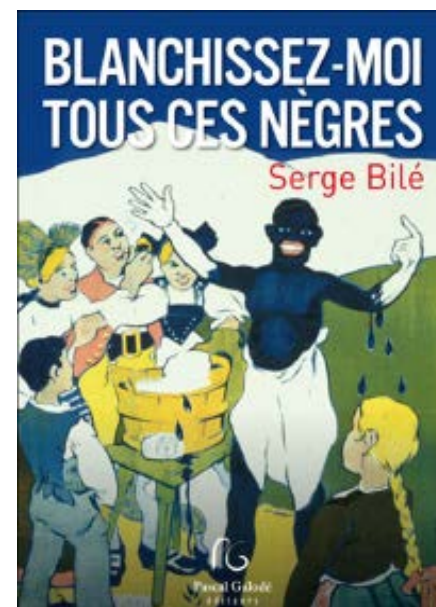
↳ On peut arrêter et il faut arrêter. Mieux vaut tard que jamais. A n'importe quel moment, même après plusieurs années d'utilisation des produits éclaircissants. C'est vrai qu'on va noircir, mais il faut arrêter pour éviter d'autres complications futures.

Que dire des produits « embellisseurs de peau » et qui ne contiendraient ni d'hydroquinone ni produits agressifs ?

↳ Je ne crois pas que ces produits ne contiennent ni hydroquinone ni ingrédients éclaircissants. Je pense simplement que c'est le fabricant qui ne l'a pas précisé sur la notice. Et généralement ces produits seraient le mélange de plusieurs éclaircissants, donc encore plus nocifs. ■

Blanchissez-moi tous ces nègres Serge Bilé, Pascal Galodé Editeurs

On a tout dit sur les femmes noires qui se blanchissent la peau, qu'elles sont complexées, masochistes, et surtout inconscientes des dangers que leur font courir ces pratiques : hypertension, stérilité, problèmes osseux, voire cancers. On a tout dit, sauf que les femmes mais aussi les hommes qui se dépigmentent, sont d'abord les victimes d'une addiction orchestrée par des savants fous qui s'ingénierent, dès le XVIII^e siècle, à « blanchir les nègres » pour de vrai. En France, on les plongeait dans un bain d'acide oxymuriatique, au Québec, on les bombardait de nitrate d'argent, alors qu'aux Etats-Unis, on les décapait aux rayons X, provoquant chez les cobayes de graves brûlures et souffrances. Ces expériences ont, au fil des siècles, laissé croire à certains Noirs, déboussolés par l'esclavage, qu'ils pouvaient réellement changer de peau pour changer de vie, en s'enduisant le corps avec de miraculeuses crèmes éclaircissantes. Ce livre retrace l'incroyable histoire du blanchiment et dévoile comment ce fléau, soutenu par la propagande occidentale, s'est imposé à des millions de gens, accrocs désormais à une drogue inquiétante qui leur empoisonne la vie.





Sauce adémè

Trois pièces et plus...si affinités

Appelées shimatsumaso au Japon, mulukhiyah en arabe, kplala en Côte d'Ivoire et adémè au Togo, les feuilles de la corète potagère (*Corchorus olitorius* L.) possède des propriétés toniques, laxatives et purgatives. Riches en eau, elles renferment des protéines, des glucides, des lipides, des mucilages, des sels minéraux, ainsi que de la vitamine C. Originaires d'Inde, elles sont utilisées en cuisine dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, d'Asie, du Maghreb et du Moyen-Orient. Très prisée au Togo, la sauce adémè peut se décliner en une, deux, trois, quatre, cinq voire six pièces en fonction des ingrédients que l'on intègre. Voici une moyenne avec du chinchard, des crabes et des sardinelles fumées.

Préparation :

Trier les feuilles en enlevant celles qui sont fanées de même que les tiges trop longues.

Nettoyer les chinchards fumés : retirez la peau et les arêtes.

Enlever les écailles et les têtes des sardinelles. Les laver et les mettre dans une casserole. Ajouter un verre d'eau, la moitié de l'oignon préalablement écrasé et une pincée de gingembre. Saler. Mettre sur le feu. Arranger et laver les crabes, puis les intégrer à la casserole de sardinelles. Laisser cuire 10mn ; rajouter un peu d'eau si besoin.

Dans une autre casserole verser 250g d'eau, ajouter le lanhouin (poisson faisandé) et porter à ébullition. Mettre la pincée de bicarbonate de soude qui permettra de conserver la couleur des légumes. Intégrer ensuite les feuilles et couvrir la casserole sans remuer pendant 3 mn. Avec une spatule remuer énergiquement jusqu'à ce que les feuilles ramollissent et que le mélange devienne visqueux. Mettre le gingembre et le poivre noir écrasés, les sardinelles et les crabes ainsi que leur jus de cuisson et remuer. Adjoindre le chinchard ; verser l'huile rouge et remuer délicatement. Laisser bouillir 5mn

Vérifier et rectifier l'assaisonnement. Ajouter le piment vert qui parfamera la sauce et l'autre moitié d'oignon coupé en lamelles. Laisser cuire encore 3mn et éteignez le feu.

La sauce adémè s'accompagne généralement de pâte de maïs.

NB : En fonction du nombre de pièces que vous souhaitez pour votre sauce pour pourrez compléter avec des crevettes, de la viande de bœuf, de la peau de bœuf (akpama) préalablement cuits.

Bon appétit !

Esther SEDJRO-AKPEMADO



Ingrédients pour 4 personnes :

600g de feuilles d'adémè

Une pincée de bicarbonate de soude

2 chinchards fumés (akpala fumé)

1 oignon

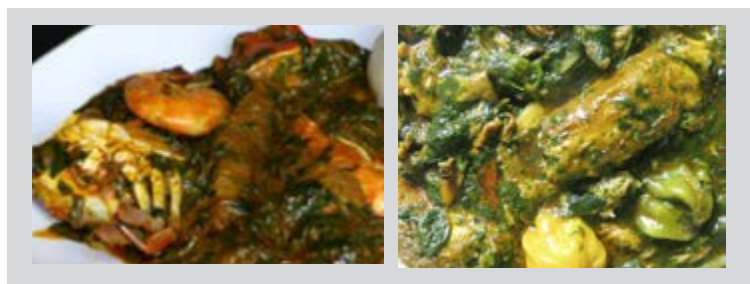
8 crabes

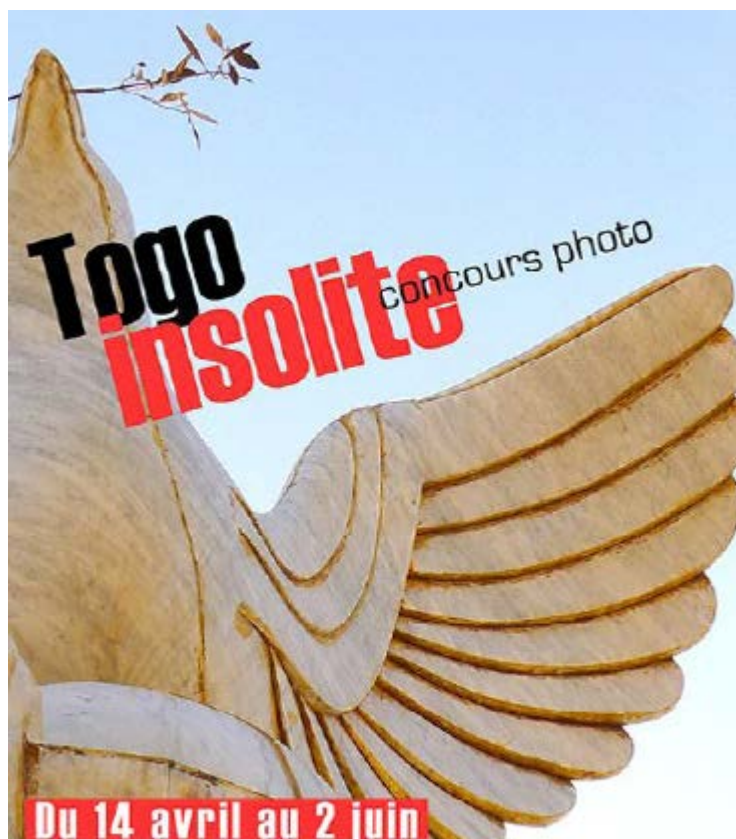
5 beaux piments ronds et verts

12 sardinelles fumées (adiadoè)

1 cuillère à soupe d'huile rouge

1 lanhouin (poisson salé et faisandé)





Toutes les modalités du concours
sur www.ambafrance-tg.org

INSTITUT
FRANÇAIS
TOGO



Great Black Music

L'exposition de toutes les musiques noires

Du 11 mars au 24 août 2014

Cité de la Musique au Parc de la Villette
221, avenue Jean Jaurès Paris 19ème.

Après Dakar, Saint-Denis de la Réunion, Johannesburg et quelques autres villes dans le monde dont Bahia, l'exposition Great Black Music débarque à Paris où elle prendra place dans les locaux de la Cité de la Musique du Parc de la Villette.

Great Black Music est dans un premier temps un phénomène de par la portée de son sujet, entièrement initié et conçu par les passionnés de musiques du monde que sont les membres de l'équipe Mondomix (magazine de musiques du monde).

Cette exposition se présente comme une ode aux musiques noires qui entend retracer l'ensemble des courants musicaux qui s'inscrivent dans cette large dénomination.

Renseignements :

www.citedelamusique.fr

www.musiquesnoires.com



Vodouns et Orixas

Collage textile de William Adjété Wilson

23 avril au 17 mai 2014

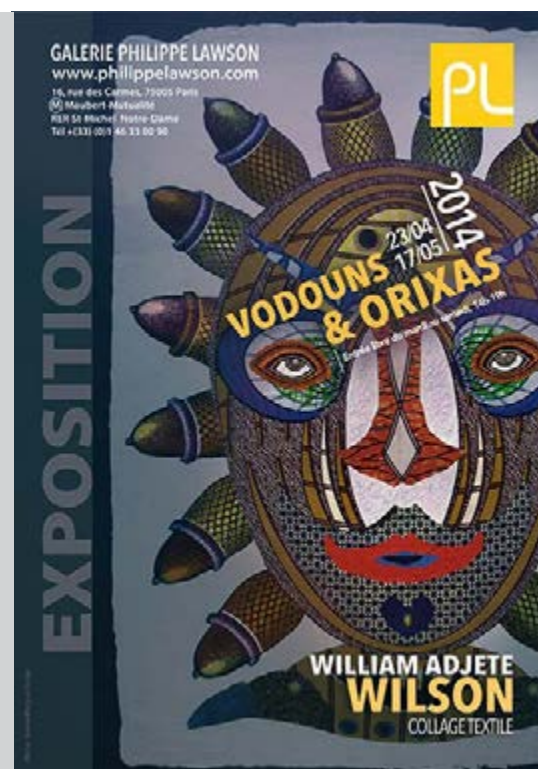
Galerie Philippe Lawson

16, rue des Carmes 75005 Paris

Artiste plasticien d'origine togolaise, William Adjété Wilson, propose avec son exposition Vodouns et Orixas, des œuvres inspirées et pleines de facéties. Pour rendre hommage à sa mère, revendeuse de tissus, le peintre a exclusivement utilisé du tissu wax imprimé qu'il colle dans une démarche de déconstruction et de reconstruction.

Avec humour et de manière religieuse, l'auteur recrée à l'image des vodouns, intermédiaires entre Dieu et les hommes, de nouveaux personnages.

Le carton d'invitation donne d'ailleurs le ton. Avec un motif principalement utilisé au XVIIIe siècle, le gland, William représente le Legba, vodoun assez sexué des carrefours.





Kouta

Un spectacle de M. DIABATÉ / Hassane Kassi KOUYATÉ
Du 13 au 23 mai 2014

Le Tarmac
159 avenue Gambetta, 75020 Paris, France

Notre compatriote Beno Sanvee est à l'affiche du spectacle Kouta de Massa Makan Diabaté, (l'un des pionniers des lettres maliennes) dans une mise en scène de Hassane Kassi Kouyaté.

De retour au Mali, dans sa bonne ville de Kouta, après avoir «baroudé partout où la présence française était menacée», le lieutenant Siriman Keita jouit d'un immense prestige auprès de ses concitoyens, tout auréolé d'une gloire acquise dans les rangs de l'armée coloniale. Mais son crédit va être peu à peu terni par son comportement. Retiré dans sa maison, l'ancien combattant va se livrer à de multiples frasques et errements qui lui valent rapidement l'hostilité de ses concitoyens. Il erre de déconvenues amoureuses en déconvenues politiques, pense trouver le salut dans la religion, mais la morsure (fort mal placée pour un monsieur !) d'un chien aura raison de l'ancien baroudeur...

Mardi, mercredi, vendredi à 20h
Jeudi à 14h30 et 20h
Samedi à 16h
www.letarmac.fr



Le228
présente

Présentation
Gérard 2pardieu
(Côte d'Ivoire)

Agalawal
(Côte d'Ivoire)

Alfa Ramsès
(Togo)

Le Magnifique
(Côte d'Ivoire)

Soirée FOUS-FIRES

SAM. 21 JUIN 14

Palais des Congrès de Lomé

20 : 00

Infoline : 91 44 15 56 / 98 92 72 87

GUIDE DU VOYAGEUR | RESTAURANTS



MERCURE

(cuisine africaine et européenne)
Mercure Hôtel Sarakawa
Bd du Mono
Tél : (+228) 22 27 65 90

BALKAN

(cuisine africaine et européenne)
Hédzranawoé
Route du stade de Kégué
Tél : (+228) 90 06 58 59 / 22 61 30 63

LE BELUGA

(Cuisine exotique) Bè Nétimé
Rue de l'Entente (ex. Ocam)
Tél : (+228) 22 20 97 96
/ 22 20 97 99

NOPEGALI VIP

(Spécialités togolaise et africaine)
Centre ville
Bd Circulaire
Tél : (+228) 22 22 94 01

GOLDEN TULIP

(cuisine chinoise)
Place Anani Santos
Avenue du 24 janvier
Tél : (+228) 22 22 89 96

RESTAURANT CÔTÉ JARDIN

Tél : +228 22 27 65 90
Fax : +228 22 27 71 80

RESTAURANT ALT MÜNCHEN

Tél : +228 22 27 65 90
Fax : +228 22 27 71 80

LE FESTIVAL DES GLACES

Tél : +228 22 27 65 90
Fax : +228 22 27 71 80

GUIDE DU VOYAGEUR | HOTELS

HÔTEL MERCURE SARAKAWA

Blevard du Mono, BP: 223 ,
2 Lomé
Tél : +228 22 27 65 90
Fax : +228 22 27 71 80

HÔTEL IBIS LOMÉ (ACCOR)

Tél : +228 22 21 24 85
Fax : +228 22 21 61 25

HÔTEL PALM BEACH

BP: 2225 , Lomé
Tél : +228 22 21 85 11 / 88 97
Fax : +228 22 21 87 11

HÔTEL M'RODE

BP: 223 , 2 Lomé
Tél : +228 22 27 65 90
Fax : +228 22 27 71 80

HÔTEL SANCTA MARIA

Bè Nétimé
Bd du Mono
Tél : (+228) 22 22 93 93

HÔTEL NOVELA STAR

Avépozo bord de plage
Nationale N°2
Tél : (+228) 22 71 00 08

HÔTEL EDA OBA

Tokoïn Forever
Bd Gnassingbé Eyadema
Tél : (+228) 22 20 18 18

HÔTEL SAINT THOMAS

Place Colombe de la Paix
3, Bd de la Paix
Tél : (+228) 22 21 81 75



HÔTEL KARA

BP: 5 , Kara
Tél : +228 26 60 60 20 / 21 / 22

HÔTEL VIVI ROYALE

BP: 1546, Lomé-Togo
Tél : +228 22 22 20 27
Mob : +228 99 47 60 53

HÔTEL BELLE VUE

Tél : +228 22 20 22 40
Mob : +228 90 04 13 27
www.hotel-togo-bellevue.com

LOUNGE BARS & NIGHT CLUBS

COTTON CLUB

Bè Plage 108, Avenue Augustino
de Souza

Tél : (+228) 22 35 53 76

LE MADINGUE

Assivito Rue Kokéti

Tél : (+228) 90 32 51 53

LA VILLA

Nyékonakpoè Bd Circulaire

Tél : (+228) 23 38 41 17

RÉSEAU CLUB

Quartier des Etoiles Avenue Kléber

Dadjo Tél : (+228) 90 93 90 00 /

22 20 15 14

LE CLUB

Place Anani Santos

424, Avenue du 24 janvier

Tél : (+228) 22 42 00 00

ALEYA NIGHT CLUB

Agoè, Nationale N° 1 Centre FIL

0 PARC Tél : (+228) 90 04 71 79 /

90 51 52 42

KAMOU NIGHT CLUB

Ablogamé, MHS Bd du Mono

Tél : (+228) 22 27 65 90

PRIVILÈGE NIGHT CLUB

Immeuble TABA

Centre Commercial

Tél : (+228) 22 21 11 25

MONTECRISTO DISCOTHÈQUE

Avenue du 24 janvier

Tél : (+228) 90 29 29 09

HUMOUR

L'imam et le curé

Un imam et un curé entrent en collision lors d'un accident de voiture. Les deux voitures sont complètement démolies mais, curieusement, aucun des deux hommes n'est blessé.

Après que chacun se soit extirpé de sa voiture, l'imam voit la petite croix argentée sur le revers de la veste du curé et lui dit :

- Ah vous êtes prêtre. Je suis imam. Regardez nos voitures. Il n'en reste rien, mais nous ne sommes pas blessés. Ce doit être un signe du tout-puissant. Allah a du vouloir que nous nous rencontrions, devenions amis et vivions en paix pour le reste de nos jours.

- Je suis entièrement d'accord avec vous. Ce doit être un signe de Dieu. L'imam poursuit :

- Regardez. C'est encore un miracle. Ma voiture est en morceaux, mais cette excellente bouteille de vin qui m'a été offerte est intacte. Allah veut certainement que nous buvions ce vin et célébrions notre bonne chance.

Il ouvre la bouteille et la tend au curé. Le curé est d'accord et en boit quelques grosses gorgées puis rend la bouteille à l'imam. L'imam prend la bouteille, la rebouche puis la rend au curé.

Le curé demande :

- Vous n'en buvez pas ?

L'imam répond :

- Non... Je crois que je vais attendre l'arrivée de la police.

Misogynie

L'Homme a découvert l'AGRICULTURE et il a inventé la NOURRITURE

La Femme a découvert la NOURRITURE et elle a inventé le REGIME.

Le politicien

un bus emmène des politiciens à un congrès. Le bus quitte la route et s'écrase contre un arbre dans le champ d'un paysan en pleine récolte du coton. Le paysan, après avoir vu ce qui s'est passé, se rend sur les lieux et creuse un trou et enterre tous les politiciens. Quelques heures après, le commissaire de police arrive sur les lieux de l'accident et demande où sont passés tous les politiciens. le pauvre paysan lui dit qu'il les a tous enterrés. Le commissaire demande alors au paysan, «étaient-ils tous morts?» Et au vieux paysan de répondre: «bien, certains parmi eux disaient qu'ils n'étaient pas morts, mais vous même vous savez comment les politiciens mentent!»

Le comble

Quel est le comble pour un agent de police?

Souffrir de troubles de la circulation.

LA PENSÉE DE TENDANCES

«Même s'il n'y a pas de coq pour chanter à l'aube, le jour se lèvera.»

Proverbe Burundais

REMUE-MÉNINGES

1. Indice: Une histoire à dormir debout...

Je suis un homme, je suis une femme et pourtant je ne suis ni homme ni femme. Qui suis-je?

2. Indice: Cet objet indésirable...

Celui qui me fabrique me vend, celui qui m'achète ne m'utilise pas, celui qui m'utilise ne le sait pas. Qui suis-je?

3. Indice: A moi ou pas à moi?

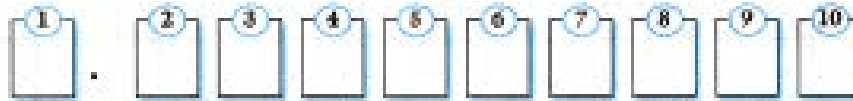
Je vous appartiens, mais les autres m'utilisent mille fois plus souvent que vous. Qui suis-je?

4. Indice: Espèce de boudeuse!

Il suffit d'un oui ou d'un non pour que nous nous séparions. Qui sommes nous?

4 - les lèvres 3 - votre nom 2 - le cercueil 1 - l'ombre

MOTS FLÉCHÉS



AS DU LUTZ QUÈRE	RECONNAIT UN GROS DEBIAU	ANCIEN MINISTRE REFAIT	COMME UNE PATE D'OURS	VERS EPILES SON DE CLOCHES	DU CÔTÉ OPPOSE BATAILLE	SYMPHES ILS FONT DES NATTES			
			PRINCE D'ÉCLAT REPROBÉ						
MÉDICA- TEUR DE PLUS DIVINITÉ		NOCT- URNELLES RÉPARÉ LA CHAUDIÈRE				1			
PRÉNON PAMPHI D'ORANGE HÉRANQUE	MARQUE DE GROUPE MOSIQUES DE TRAGO		DÉESSE DÉGAGÉ LE PLUS HAUT			LETTRES DE ROMAN D'ASSO- CIATION			
		DOL PRÉS DE MOE	10	PROTEGE DE JELUS LIEU DE RUINES		SUBSTANCE FÉIDE			
CAUSE DE LA GOUTTE DARTICE			FAISANT DES VAGUES						
		PARESEUX TRANEUX			PARTIT AU HAGARD	ÉCOURT PLANÈTE LA PLUS PETITE			VILLE AU COLLÈGE CÉLÈBRE
JEUNES COUVÉS	CHIEF-LIEU DU TRAM MÉRIDIO- NALE	9		AROSE DE L'ART DISCRETS		2			
					FOUSSE UN CRI D'ÉLAN	CHARGE APPAREIL DU MACHIN			
SOL PEU ARROSE PAR GÈNE	4		AROM- NATION TABLE À DÉFINIES						PROQUE DE SALVAGE SURPASSE
			LARGEMENT OUVERT				UN TOUR DU SOLEIL PRODUCE		7
AUTRE NOM DU MOI	QUANTITÉ DE NICHES PEUR TACHÉTE				GARDEN COUPE DES BRANCHES				PRESTIGE
		SOIT	LESSIVÉE REPRÉ- SENTANT DU PEUPLE						
BARUTE SUIT UNE ÉTOILE					MARQUE DE TABLE ENCORE DÉLA I	TANGENTE MOT DE MANQUE			
			LA PÊCHE	PARESE ENTRÉE EN SCISSOR		5			CHOUÏA
CE N'EST PAS ELLE COMME UN TRIANGLE		POINTE DE TOISCANE					GRADE DE L'ARMÉE PRODIGE ET ADVERSE		
		8			CRÉVÔLE				
MOT POUR L'UNOM		ÉLU DE LA DROITTE		3	HOMME DE RÉFLEXION			6	



MOTS PÊLE-MÊLE

UN POLAR

(9 lettres)



Ce roman aux rebondissements divers et variés nous entraîne dans le Los Angeles des années 1970. Le détective privé Doc Sportello et le flic Bigfoot, son meilleur ennemi, enquêtent sur l'étrange disparition d'un milliardaire. Ce livre a été écrit par l'Américain Thomas Pynchon.

Il s'agit de :

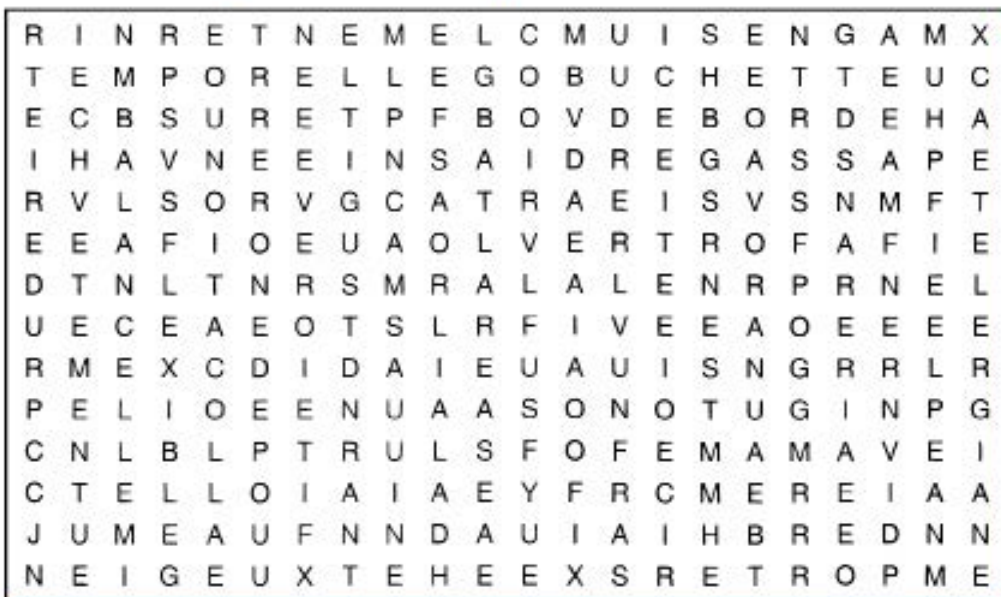


AFFAISSER
AIGRELET
ALLOCATION
BALANCELLE
BASANER
BUCHETTE
CASINO
CHANFREIN
CLEMENTE
DEBORDE
DEMUSELER
DERIDE

EBRANLE
EFFRONTERIE
EMPORTER
ENVAHI
ERAFLE
FLEXIBLE
FOLIEE
FOURRAGER
GAINE
GIRAFEAU
GODET
HAYON

JUMEAU
LEITMOTIV
MAGNESIUM
NAVIGANTE
NEIGEUX
NODULEUX
OBSCURE
OPINE
OSSEUX
PAMPA
PASSAGER
PIVOTE

PREPOSE
PRUDERIE
RAVALANT
REMOUILLANT
REVASSANT
SIMAGREE
SURET
TEMPORELLE
TERNIR
VETEMENT



Résultat des mots pêle-mêle du N° 001

HYGROPHORE PONCEAU



Par Me Jean Yaovi DEGLI

Les avantages de l'Arbitrage

La capitale togolaise a accueilli en avril dernier pour la première fois une audience publique des juges de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). L'une des missions de cette juridiction est de traiter des affaires commerciales et financières essentiellement au moyen de l'arbitrage. Me Jean Yaovi Degli nous parle ici des avantages de cet outil.

Mode alternatif de résolution de conflits très prisé dans le monde des affaires, l'arbitrage s'est véritablement imposé dans les transactions internationales et plus particulièrement dans les contrats d'exportations internationales où les parties souhaitent confier leurs conflits à des juridictions neutres. C'est dire combien la sécurité juridique et judiciaire est déterminante pour les investisseurs. Les modes alternatifs de règlement des conflits sont d'ailleurs les seuls moyens de résolution de litige concevables dans certaines cultures qui s'accommodent très mal des procès surtout lorsqu'il s'agit des affaires. Certains pays africains sont soigneusement évités par les investisseurs étrangers essentiellement à cause de l'insécurité juridique et surtout judiciaire dont les pays du continent noir ont à tort ou à raison la réputation. Le Togo faisait malheureusement partie de ce lot. C'est pour corriger cette image qu'une Chambre d'Arbitrage a été mise en place dans notre pays. Ceci permet d'éviter

Les investisseurs évitent certains pays à cause de l'insécurité juridique

l'expatriation du contentieux judiciaire avec les clauses attributives de juridiction et des conventions d'arbitrage se tenant en dehors de nos frontières. L'arbitrage recèle d'énormes avantages que n'a pas la justice étatique peu flexible. D'abord, les parties sont totalement libres par rapport à la convention d'arbitrage. Elles peuvent insérer une clause compromissoire à cette fin dans leur contrat dès le départ tout comme elles peuvent décider d'aller en arbitrage après la naissance du conflit en signant un compromis. Dans l'arbitrage, les parties en conflit choisissent librement le mode de règlement du litige et les juges, de même qu'elles peuvent déterminer librement la loi applicable au conflit et le lieu de l'arbitrage. L'arbitrage permet également d'éviter les clashes inhérents à un procès normal et de sauvegarder les relations d'affaires aux sortir du litige. Il permet même de protéger le secret des affaires puisque ses résultats et décisions sont confidentiels sauf décision contraire des parties. Ensuite

l'arbitrage a l'avantage de la compétence puisque les parties qui ont le droit de choisir leurs juges peuvent confier leur litige à des professionnels, spécialistes ou experts qui comprennent parfaitement l'objet de litige et savent exactement comment le trancher. De même, les parties peuvent non seulement évoquer de nouveaux moyens tout au long de la procédure mais également modifier même leurs demandes et d'en formuler de nouvelles, chose impossible dans la justice étatique. Par ailleurs, l'arbitrage ne se limite pas à intervenir après un litige ou un dommage et à réparer celui-ci. Il a également une fonction d'anticipation des conflits puisque les parties peuvent saisir les arbitres pour les aider à réviser les termes de leur contrat et à en faciliter l'exécution par le biais de l'interprétation des termes sur lesquels elles n'arrivent pas à s'entendre. L'arbitrage allie également rapidité et crédibilité.

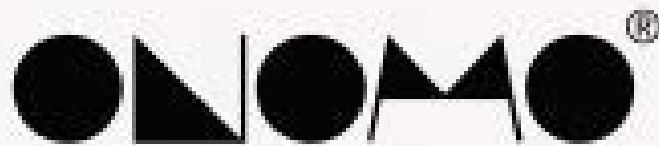
Contrairement à la justice étatique où les décisions sont rendues avec des délais avoisinants quelquefois des années, la sentence arbitrale est généralement rendue de façon rapide. Ainsi, dans le cadre du Règlement d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (C.C.J.A), elle doit se rendre, sauf exception limitativement concédée par l'article 15. 4 du Règlement d'Arbitrage de cette Cour de l'OHADA, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après la clôture des débats. En dehors du fait que l'article 12 du Règlement de la CCJA oblige les arbitres à trancher le litige dans un délai de six (6) mois lorsque les parties n'ont prévu aucun délai, l'arbitrage peut également se dérouler dans le cadre de procédure dite accélérée avec réduction de moitié des délais normaux et il échappe à des situations qui retardent les procédures devant les juridictions étatiques telles les exceptions de procédure. En effet, une fois que la Chambre arbitrale régulièrement constituée et sa compétence établie, on va directement à l'essentiel, c'est-à-dire à l'examen du fond du litige. Enfin, la sentence arbitrale n'est pas susceptible d'opposition, d'appel, ou de

pourvoi en cassation. Elle est susceptible de procédure d'annulation devant le juge étatique compétent de l'Etat-partie (au Togo, il semble que c'est le Président du Tribunal conformément à l'article 283 du Code de Procédure Civile). La sentence est toutefois susceptible de tierce opposition devant la juridiction arbitrale qui l'a rendue et peut également être l'objet d'une procédure de révision lorsque des faits nouveaux découverts après son prononcé sont de nature à exercer une influence décisive sur elle si ces faits avaient été connus avant le prononcé de la sentence.

Ce ne sont là que quelques-uns des nombreux avantages qui font que l'arbitrage est à préférer par le monde des affaires. En y imprimant beaucoup de sérieux, notre pays pourra changer la situation de méfiance qui a prévalu jusque-là de la part des investisseurs étrangers et attirer beaucoup d'investissements. ■

Bio express

Ancien Avocat au Barreau de Paris, actuellement Avocat au Barreau du Togo, associé de la SCP Martial Akakpo et Associés, l'auteur est docteur en droit diplômé d'American University (Washington College of Law), titulaire d'un premier certificat de maîtrise en histoire géographique et d'un certificat de psychopédagogie, ancien Ministre du Gouvernement de transition du Togo et ancien Président de la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme, lauréat en 1993 du prix International de l'Edit de Nantes. Il fut entre autres occupations internationales, membre fondateur du Barreau Pénal International dont il a été le premier secrétaire général.



HOTELS

LE CHIC EN TOUTE SIMPLICITÉ

A smiling woman with braided hair, wearing a black uniform, holds a large black sign with white text. The sign reads "ONOMO BIENTÔT À LOUAGÉ".

ONOMO BIENTÔT À
LOUAGÉ

OUVERTURE BIENTÔT À BAMAKO

ONOMO HOTEL DAKAR AIRPORT

Route de l'aéroport
BP 38233
DAKAR - YOUFF - SENEGAL
+ 221 33 869 06 10
onomo.dakar@onomohotel.com

ONOMO HOTEL LIBREVILLE

La Sablière- Route Angondje
Quartier des ambassades US/Aéroport
BP 23791
LIBREVILLE - GABON
+ 241 01 45 81 00
onomo.libreville@onomohotel.com

ONOMO HOTEL ABIDJAN AIRPORT

Boulevard De L'aéroport
Félix Houphouët Boigny
07 BP436 Abidjan 07
ABIDJAN- CÔTE D'IVOIRE
+ 225 21 21 21 91
+ 225 21 21 78 32
onomo.abidjan@onomohotel.com

www.onomohotel.com

PORT AUTONOME DE LOMÉ

La passion de l'efficacité

- Port en eau profonde : 14 m
- Des capacités d'accueil variées : un quai conventionnel, un terminal à conteneurs, un quai pétrolier, un quai minéralier et un port de pêche
- Un grand domaine portuaire : 900 hectares
- 150.000 m² de magasins et plus de 300.000 m² de terre-pleins
- 600.000 m² d'aires d'entreposage des véhicules
- 40.000 m² dédiés au Terminal du Sahel pour les véhicules et camions à destination du Burkina Faso, du Mali et du Niger
- Des services de manutention très compétitifs assurés par des opérateurs privés
- Un port sûr et sécurisé conforme aux normes du Code ISPS
- D'importants projets de développement : construction d'un 3^{ème} quai de 450 m et 15 m de profondeur, la réalisation d'une darse de 1050 m de longueur de quai et 16,60 m de profondeur pour l'implantation d'un nouveau terminal à conteneurs.

BP 1225 Lomé Togo - Tél : +228 22 23 77 00/22 23 78 00/22 27 47 42
Fax : +228 27 27 26 27 / 22 27 02 48 - E-mail : togoport@togoport.tg Site web : www.togoport.tg





Envolez-vous pour le tournoi de **football 2014**

■ **Vols directs vers le Brésil
au départ du hub de Lomé**

Ensemble célébrons le football mondial.